

RAPPORT ANNUEL

2 0 2 0

Le Rapport annuel 2020 de la Société interaméricaine d'investissement, ci-après dénommée « BID Invest », présente les résultats institutionnels et opérationnels de l'exercice.

BID Invest est une banque multilatérale de développement qui a pour vocation de promouvoir le développement économique de ses pays membres, situés dans la région Amérique latine et Caraïbes (ALC), par le biais du secteur privé. Nous gérons un portefeuille de 16,1 milliards USD d'actifs liés au développement, impliquant plus de 400 clients. Nous collaborons avec des entreprises privées de tous les secteurs stratégiques en ALC, en leur donnant accès à des ressources financières ainsi qu'à nos connaissances techniques et à notre savoir-faire sectoriel. Nous soutenons des entreprises et des projets durables afin qu'ils puissent obtenir de meilleurs résultats financiers et maximiser le développement économique, social et environnemental en ALC.

Les données opérationnelles présentées dans ce document sont basées sur le portefeuille combiné d'opérations sans garantie souveraine de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de BID Invest, dénommées ensemble le Groupe de la BID aux fins du présent rapport annuel. Les principaux indicateurs, résultats et états financiers en annexe 1 font uniquement référence à BID Invest.

GLOSSAIRE

Petits pays insulaires

Bahamas, Barbade, Belize, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Suriname et Trinité-et-Tobago.

Programme de facilitation du financement du commerce (PFFC)

Lancé en 2015, le PFFC est une solution efficace créée pour aider les banques de la région à accéder aux marchés mondiaux du financement du commerce par le biais de la coopération technique, de la création de connaissances et de produits financiers. Dans le cadre du PFFC, la BID et BID Invest offrent des prêts à court terme aux banques locales pour le financement de portefeuilles d'opérations commerciales éligibles et de garanties de crédit vis-à-vis des banques sur les marchés mondiaux. Cela a pour but de réduire le risque associé aux instruments commerciaux émis par les banques d'Amérique latine et des Caraïbes.

Protection de crédit non financée (UCP)

Dans le cadre du programme UCP, BID Invest conclut un accord avec des compagnies d'assurances internationales qui ont une notation A et supérieure. Les assureurs couvrent ainsi le risque de défaut de paiement du principal de la dette, selon les modalités du contrat de prêt.

TABLE DES MATIÈRES

1	Lettre du Président	5
2	Lettre du Directeur général	7
3	Réponse de BID Invest au COVID-19	9
	a Notre approche	11
	b Tableau de bord du coronavirus	13
	c Éléments principaux de notre réponse au Covid-19	19
4	Secteurs stratégiques	21
	a Infrastructure	22
	b Institutions financières	28
	c Entreprises	32
5	Mesure et gestion de l'impact	36
6	Solutions financières	39
	a Accroissement de la mobilisation des ressources	40 44
	b Financement mixte	46
	c Financement institutionnel	
7	Solutions non financières	47
	a Services-conseils	48
	b Partenariats public-privé	52
8	Petits pays insulaires	53
9	Promotion de la diversité	58
10	Stratégie clients	59
11	Transmission de savoir et communication	60
12	Gestion des risques non financiers	61
13	Opérations 2020	63
14	Réalisations et distinctions	71
15	Faits marquants opérationnels	75
16	Remplacement du LIBOR	77
17	Gouvernance institutionnelle	79
	a Nouveau Président élu de la BID	80
	b Notre mission	80
	c Nos pays membres	80
	d Notre mandat	81
	e Assemblée des Gouverneurs	81
	f Conseil d'administration	81
	g Direction	84
	h Personnel	84
18	Coordonnées de contact par pays	85
19	Annexes	
	a Annexe 1 : Résultats et états financiers	87
	b Annexe 2 : Divulgence TCFD	89
	c Annexe 3 : Mise en œuvre de la Politique d'accès à l'information	95



LETTRE DU PRÉSIDENT

À L'ATTENTION DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DES GOUVERNEURS DE LA SOCIÉTÉ INTERAMÉRICAINNE D'INVESTISSEMENT (BID INVEST) WASHINGTON D.C.

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, dont la dénomination commerciale est BID Invest, j'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel pour l'exercice 2020 ainsi que ses états financiers pour les exercices clos aux 31 décembre 2020 et 2019.

Ce rapport présente les résultats institutionnels et opérationnels de 2020 et contient une synthèse des principales réalisations et des jalons clés de BID Invest pour 2020, année marquée par la dévastation causée par la pandémie de COVID-19.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont affectées de façon disproportionnée par le COVID-19. Les experts prévoient que la pandémie pourrait faire prendre à la région 10 ans de retard sur le plan économique et social. Une reprise solide, rapide et plus inclusive requerra un secteur privé revitalisé, avec des entreprises capables de rebondir en recommençant à produire, en créant des emplois et en suscitant de nouvelles possibilités grâce à l'innovation et à une vision permettant de reconstruire en mieux. Dans le cadre de son mandat élargi, BID Invest est dans une position unique pour aider les entreprises de la région ALC à relever ce défi crucial.

Peu après que les premiers cas de coronavirus aient été signalés dans la région, BID Invest a agi rapidement pour se préparer à la crise imminente. Avec l'appui du Conseil d'administration, elle a considérablement étendu sa capacité d'octroi de crédits et s'est fixé des objectifs ambitieux de mobilisation de ressources supplémentaires auprès de tiers. Elle a en outre instauré une série de critères que chaque nouvelle opération devra respecter,

à savoir l'atténuation des impacts de la pandémie, la protection des entreprises essentielles et la relance de l'activité économique. Et, même si cela devait avoir un effet anticyclique, elle n'a pas perdu de vue sa viabilité financière à long terme.

Les résultats de l'exercice montrent que BID Invest a dépassé ses objectifs, relevant des défis sans précédent. Les engagements s'élèvent à 6,2 milliards USD tandis que la mobilisation de base a atteint 2,3 milliards USD. L'exercice 2020 s'achève avec un portefeuille combiné de 16,1 milliards USD d'actifs liés au développement sous gestion. Une fois de plus, BID Invest a démontré pourquoi elle est le partenaire multilatéral privilégié pour le secteur privé de la région ALC.

En tant que nouveau président de la BID et président du Conseil d'administration de BID Invest et du Comité des bailleurs de fonds de BID Lab, je m'engage à renforcer la capacité du Groupe de la BID à promouvoir le développement par le biais du secteur privé, qui est destiné à devenir le moteur de la reprise économique en Amérique latine et dans les Caraïbes. En travaillant en collaboration avec nos clients et partenaires, nous aiderons la région à ressortir plus forte de la crise et à réaliser son potentiel de prospérité, au service de notre mission ultime d'amélioration des vies.

Veuillez agréer mes sincères salutations,



MAURICIO CLAVER-CARONE

Président du Conseil d'administration
Société interaméricaine d'investissement
(BID Invest)



LETTRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'Amérique latine et les Caraïbes ont été en 2020 l'épicentre de la crise mondiale causée par la pandémie de COVID-19. Outre le coût humain dévastateur et la perte de ses moyens de subsistance, aucune autre région au monde n'a subi une chute aussi brutale de son PIB, revers qui risque d'effacer les gains économiques et sociaux que la région ALC avait réalisés au cours des dix années précédentes.

En tant qu'institution de développement, le Groupe de la BID est tenu d'aider ses pays membres emprunteurs à éviter une autre décennie perdue. Au moment où les gouvernements luttent contre la pandémie et sont soumis à des contraintes budgétaires, le secteur privé aura un rôle prépondérant à jouer en tant que moteur de la relance. Les défis qui nous attendent sont immenses mais BID Invest est prête à jouer son rôle en collaborant avec les entreprises de la région ALC pour reconstruire en mieux et produire d'excellents résultats économiques, sociaux et environnementaux.

Ce rapport expose comment BID Invest a répondu à cette urgence sans précédent et comment elle prévoit dorénavant de travailler. Les résultats de l'an passé doivent rassurer les pays membres sur le fait que l'institution, qu'ils ont rénovée et solidifiée il y a cinq ans afin de stimuler le développement par le biais du secteur privé, répond à leurs attentes.

Nous avons dépassé tous nos objectifs. Nous avons quadruplé nos financements à long terme, qui sont passés de 834 millions USD en 2016 à 3,5 milliards USD en 2020. Nous avons plus que doublé nos financements à court terme et avons atteint un portefeuille de 16,1 milliards USD d'actifs liés au développement. Nous avons aussi multiplié par trois nos efforts de mobilisation directe qui sont passés de 861 millions USD en 2016 à 2,3 milliards USD en 2020. Afin de continuer à ajouter de la valeur au-delà du financement, nous avons maintenu notre engagement de soutien aux projets ayant un haut niveau d'impact sur le développement et une forte valeur ajoutée. Alors que les vaccinations progressent à travers le monde, un nouveau scénario se fait jour. La perspective d'une reprise économique nous permettra de mettre l'accent sur l'accélération du développement au travers du secteur privé.

Sous l'égide du nouveau président de la Banque interaméricaine de développement et président d'office de notre Conseil d'administration, nous avons calibré notre programme opérationnel afin qu'il reflète les priorités de la nouvelle administration, en pleine cohérence avec la stratégie institutionnelle du Groupe de la BID. Nous demeurons résolus à être le partenaire privilégié du secteur privé de la région ALC.

Réponse à la crise du COVID-19

Alors que commençait la crise pandémique, BID Invest, avec l'aide de son Conseil d'administration, a lancé en avril dernier sa réponse à la crise du COVID-19, guidée par deux grands critères, à savoir protéger et atténuer, et raviver la reprise.

L'une des actions entreprises a été d'augmenter de 4,5 milliards USD à 7 milliards USD la capacité de financement de BID Invest, afin d'apporter un soutien aux clients nouveaux et existants, l'accent étant mis sur l'atténuation des contraintes en matière de santé, le maintien de l'emploi, le rétablissement des chaînes logistiques commerciales et le soutien des sources de revenu, tout particulièrement pour les petites, moyennes et microentreprises (MPME). Un Dispositif de gestion de crise (DGC) de 500 millions USD a en outre été établi avec succès afin d'apporter un soutien simplifié aux clients existants.

Je suis heureux de vous informer que BID Invest a atteint tous les objectifs opérationnels définis dans sa réponse stratégique à la crise, avec un total d'approbations de 9,1 milliards USD, qui englobe les efforts de mobilisation. Les engagements de BID Invest se sont montés à 6,2 milliards USD et la mobilisation de base a atteint le chiffre de 2,3 milliards USD, cela malgré l'évolution de l'appétit au risque sur les marchés régionaux et mondiaux.

Respect des priorités fondamentales

Tout en axant la majeure partie de ses efforts sur les mesures d'urgence en réponse à la pandémie, BID Invest a également atteint ses principaux objectifs commerciaux et ses priorités institutionnelles.

Le financement des petites, moyennes et microentreprises a dépassé l'objectif de 30% de 2020, atteignant 37,4 % du total des engagements, soit 2 milliards USD. L'objectif pour le financement de la diversité et de l'égalité entre les sexes (25 % des projets à long terme) a lui aussi été dépassé, avec 29,9 % des opérations approuvées en 2020.

Pour la première fois depuis sa création, BID Invest a intégré des critères concernant l'inclusion des populations autochtones et d'origine africaine dans l'identification de projets durables dans la région.

Pas moins de 37% de nos financements à long terme ont été consacrés à des projets qui favorisent l'adaptation au changement climatique ou l'atténuation de ses effets.

Nous avons élargi notre soutien aux petits pays insulaires. En 2020, ces pays ont représenté 8,5% du total des engagements de BID Invest, avec une augmentation du volume d'opérations de 71% par rapport à 2019.

Autres étapes institutionnelles

Pour financer son programme de prêts, BID Invest a renforcé sa présence sur les marchés de capitaux locaux et internationaux. Nous avons émis en 2020 des obligations pour une valeur de 2,3 milliards USD, soit une augmentation de 230% par rapport à 2019. En outre, Fitch Ratings a réaffirmé sa notation de crédit «AAA» pour BID Invest, ce qui atteste de la robuste performance de nos actifs ainsi que de notre gestion financière. En février 2021, Fitch Ratings a réaffirmé la notation d'émetteur à long terme par défaut de BID Invest comme «AAA», en mentionnant son «excellente capitalisation et son faible profil de risque» et révisé la perspective de «stable» à «négative», reflétant l'environnement macroéconomique difficile en ALC et l'accroissement de l'effet de levier de BID Invest lié à la croissance du portefeuille à la suite de la réponse de BID Invest à la pandémie.

Nous sommes également très fiers que notre nouvelle Politique de durabilité environnementale et sociale soit entrée en vigueur en décembre, en remplacement de la politique de 2013. Les nouvelles lignes directrices, qui ont bénéficié d'un processus de consultation publique inclusif et transparent, sont plus axées sur les droits de l'homme, l'implication des parties prenantes et l'égalité entre les sexes. Elles reflètent également une plus grande protection pour

les populations autochtones, particulièrement celles en isolement volontaire, et comportent un nouveau chapitre sur la gestion des risques de catastrophes.

Enfin, nous n'aurions pas pu obtenir ces résultats sans le dévouement de notre personnel qui a continué à travailler sans relâche, même après que le travail à domicile soit devenu la norme à Washington DC ainsi que dans toute la région.

En regardant vers l'avenir

La pandémie a exacerbé les nombreux défis du développement auxquels sont confrontés l'Amérique latine et les Caraïbes. En plus de surmonter la crise actuelle, la région doit aussi s'attaquer aux facteurs structurels qui depuis longtemps déjà favorisent une faible productivité et une inégalité élevée tout en rendant la région plus vulnérable aux catastrophes.

BID Invest est prête à aider la région ALC sur la voie de la reprise économique et à affronter nombre de ses problèmes existants. Nous avons ces cinq dernières années développé une organisation qui est reconnue aujourd'hui comme le premier acteur en matière de financement du développement du secteur privé dans la région.

BID Invest a vocation à mener une reprise économique tirée par le secteur privé, en se concentrant sur des priorités telles que la promotion de la création d'emplois, la stimulation de l'innovation, la réduction de l'écart en matière de crédit pour les petites entreprises, la réponse aux besoins d'infrastructure, l'accroissement des financements pour le climat ainsi que pour l'égalité entre les sexes et la diversité, l'incitation à la numérisation, la promotion de chaînes de valeur régionales et le renforcement de la sécurité alimentaire et du développement rural.

En cette époque sans précédent, BID Invest est à la hauteur de la situation en poursuivant son soutien au secteur privé de la région, et plus que jamais sensibilisée au fait qu'il n'y a pas de « miracles » économiques, seulement des investissements judicieux qui produisent des résultats efficaces.



JAMES P. SCRIVEN
Directeur général de BID Invest



3. RÉPONSE DE BID INVEST AU COVID-19

Outre le fait qu'elle ait causé la perte de près d'un demi-million de vies, la crise de COVID-19 a en 2020 porté un coup dévastateur à l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes, la région subissant la plus forte contraction de son PIB depuis plus d'un siècle.

Les confinements, les interdictions de voyager et autres mesures visant à contenir la pandémie ont paralysé des secteurs entiers, provoquant la perte de millions d'emplois et faisant basculer des millions de gens dans la pauvreté. La région ALC risque de perdre une grande partie des gains économiques et sociaux réalisés au cours des deux décennies précédentes.

L'étendue extraordinaire de la crise requiert des réponses extraordinaires. Avec l'appui de son Conseil d'administration, BID Invest a, alors que les premiers cas de coronavirus étaient signalés dans la région, mis au point un plan d'intervention face à la crise du COVID-19. Étant l'institution du Groupe de la BID chargée de la promotion du développement au travers du secteur privé, elle a pu jouer un rôle contra-cyclique en offrant des financements ô combien nécessaires au moment où les autres prêteurs se retiraient.

Si 2020 avait été une année normale, BID Invest aurait mobilisé environ 4,5 milliards USD, si l'on compte ses propres financements et les ressources de tiers. Le plan d'intervention a déclenché une expansion record de sa capacité de financement qui a atteint 7 milliards USD.

À la fin de l'exercice, BID Invest a atteint tous les objectifs opérationnels définis dans sa réponse stratégique au COVID-19. Les approbations ont totalisé 9,1 milliards USD, comprenant tant les ressources du Groupe de la BID que les efforts de mobilisation. Les engagements ont atteint le chiffre de 6,2 milliards USD et la mobilisation de base a atteint 2,3 milliards USD, chiffres record dans des circonstances si difficiles.

NOTRE APPROCHE

Le plan d'intervention de BID Invest est basé sur six éléments fondamentaux :

1. Mettre l'accent sur les effets de la crise.
2. Agir plus vite pour répondre aux conséquences les plus urgentes de la crise
3. Faire plus que ce qui était prévu à l'origine
4. Trouver les bons partenaires et amplifier les interventions
5. Garantir une réponse financièrement viable
6. S'adapter aux implications opérationnelles de l'offre d'une réponse opportune à la crise.

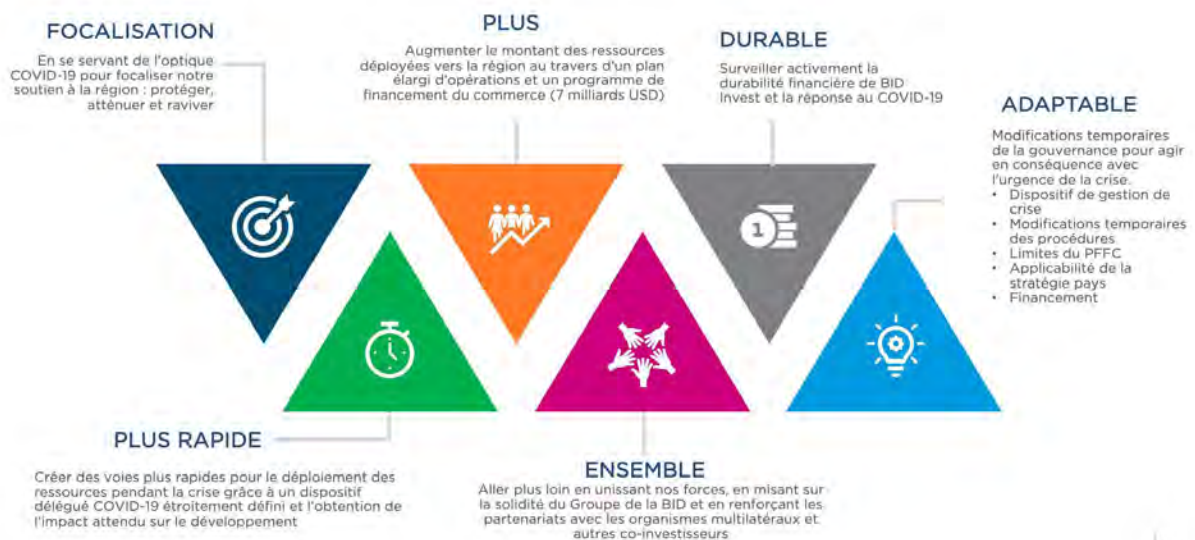



Figure 1. Réponse opérationnelle intégrée et cohérente à la crise du COVID-19





Nous avons mis au point une optique COVID-19 que nous avons intégrée à notre Cadre de référence de gestion de l'impact pour évaluer tous les projets suite à l'approbation par le Conseil d'administration de la Réponse au COVID-19. Cette optique classe les opérations potentielles en deux catégories : celles qui protègent et atténuent en ciblant les effets immédiats de la crise et celles qui ravivent les économies en visant les effets à moyen et long terme de la crise.

Compte tenu de la rapidité à laquelle la crise s'est déployée et du préjudice potentiel à long terme de ce choc économique soudain, il était essentiel de pouvoir apporter un soutien rapide. Pour accélérer le déploiement des ressources alors même que nous nous adaptions au télétravail, nous avons adopté une série de mesures temporaires souples visant à rationaliser les processus d'approbation.

L'une de ces mesures a été la création d'un Dispositif de gestion de crise de 500 millions USD pour répondre aux besoins urgents de trésorerie des clients existants. Une autre a été d'étendre la limite d'exposition au risque pour le Programme de facilitation du financement du commerce, qui est passée de 1,5 milliard USD à 3 milliards USD.

Santé

Mieux vaut prévenir

Avant même que les premiers cas de COVID-19 soient détectés au Brésil, la direction et le personnel de l'Hôpital Israélite Albert Einstein (HIAE) de São Paulo savaient qu'ils devaient se préparer à une période difficile.

L'établissement à but non lucratif, fondé en 1955 par la communauté juive de la ville, dirige un système intégré de soins médicaux, d'enseignement et de formation qui comprend son propre réseau privé d'hôpitaux et de centres médicaux - fréquemment reconnus comme les meilleurs d'Amérique latine - ainsi que deux hôpitaux publics de grande renommée et un réseau d'unités de soins primaires et secondaires géré par l'HIAE au travers d'accords avec le gouvernement municipal de São Paulo. En temps normal, leur nombre de patients par an est de 8 millions.

Les dirigeants de l'HIAE ont agi rapidement et élaboré un plan d'urgence afin d'augmenter leur capacité à gérer la pandémie imminente, s'empressant d'acheter des fournitures et du matériel médical tels que des ventilateurs mécaniques, des lits orthopédiques, des unités de soins intensifs et de l'équipement de protection individuelle ainsi que d'embaucher plus de personnel médical. Ils ont presque triplé la capacité de lits dans les hôpitaux publics, de 423 à 1146, en construisant deux hôpitaux de campagne et en augmentant les installations de triage.

Toutes les dépenses supplémentaires ont été réglées de la poche de l'HIAE, avec des ressources qui lors d'une année normale seraient allées à des investissements en capital et des charges normales. Mais quelques mois plus tard, les hôpitaux du Brésil étaient non seulement aux prises avec l'une des pires explosions de coronavirus au monde mais, comme tous les autres systèmes de santé à travers le monde, ils ont connu une baisse de la demande en consultations, tests et opérations concernant d'autres maladies

et problèmes de santé. Par conséquent, leurs revenus ont chuté, alors même que leurs coûts d'exploitation continuaient d'augmenter. Cet organisme à but non lucratif géré de manière prudente a dû trouver un moyen de combler le manque à gagner au moment où les banques locales étaient confrontées à leurs propres problèmes de détérioration de leurs portefeuilles de crédit. L'HIAE devait aussi échelonner le coût du nouvel endettement sur un terme le plus long possible afin d'en lisser l'impact et de garantir la continuité des opérations à moyen et long terme pour ses activités tant privées que publiques.

Environ à la même période, BID Invest recherchait des possibilités d'apporter son soutien aux organisations de santé du secteur privé de la région. « Nous savions que ce serait l'un des meilleurs usages pour nos ressources mais nous n'avions pas une longue expérience dans le secteur de la santé par rapport à nos travaux dans l'industrie financière ou le secteur énergétique », affirme Cristina Simón, responsable de l'infrastructure sociale.

L'un de ses collègues, Juan Parodi, avait collaboré avec les dirigeants de l'HIAE dans le passé. « La direction de l'HIAE pensait que la crise était une très bonne occasion d'unir ses forces à celles d'une institution internationale de financement du développement comme BID Invest qui jette les bases d'une relation à long terme entre les deux institutions », ajoute Juan Parodi.

Un prêt de 200 millions de réals brésiliens (environ 38 millions USD au moment du décaissement en octobre dernier) a été élaboré en un temps record pour un nouveau client dans une industrie que l'on ne connaît pas bien et alors que la plupart des personnes impliquées étaient en télétravail. Des spécialistes des opérations secteur public de la BID en matière d'infrastructure sanitaire et sociale y ont participé ainsi que Morgan



Doyle, représentant au Brésil du Groupe de la BID.

« Cette opération sert d'exemple de coopération, car elle a misé sur les compétences d'une équipe multidisciplinaire s'appuyant sur des spécialistes des secteurs public et privé du Groupe de la BID. Nous avons collaboré au sein d'une équipe unie afin d'apporter à notre client une solution rapide et bien structurée, adaptée à ses besoins à ce moment-là », explique Morgan Doyle.

Les mesures préventives de l'HIAE ont été payantes car leurs établissements ont atteint des taux élevés d'occupation pendant les périodes de pointe de la pandémie. Ils ont prévu de donner le matériel supplémentaire acheté durant la pandémie afin d'accroître la capacité permanente des hôpitaux publics de leur réseau. Le défi ne s'arrête pas là.

« L'opération à long terme effectuée avec BID Invest nous a permis de répondre plus efficacement au COVID-19 et de maintenir la capacité financière et opérationnelle de la société, nous habilitant ainsi à accroître notre couverture de la population durant la pandémie », déclare Guilherme Diegues, directeur de la trésorerie de l'HIAE.

L'opération à long terme effectuée avec BID Invest nous a permis de répondre plus efficacement au COVID-19 et de maintenir la capacité financière et opérationnelle de la société, nous habilitant ainsi à accroître notre couverture de la population durant la pandémie.

Guilherme Diegues
Directeur de la trésorerie
de l'HIAE.



LE TABLEAU DE BORD DU CORONAVIRUS

Au début de la pandémie, les gouvernements de la région ALC ont commencé à prendre différentes mesures visant à réduire la dissémination du virus, comme des confinements, des couvre-feux, des fermetures d'écoles et d'entreprises, des interdictions de voyager ou tout simplement en demandant aux gens de rester chez eux ou d'observer une distanciation physique. Il était difficile au début de juger de l'impact de ces mesures. Pour nous orienter vers des réponses efficaces à la crise, il était crucial que les pays obtiennent des informations exactes en temps opportun sur les effets de la pandémie dans la région.

En mars, en l'espace de 10 jours, comme témoignage de la valeur des synergies au sein du Groupe de la BID, nous avons ensemble lancé le Tableau de bord de l'impact du coronavirus, instrument conçu pour mesurer les effets en temps réel des restrictions liées au virus comme indicateur de l'activité économique. Grâce à notre partenariat continu avec Waze, l'application de circulation par GPS, nous avons rapidement créé un indice qui montre quand et où les modèles de circulation changent en temps réel. La large couverture des données nous a permis de faire un rapport quotidien et hebdomadaire sur les changements de circulation dans 23 pays et 67 zones métropolitaines. Nous avons commencé à examiner les données de l'application de circulation Waze avant que l'Organisation mondiale de la Santé ne déclare la pandémie le 11 mars. Nous avons remarqué dans les encombrements des changements significatifs que les décideurs de la région pouvaient trouver intéressants.

En outre, le tableau de bord fait un rapport quotidien sur les cas et les décès par COVID-19, montre l'évolution de la qualité de l'air dans 11 villes et suit la mobilité humaine sur la base des téléphones portables et de l'utilisation des transports publics que fournit Moovit. À ce jour, le tableau de bord a reçu plus de 60 000 visites provenant du monde entier. Les pays qui au cours de l'année passée ont le plus utilisé ces données sont la Colombie, les États-Unis, le Brésil, le Pérou, le Mexique, l'Argentine et le Costa Rica. Le tableau de bord a également été présenté aux médias régionaux et internationaux.

ELÉMENTS PRINCIPAUX DE NOTRE RÉPONSE AU COVID-19

1. Infrastructure – AES (El Salvador) : dispositif de créances commerciales de 60 millions USD pour financer les reports de paiement des factures d'électricité des usagers à El Salvador. Les compagnies d'électricité ont subi l'impact de la suspension et du report de 3 mois du paiement des factures par les consommateurs affectés par l'épidémie. L'énergie électrique consommée au cours de ces trois mois devra être payée en échéances mensuelles sur deux ans. Le dispositif structuré par BID Invest apportera son soutien aux besoins de financement du secteur électrique découlant des mesures d'urgence, ce qui permettra d'aplanir graduellement leur impact économique.

2. Entreprises – Phoenix Tower International (Équateur): prêt de 80 millions USD et prêt B de 12 millions USD pour aider à consolider un modèle opérationnel fondé sur l'usage partagé des pylônes de télécommunications sur le marché équatorien. Le projet contribuera également à accroître la couverture mobile à large bande pour les différents opérateurs de réseau mobile du pays. Cette solution est tout spécialement pertinente dans le contexte de la crise du COVID-19 car les réseaux sont confrontés à une nette augmentation de la consommation de données numériques et les usagers requièrent des systèmes fiables en raison des mesures de distanciation physique (télétravail, télémédecine, cours en ligne, etc.).

3. Institutions financières – Caja Los Héroes (Chili) : prêt de 50 millions USD pour aider ce fonds de gestion d'avantages sociaux à approfondir et étendre son programme d'inclusion financière et de transformation numérique, axé sur les seniors, l'un des groupes de population les plus affectés par le COVID-19. Le programme cible également la population non bancarisée, à savoir notamment les populations à faible revenu et les immigrants. Dans le cadre de ce projet, la plateforme offrira accès à des cartes de débit et à des comptes virtuels ainsi qu'à des ressources d'éducation financière. BID Invest proposera également aux entreprises affiliées à Caja Los Héroes de rejoindre un Groupe de travail sur la parité entre les sexes.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Un point à temps

Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé l'Amérique centrale au début de 2020, de nombreuses entreprises ont vu leur activité se paralyser. Le principal fabricant textile du Honduras, Elcatex, a été une exception à la règle.

Elcatex s'est rapidement adapté au nouveau scénario mondial. En seulement 13 jours, l'entreprise était prête à commencer la fabrication de masques faciaux qui ont obtenu l'approbation de l'Administration américaine des aliments et des médicaments. Et 45 jours plus tard, elle produisait des blouses jetables.

«Elle a fini par fabriquer 45 millions de masques et 7,2 millions de blouses médicales en l'espace de cinq mois pour exportation vers les États-Unis », nous dit Mariana Coello, responsable de l'équipe de BID Invest qui est basée à Tegucigalpa. « Elcatex a fait connaître le Honduras en montrant ce qu'il est possible de faire en situation d'urgence - dans une année où nous avons été frappés non seulement par le coronavirus mais également par deux tempêtes tropicales majeures ».

Le gouvernement du Honduras a exempté du confinement l'industrie textile, l'un des principaux employeurs du pays. Mais il fallait que les entreprises réorganisent leur fonctionnement. Afin de répondre aux obligations de distanciation physique et autres mesures de prévention, Elcatex a tout restructuré, depuis les postes de travail dans l'usine jusqu'aux sièges dans les autocars qui servaient à transporter les travailleurs jusqu'en ville.

Contrairement à tant d'entreprises qui ont perdu tellement d'emplois pendant la crise, Elcatex a fini par embaucher plus de travailleurs et prévoit d'en embaucher beaucoup plus encore une fois que son projet d'expansion sera finalisé. Le projet sera financé par un prêt de 64 millions USD de BID Invest, complété par 32 millions USD





provenant du Fond de cofinancement de la Chine pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Elcatex opère depuis Choloma, la troisième ville du Honduras. Comme beaucoup d'autres entreprises de cette partie du pays, elle se spécialise dans la fabrication de T-shirts et de sweatshirts pour le marché des États-Unis. Mais, à la différence de ses concurrents, elle est verticalement intégrée, se servant de fil importé pour faire le tissu puis couper et coudre le vêtement. Leur proximité des États-Unis est un autre avantage stratégique en cette époque de mode éphémère où les nouveaux produits doivent passer de l'usine au magasin de vente en quelques jours.

Voyant une opportunité de demande accrue de vêtements de sport, ces vêtements conçus pour faire du sport mais généralement portés par les personnes travaillant à domicile, Elcatex voulait renforcer sa production de tissus et de vêtements de coton et synthétiques comme les pantalons de yoga maintenant omniprésents. Alors que ses installations existantes produisaient à pleine capacité, il fallait construire une nouvelle usine, San Juan Textiles, où il était prévu d'embaucher 3 200 personnes, en complément des effectifs existants d'environ 7 300.

Outre l'expansion de la production, le projet poursuivra des objectifs sociaux spécifiques. Grâce aux ressources provenant de l'Initiative de financement pour les femmes entrepreneures, Elcatex entreprend un programme d'expansion dans sa chaîne logistique du nombre de petites entreprises dirigées ou détenues par des femmes. Si tout se passe comme prévu, d'ici 2027 ce projet pourrait ouvrir des possibilités à jusqu'à 137 femmes entrepreneures.

« La signature du financement avec BID Invest est l'une de nos principales réalisations de 2020, particulièrement compte tenu de la pandémie », déclare Jesús Canahuati, directeur général d'Elcatex. « Cette opération va nous permettre de faire les investissements nécessaires pour doubler la capacité de Textil et de répondre à une demande croissante de nos clients, en mettant surtout l'accent sur notre stratégie de durabilité ».

La signature du financement avec BID Invest est l'une de nos principales réalisations de 2020, particulièrement compte tenu de la pandémie

Jesús Canahuati
Directeur général
d'Elcatex.

An aerial photograph of a roundabout with a central green island. A red and white bus is positioned in the upper left quadrant, and a blue car is in the lower right. The entire image is overlaid with a blue gradient. The text '4. SECTEURS STRATÉGIQUES' is centered in the lower half of the image.

4. SECTEURS STRATÉGIQUES

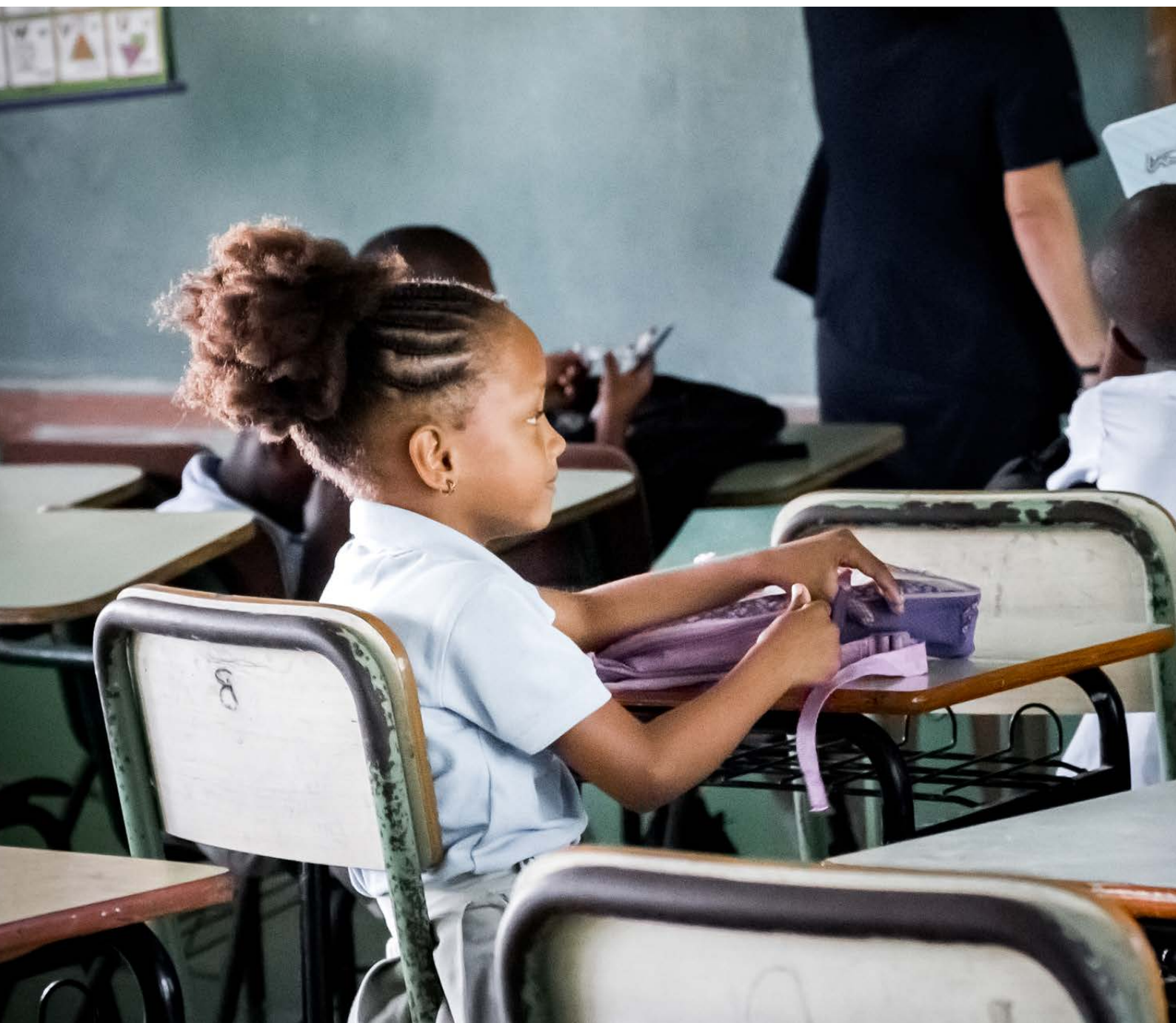
Infrastructure

La pandémie a forcé les gouvernements partout en ALC à porter leur attention et leurs ressources en priorité vers la gestion des conséquences sociales et économiques les plus pressantes de la crise, ce qui a limité leur capacité à investir dans l'infrastructure, secteur où la région doit encore relever des défis majeurs.

BID Invest a reçu le mandat de la part de ses pays membres de soutenir la participation du secteur privé de la région ALC au développement d'une infrastructure plus efficiente et résiliente, en mettant l'accent

tout particulièrement sur l'expansion et la modernisation des réseaux de transport et de logistique de la région, en accélérant la transition vers des matrices d'énergie plus propre et en améliorant des infrastructures sociales telles que des installations dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'eau et assainissement.

En dépit du ralentissement économique, BID Invest a l'année dernière inscrit sur ses livres 1,4 milliard USD de projets d'infrastructure et d'énergie. Parmi les opérations remarquables de 2020, citons:



- **Nouveaux parcs solaires de Juazeiro.** Un programme de 67,2 millions USD dans l'État brésilien de Bahia, associant des prêts de BID Invest et de banques commerciales, plus des ressources concessionnelles du Fonds de technologie propre et un fonds canadien pour le climat, soutiendra la construction de quatre centrales photovoltaïques d'une capacité combinée de 187 MW. Le financement mixte permettra au client, Atlas Renewable Energy, d'adopter des panneaux solaires à double face plus efficaces et de mener à bien un plan d'action de diversité pour employer plus de femmes et de personnes d'origine africaine dans le projet.
- **APP d'infrastructure éducative.** Un prêt de 25 millions USD aidera à financer la construction d'écoles, de parcs technologiques et de centres sportifs dans 16 des 19 départements d'Uruguay dans le cadre d'un partenariat entre l'Administration nationale d'éducation publique et un consortium d'entreprises locales de construction et d'ingénierie. Le projet étendra l'accès à l'éducation et à la formation que demande le marché de l'emploi hors des principales zones urbaines.
- **Traitement des eaux usées.** Un montage financier en reals brésiliens pour l'équivalent de 179 millions USD aidera SABESP, la plus grande société d'eau et assainissement d'Amérique latine, à étendre le traitement des eaux usées polluant un fleuve qui traverse une partie de la ville de São Paulo. La société d'utilité publique ajoutera sa propre capacité de production d'énergie solaire pour alimenter les usines de traitement des eaux usées et réduire son empreinte carbone.
- **Lancement du premier Fonds de financement par emprunt dans la région.** En association avec Silicon Valley Bank et Partners for Growth, cette opération remarquable en termes d'impact et de synergies avec le Groupe de la BID consiste en un fonds de 30 millions USD d'une durée d'investissement de quatre ans et d'une durée de vie de huit ans, visant à soutenir de jeunes entreprises à forte croissance en ALC, dans des secteurs comme les logiciels et la technologie informatique.





Changement climatique

Investir dans le renversement

Alors que la pandémie de COVID-19 concentre l'attention du monde, d'autres problèmes mondiaux continuent de menacer notre planète. Tel est le cas du changement climatique qui requiert une action collective et des initiatives innovantes pour s'adapter ou lutter contre ses effets.

Au cours de 2020, BID Invest a défendu le principe Investir dans le renversement, en cherchant à encourager ses partenaires à poursuivre un programme plus ambitieux visant à modifier ou à annuler des politiques et des actions qui empirent l'impact du changement climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Une manière d'atteindre cet objectif est de remplacer l'électricité produite par les centrales électriques utilisant des combustibles fossiles par des sources d'énergies renouvelables. Dans le cadre de l'Accord de Paris, des pays du monde entier se sont engagés à « décarboniser leur économie » mais, selon les calendriers actuels, le démantèlement des centrales polluantes prendra plusieurs décennies.

Le Chili, par exemple, s'est engagé à fermer d'ici 2040 ses 28 centrales thermoélectriques existantes qui représentent actuellement environ 35 % de sa capacité de production. Mais un mécanisme novateur de monétisation du coût de la "décarbonisation" (c.-à-d. de compensation aux producteurs pour éviter les émissions de gaz à effet de serre) pourrait accélérer la transition vers un avenir plus propre.

Le mécanisme est l'élément clé d'un montage financier de 125 millions USD pour que la compagnie d'électricité ENGIE Energía Chile construise un parc éolien de 151 mégawatts dans le désert au nord du pays. Le financement consiste en un prêt de premier rang de 74 millions USD de la part de BID Invest, 36 millions USD du Fonds chinois de cofinancement en Amérique latine et dans les Caraïbes et un financement mixte de 15 millions USD du Fonds de technologie propre. Ce mécanisme innovant, mis au point par BID Invest sur la base d'une étude financée par des subventions du Fonds nordique de développement et des gouvernements d'Autriche, des Pays-Bas et de Suède, servira à ENGIE d'incitation financière pour faire avancer de plusieurs années la fermeture de deux centrales à charbon, évitant ainsi plus de 4 880 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre sur la période 2022 à 2041.

Si le Chili disposait déjà d'un marché du carbone qui fonctionne, ces compensations anticipées pourraient être

certifiées, évaluées et négociées. Comme ce marché n'existe pas, le mécanisme fixe un prix minimum aux émissions ENGIE évitées du fait de la non utilisation de ces centrales thermiques ainsi que de la production d'électricité grâce aux éoliennes. Ces compensations sont alors converties en une réduction des paiements d'intérêts sur le prêt octroyé par le Fonds de technologie propre.

« Notre engagement en faveur de la décarbonisation précède notre accord avec BID Invest », déclare Axel Levêque, directeur général d'ENGIE Energía Chile, « mais ce mécanisme agit comme un accélérateur pour ce type de transformation ».

La compagnie d'électricité, spécialisée dans la fourniture d'électricité aux gros clients industriels comme les sociétés minières qui opèrent au nord du Chili, a le projet de développer au cours des prochaines années des parcs solaires et éoliens d'une capacité totale de production d'environ 1 000 mégawatts.

Pour Hilen Meirovich, responsable du changement climatique au sein de BID Invest, l'importance du mécanisme de monétisation de la décarbonisation va bien au-delà de ce projet. Illustration parfaite : le Chili s'est engagé à démanteler les centrales à charbon et dérivés du pétrole d'une capacité supérieure à 8 000 mégawatts.

« Ceci pourrait servir de modèle pour le reste de l'industrie de production d'électricité, non seulement au Chili mais pour le reste de l'Amérique latine et les Caraïbes », affirme Hilen Meirovich. « On peut même imaginer que cela dynamise la décarbonisation du transport public, encourageant les villes de la région à remplacer les autobus diesel par des véhicules électriques ».

Ceci pourrait servir de modèle pour le reste de l'industrie de production d'électricité, non seulement au Chili mais pour le reste de l'Amérique latine et les Caraïbes

Hilen Meirovich
Responsable du changement climatique
de BID Invest





Institutions financières

La crise économique précipitée par la pandémie de COVID-19 a eu de graves répercussions sur les entreprises de toutes tailles en Amérique latine et dans les Caraïbes mais elle a été tout particulièrement dévastatrice pour les plus petites entreprises. La situation d'urgence a exacerbé le sentiment d'urgence lié aux travaux de BID Invest avec les institutions financières qui cherchent à combler le déficit financier auquel est confrontée la

région, notamment dans trois domaines prioritaires: le premier, le renforcement des marchés de capitaux et de la catégorie d'actifs des obligations thématiques ; le second, le partenariat avec des institutions financières spécialisées afin de favoriser l'inclusion financière ; et le troisième, le soutien à l'accès des PME aux financements, sans oublier les flux commerciaux internationaux financiers au travers du Programme de facilitation du financement du commerce (PFFC).



En dépit du ralentissement, BID Invest a réussi à confirmer 1,4 milliard USD d'engagements pour des projets impliquant des institutions financières et des fonds d'investissement spécialisés. Figurent ci-après certains des projets phares de 2020 :

- **Soutien élargi au financement du commerce.** BID Invest a intensifié son Programme de facilitation du financement du commerce en créant ou renouvelant 27 lignes de crédit pour un total de plus de 1 milliard USD et en augmentant plus de 30 lignes existantes de plus de 500 millions USD. Grâce à cela, les opérations PFFC ont augmenté de 57 % en 2019.
- **Allègement de trésorerie pour les micro-prêteurs affectés par la pandémie.** Un prêt sur un an de 60 millions USD aidera Bancoldex, la banque nationale de développement de Colombie, à développer ses lignes de crédit d'urgence pour les organismes de microfinance qui opèrent dans des zones rurales où les clients à faible revenu n'ont que peu voire pas accès aux banques commerciales.
- **Soutien au développement de fournisseurs locaux.** Un prêt jusqu'à hauteur de 16 millions USD a été accordé à Demerara Distillers, l'un des principaux groupes économiques de Guyana, pour financer de nouvelles installations de transformation et de conditionnement.

Microfinance

Atteindre la base de la pyramide

Peu après que la pandémie ait atteint la Colombie en mars dernier, Banco W a contacté BID Invest pour finaliser une opération dont ils discutaient depuis plusieurs mois. À l'instar des autres institutions de microfinance expérimentées, ils savaient que la crise imminente allait gravement limiter la capacité de leurs clients à rembourser leurs petits prêts. Ils savaient aussi qu'une reprise économique requerrait encore plus de crédit.

BID Invest a profité de l'occasion pour aider l'un des plus anciens et plus grands organismes de microcrédit de Colombie, une institution qui est au service de centaines de milliers d'entrepreneurs informels qui n'auraient autrement que peu voire pas accès aux services financiers formels.

Banco W a été créé en 2011, après que l'organisme à but non lucratif Fundación WWB (acronyme correspondant au réseau mondial de microfinance Women's World Banking) ait décidé de se transformer en une institution financière réglementée afin d'offrir à ses clients, outre de petits prêts, des produits d'assurance et d'épargne.

Les microentreprises représentent plus de 80 % des clients de Banco W et plus de la moitié de cette clientèle sont des femmes. La banque opère dans 30 des 32 départements de Colombie au travers d'un réseau de 142 succursales et de 150 agents non bancaires ainsi que de 16 500 points de perception électronique.

Outre sa mission de service aux entrepreneurs et foyers à faible revenu dans des zones et des activités sous-desservies par les banques traditionnelles, Banco W offre aux emprunteurs divers avantages. Par exemple, pour les prêts jusqu'à hauteur de 3 millions de pesos colombiens (environ 850 USD), la banque n'exige pas de cosignataire et l'argent est généralement décaissé d'un jour à l'autre.

Bien que Banco W soit depuis longtemps une institution bien capitalisée et solvable,

le ralentissement mettait sa viabilité à rude épreuve. Le PIB de la Colombie s'est contracté d'environ 8 % en 2020, frappant le plus durement les moins privilégiés. Selon une évaluation, 45 % des petites, moyennes et microentreprises colombiennes ont vu leurs revenus chuter de jusqu'à 75 % l'année dernière.

Dans le but d'offrir aux emprunteurs un certain répit, le gouvernement colombien a décrété que les institutions financières allaient devoir temporairement retarder les remboursements de leurs prêts et étendre la durée des prêts jusqu'à un an, ce qui a imposé un fardeau supplémentaire



aux prêteurs de toutes tailles, à qui l'on demandait aussi d'augmenter leurs provisions pour pertes.

BID Invest est venue à l'aide de Banco W avec une proposition innovante : elle l'aiderait à émettre une obligation à impact d'égalité entre les sexes, une première pour une institution de microfinance en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Au cours des mois suivants, ils ont travaillé ensemble à la structuration d'une obligation à quatre ans de 150,000 millions de pesos colombiens (environ 40 millions USD) qui allait aider Banco W à octroyer

des microcrédits à quelque 25 000 femmes qui traditionnellement ont eu un moindre accès au crédit que les hommes.

« Il est crucial que nous apportions notre aide à ceux qui ont pour mission de bancariser les non bancarisés. Banco W fait exactement cela, dans un pays où le travail informel est d'environ 50 % et jusqu'à 70 % dans certaines régions » explique Sandra Angarita, responsable de l'équipe de BID Invest. « Nous espérons que cette opération servira de modèle à d'autres institutions financières de la région qui se mettent au service des femmes micro-entrepreneures.



Entreprises

BID Invest travaille avec un vaste éventail d'entreprises clientes, en investissant dans les secteurs clés du développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes, comme l'agro-industrie, l'industrie manufacturière, les télécommunications, les médias et la technologie ainsi que le tourisme.

En 2020, ce segment a réalisé des opérations financières pour un total de 1,13 milliard USD, en suivant un plan d'opérations axé sur le

renforcement de la sécurité alimentaire, l'expansion de l'accès à la large bande mobile, l'élaboration de modes alternatifs de financement pour les petites entreprises et la promotion de l'adoption de modèles opérationnels numériques. Outre ces objectifs, BID Invest a l'année dernière soutenu diverses actions d'entreprises visant à répondre à la pandémie de COVID-19. Parmi les opérations significatives, citons :



- **Plus grande usine au monde de pâte à dissoudre.** Un montage financier de 1,1 milliard USD, piloté par BID Invest et la SFI de la Banque mondiale, appuiera le projet de construction d'une usine ultra moderne dans l'état de Minas Gerais au Brésil, pour la production de pâte à dissoudre qui sert à fabriquer des fibres textiles biodégradables. L'usine disposera de sa propre centrale bioélectrique qui alimentera également le réseau public.
- **Développement urbain pour logements sociaux.** Un prêt en monnaie locale pour l'équivalent de 40 millions USD aidera le promoteur immobilier péruvien Los Portales à mener à bien jusqu'à 19 projets dans huit villes, avec l'intention d'offrir des logements d'un coût abordable à quelque 12 000 primo-acquéreurs à faible revenu.
- **Instrument mezzanine pour le tourisme durable.** Selina, une chaîne d'hôtels art de vivre qui gère des établissements dans 12 pays en ALC, se servira de l'instrument mezzanine de 50 millions USD pour améliorer sa situation de trésorerie durant la pandémie et développer ses activités dans la région à mesure de la reprise du secteur du voyage et des loisirs. L'opération comprend la mobilisation de 15 millions USD provenant de Blue Like an Orange Sustainable Capital, partenaire financier de BID Invest.
- **Affacturation inversée de la chaîne logistique.** Dans le cadre d'une alliance avec une association d'affaires de premier plan, le Consejo Mexicano de Negocios, BID Invest accorde des prêts à d'importantes sociétés mexicaines pour créer des programmes d'affacturation inversée qui apportent un soutien de trésorerie aux PME pour leurs chaînes logistiques frappées par la pandémie. Grâce à cette initiative, BID Invest prévoit de financer entre 15 et 20 milliers de MPME. On compte parmi les participants le fabricant de pièces automobiles Rassini Automotriz, le conglomérat industriel Grupo Kuo, la société de transformation alimentaire Sigma Alimentos et l'entreprise de construction Elementia.

Chaînes Logistiques

Le bon partenaire

S'il y avait le moindre doute sur le fait que la chaîne de supermarchés Tiendas TIA soit le bon partenaire pour BID Invest en 2020, il suffit de regarder comment le détaillant a répondu à la pandémie de COVID-19 qui a ravagé certains des plus grands marchés d'Équateur.

Fondée par des commerçants d'Europe de l'Est qui avaient fui leur pays d'origine durant la Deuxième Guerre mondiale, Tiendas TIA a mené une campagne qui a conjugué les efforts de centaines d'entreprises et d'une quantité innombrable de donateurs individuels pour recueillir de la nourriture pour les victimes de la crise du coronavirus.

« Au plus fort de la crise, nous atteignons 250 000 personnes par jour et nous n'avons pas lâché prise jusqu'à ce que l'urgence sanitaire donne des signes de déclin et que les travailleurs informels puissent à nouveau se risquer à gagner leur vie », dit en décembre Luis Reyes, le directeur général de TIA. « Jusqu'à ce jour, nous continuons à apporter un soutien aux personnes vulnérables dans des communautés partout en Équateur ».

À un stade ultérieur de la campagne, TIA a conçu une plateforme virtuelle qui permettait aux bénéficiaires de choisir les produits dont ils avaient besoin au moyen de textos et de bons électroniques, ajoutant la possibilité



de choisir des produits frais et d'associer les commerces du quartier à l'effort de distribution.

La campagne a valu à Tiendas TIA la récompense des Super héros du développement, qui reconnaît les contributions et innovations remarquables réalisées par les partenaires de la BID et de BID Invest.

« Pour nous, il était tout à fait logique de faire équipe avec Tiendas TIA », affirme Gabriel Jiménez Grandes, le responsable des investissements dans l'industrie manufacturière. « Outre leur admirable

engagement en faveur de la responsabilité sociale d'entreprise, ils ont une énorme présence et sont axés sur les consommateurs à faible et moyen revenu. Ils impliquent également des milliers de petites entreprises dans leur chaîne logistique. Les possibilités d'avoir un impact plus grand sur le développement sont illimitées ».

Tiendas TIA a cherché à avoir le soutien de BID Invest pour financer l'expansion de son réseau de vente et de logistique ainsi que pour apporter un soutien de trésorerie lui permettant de verser des acomptes aux fournisseurs frappés par la pandémie. L'entreprise projette d'ouvrir jusqu'à 100 nouveaux magasins (en sus des 229 actuels) au cours des quatre prochaines années, en allant dans des quartiers périphériques à croissance rapide et dans des villes où aucun autre supermarché n'est en activité actuellement.

Le projet comprend aussi un programme de valeur partagée selon lequel la chaîne de supermarchés s'efforcera de s'approvisionner en fruits et légumes produits localement chez un plus grand nombre de petites entreprises détenues par des entrepreneurs femmes, autochtones ou d'origine africaine, de concevoir et fabriquer des emballages écologiques et de gérer les déchets « post-consommation ».

Selon le résultat d'études en cours, Tiendas TIA pourrait également utiliser les ressources du prêt de BID Invest pour équiper certains toits de ses magasins et entrepôts de panneaux solaires, réduisant ainsi son empreinte carbone.



MESURE ET GESTION DE L'IMPACT

Alors que nous axons nos efforts sur l'idée de reconstruire en mieux et d'attirer vers la région des investisseurs qui recherchent de plus en plus l'impact, la façon dont nous mesurons et gérons l'impact sur le développement de nos opérations est l'élément clé.

En 2020, l'intérêt des investisseurs pour les bonnes pratiques en matière de mesure et d'intégration de l'impact dans la prise de décision de l'investissement a continué à grandir. Comme le marché était demandeur, nous avons publié un rapport intitulé *Managing a Portfolio for Impact*, qui explique les mécanismes du Cadre de gestion de l'impact de BID Invest, depuis la façon dont nous ciblons les opportunités sectorielles à fort impact et évaluons l'impact escompté de chaque investissement jusqu'à la façon dont nous retraçons, évaluons et diffusons l'impact obtenu.

Pendant tout le dernier exercice, nous avons continué à partager nos connaissances fondées sur notre expérience et notre savoir-faire en matière de gestion de l'impact au travers d'une série de blogs, d'articles, d'éditoriaux, de vidéos et de webinaires avec des partenaires comme, entre autres, le Financial Times et Devex.



Nous sommes également actifs dans les conversations sur l'établissement de mesures communes pour l'impact social et environnemental dans des domaines comme le climat, l'égalité des sexes et les emplois directs. Nous avons collaboré avec d'autres institutions financières de développement afin d'aligner les Indicateurs harmonisés pour les opérations du secteur privé (HPSO) avec la mesure IRIS+, le système de mesure et de gestion de l'impact le plus largement accepté, ainsi qu'avec les Objectifs de développement durable. De la même façon, en tant que membre du Conseil consultatif des Principes de fonctionnement de la gestion de l'impact, nous aidons également à intégrer un plus grand nombre d'investisseurs dans le domaine de la gestion de l'impact.

La pierre angulaire de notre cadre de gestion de l'impact est l'outil DELTA (outil de développement, efficacité, apprentissage, suivi et évaluation), un système de notation factuel qui estime l'impact de chaque investissement sur le développement et qui est complété par des analyses des parties prenantes et des évaluations de durabilité et d'additionnalité.

En 2020, la notation DELTA médiane pour les engagements à long terme a atteint le chiffre de 8,7 (sur une notation maximale de 10), dépassant la notation médiane de 8,3 atteinte entre 2016 et 2019.

En outre, BID Invest contrôle régulièrement son portefeuille du point de vue du risque ainsi que du développement et a effectué l'année dernière une simulation de crise afin d'évaluer les conséquences potentielles de la crise du COVID-19 sur les résultats attendus de ses projets.

De la même façon mais en regardant le plus long terme, BID Invest suit les contributions escomptées de chacun de ses projets aux Objectifs de développement durable de l'ONU. En plus de contribuer aux deux objectifs de transparence et de redevabilité, ces exercices fournissent des enseignements utiles qui peuvent être appliqués pour améliorer la performance au niveau du projet et du portefeuille. Les produits dérivés de ces enseignements sont stockés dans la plateforme d'Analyse de l'efficacité du développement et largement partagés au sein du Groupe de la BID ainsi qu'avec les partenaires et les clients.

Pour en savoir davantage sur les travaux de contrôle, de mesure et d'évaluation de BID Invest en 2020, il convient de consulter le document : *Managing a Portfolio for Impact* (Gestion d'un portefeuille visant l'impact).



6. SOLUTIONS FINANCIÈRES

Accroissement de la mobilisation des ressources

Malgré les conditions financières complexes créées par la pandémie en 2020, la mobilisation de base a atteint un total de 2,3 milliards USD dans les 48 opérations exécutées, soit le plus gros volume de l'histoire du Groupe de la BID, alors même que de nombreux acteurs des marchés de capitaux faisaient preuve d'une plus grande aversion au risque concernant les marchés émergents. Pour compenser ces facteurs, BID Invest a mis au point de nouveaux produits tels que la Protection de crédit non financée qui a aidé à élargir la base des investisseurs institutionnels pour y inclure des compagnies d'assurance internationales.

Citons comme exemple remarquable des opérations conclues en 2020 celle de LD Celulose au Brésil pour laquelle BID Invest a mobilisé un prêt B de 250 millions USD auprès de banques commerciales et un prêt parallèle de 50 millions USD du Fonds chinois de cofinancement pour la région ALC. Cette opération a remporté les récompenses «Prêt de l'année» et «Opération d'infrastructure de l'année» de la revue LatinFinance.

Une autre opération significative est celle de Ferrocarril Sub Debt en Uruguay. C'était la première fois que BID Invest joignait ses forces à celles de Global Infrastructure Partners, qui a souscrit un prêt B subordonné de 67,5 millions USD.

Nous avons également poursuivi nos efforts en vue d'élargir notre base d'investisseurs qui comprend plus de 400 partenaires du monde entier, ayant par le passé conclu au moins une opération avec plus de la moitié de ces investisseurs. En regardant vers l'avenir, BID Invest continuera d'élaborer des instruments innovants afin d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs institutionnels et de fonds de pension vers la région.





Innovation

La pharmacie sur votre téléphone

Peu de secteurs ont connu une année exceptionnelle en 2020. L'un des rares secteurs qui aient en fait prospéré durant la pandémie est une activité relativement nouvelle et très spécifique : les pharmacies numériques.

Les professionnels de la vente au détail de médicaments en ligne comme les pharmacies numériques sont bien positionnés pour tirer parti de la nouvelle normalité des confinements et de la distanciation physique. Les personnes qui par le passé se rendaient à pied ou en voiture dans leur pharmacie de quartier sont à présent bien contentes de se servir de leur smartphone pour faire livrer leurs médicaments à domicile.

Outre l'avantage de ne pas avoir à payer un loyer ni à posséder des magasins physiques, les pharmacies numériques sont accessibles 24h/24 et leurs services sont potentiellement mieux adaptés aux besoins ou aux préférences de leurs clients, qui ne sont pas obligés de faire la queue pour montrer une ordonnance ou aller chercher leur médicament.

Ces cinq dernières années, les pharmacies numériques ont connu une telle augmentation de leurs ventes qu'une étude de Fortune Business Insights a prédit que le marché mondial pour ces détaillants en ligne pourrait tripler et dépasser le chiffre de 150 milliards USD d'ici l'année 2026.

Bien que le commerce électronique soit en croissance depuis longtemps en Amérique latine et dans les Caraïbes, les pharmacies numériques représentent une tendance plus récente. Dans la plupart des pays de la région, il s'agit d'une activité très réglementée et atomisée mais certains entrepreneurs y ouvrent déjà de nouvelles voies.

L'un d'entre eux est José Joaquín Mora, fondateur de Farmalisto, une pharmacie numérique basée au Panama qui opère actuellement en Colombie, au Mexique

et depuis plus récemment au Pérou. En décembre 2020, Farmalisto a reçu de BID Invest une participation au capital de 8 millions USD. Le fonds spécialisé dans la santé HBM Healthcare Investments et Morgan Rio Capital Management ont ensuite rejoint la start-up, née il y a sept ans, lors d'un tour de table de levée de fonds de 18 millions USD.

Farmalisto prévoit d'utiliser l'apport de capital neuf pour se développer sur ses marchés actuels et s'étendre vers d'autres pays d'Amérique latine. L'entreprise renforcera également ses propres procédés d'innovation et développera de nouveaux secteurs d'activité fondés sur la prestation de services de santé à domicile.

Cristina Simón, experte sectorielle en infrastructure sociale de BID Invest, dit que c'est l'un des points qui les a attirés vers Farmalisto. L'entreprise cherche à offrir des services comme la radiologie et la chimiothérapie aux personnes qui ont des difficultés à sortir de chez elles.

Le développement d'appareils portables pour contrôler les signes vitaux des



patients souffrant de maladies chroniques et leur procurer des conseils médicaux et des rappels pour leur prise de médicaments est un autre domaine qui a un potentiel énorme. Farmalisto a déjà lancé ce type de service sous la marque Care24.

« Grâce à la numérisation, cette entreprise peut, par exemple, assurer le suivi des patients souffrant de maladies chroniques, ce qui à mon avis non seulement améliore la qualité de vie de ces patients mais également fait que ces services de santé sont plus efficaces. Farmalisto est un très bon exemple de ce qui peut être fait dans le secteur de la santé et j'espère que cette participation au capital ouvrira la voie à beaucoup d'autres opérations de ce type», déclare Cristina Simón.

De son côté, José Mora de Farmalisto affirme que travailler avec BID Invest offre à son entreprise plus que de simples ressources financières. « BID Invest nous donne un sceau de garantie qui nous permet de démarrer et de développer de nouvelles branches d'activité rentables, correctement structurées, tout en gardant à l'esprit l'élément social et environnemental dans les différents pays où nous opérons».

BID Invest nous donne un sceau de garantie qui nous permet de démarrer et de développer de nouvelles branches d'activité rentables, correctement structurées, tout en gardant à l'esprit l'élément social et environnemental dans les différents pays où nous opérons.

José Joaquín Mora
Fundador y CEO
Farmalisto



Financement mixte

Avec plus de 800 millions USD de fonds de bailleurs sous gestion pour financement mixte, BID Invest offre à ses clients des incitations pour qu'ils s'attaquent dans leurs projets à des objectifs économiques, sociaux ou environnementaux plus ambitieux. En 2020, nous avons engagé un chiffre record de 97 millions USD de ressources concessionnelles dans 16 investissements. Ces fonds ont servi de catalyseur à 1,6 milliard USD de capital commercial en faveur de projets de faible teneur en carbone, de résilience climatique, d'égalité entre les sexes et de diversité.

Au Guatemala par exemple, BID Invest a structuré sa première participation au capital en utilisant un financement mixte qui a procuré 5 millions USD de capital à Kingo, une entreprise d'énergie solaire décentralisée qui se spécialise dans la desserte des communautés rurales hors réseau. La plupart des ressources concessionnelles proviennent du Fonds de technologie propre qui a participé à l'opération en exigeant que Kingo obtienne certains résultats en matière d'égalité des sexes.





Financement institutionnel

Malgré les incertitudes des marchés, BID Invest a continué en 2020 à étendre sa présence sur les marchés de capitaux locaux et internationaux pour financer son programme de prêts, en émettant des obligations pour un chiffre record de 2,3 milliards USD. Notre engagement à offrir des réponses adéquates à nos clients nous pousse à créer des produits et solutions financières innovants. Sur la base de notre expérience et de notre modèle opérationnel durable, nous avons réussi à ouvrir de nouveaux marchés dans la région, élargir les marchés existants et proposer des produits innovants qui soutiennent la croissance de nos clients. Grâce à cela, le marché est conscient de notre impact et certains de nos projets reçoivent des prix internationaux (page 72) qui mettent en lumière leur nature pionnière et transformatrice. Certaines des étapes du programme de financement ont été les suivantes:

- En avril nous avons émis notre toute première obligation de référence d'une durée de 2 ans et d'un montant nominal de 1 milliard USD, suivie en juillet d'une autre obligation de 1 milliard USD d'une durée de 3 ans. Les deux étaient destinées à notre plan de réponse au COVID-19. Les obligations de référence ont reçu une forte demande de la part des investisseurs d'Europe, du Moyen-Orient, d'Asie et des Amériques.
- Nous avons en octobre émis notre première obligation libellée en dollars australiens, une autre obligation en réponse au COVID-19 d'un montant nominal de 140 millions AUD (équivalant à 99 millions USD) et d'une durée de 15 ans, l'obligation à plus longue échéance émise par BID Invest à ce jour.
- Nous avons renforcé notre présence sur les marchés de capitaux d'Amérique latine par le biais d'émissions d'obligations nationales : nous avons émis notre sixième et plus gros emprunt obligataire au Mexique pour un montant nominal de 2 milliards de pesos mexicains (équivalant à 96 millions USD) et d'une durée de 3 ans.
- Au Paraguay, nous avons émis deux obligations d'un montant total de 125 milliards de guaranis (équivalant à 18 millions USD). Ces emprunts obligataires contribuent au développement des marchés de capitaux locaux en fournissant aux investisseurs locaux des instruments permettant d'accroître la diversification et la qualité de crédit de leurs portefeuilles d'investissement.
- Nous avons accru notre financement en reals brésiliens et en pesos colombiens et, pour la première fois de l'histoire de BID Invest, avons exécuté une opération de financement en dollars de Trinité-et-Tobago.



7. SOLUTIONS NON FINANCIÈRES

Services-conseils

BID Invest aide ses clients avec des services-conseils pendant tout le cycle de vie du projet, depuis la préparation jusqu'au financement et à l'exploitation. Ces services, qui sont conçus pour renforcer l'impact, sont axés sur le changement climatique, l'égalité entre les sexes, la diversité et l'inclusion, la durabilité, les MPME et les partenariats public-privé.

En 2020, 85 services-conseils ont démarré et 51 se sont achevés, soit une augmentation de 21 % par rapport à 2019. Il y avait en fin d'exercice 126 services-conseils actifs.

37 %

des ressources à long terme contribuent à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets.

37 %

des opérations ont soutenu les MPME et 30 % ont contribué à encourager l'égalité entre les sexes, la diversité et l'inclusion.





Vu l'ampleur de la pandémie, BID Invest a adapté ses services-conseils au nouveau contexte, en passant d'un modèle traditionnel fondé sur une formation en présentiel à un nouveau modèle qui intègre des diagnostics automatiques, de la formation en ligne, des communautés de pratique et des communications numériques.

Parmi les services-conseils démarrés en 2020, ces exemples se sont démarqués :

- **Adaptation au changement climatique.** Deux violentes tempêtes tropicales ont frappé l'Amérique centrale, soulignant l'importance d'aider les entreprises de la région à s'adapter à des conditions plus extrêmes. Mercon, qui est un distributeur mondial de café vert, a demandé l'appui de BID Invest pour un programme visant à encourager des pratiques judicieuses au niveau du climat parmi ses petits exploitants fournisseurs au Nicaragua. Il est aussi important de remarquer que le Groupe de la BID a travaillé en collaboration avec la Banque mondiale et CABEL pour faire avancer un plan d'action conjoint visant à financer l'assistance humanitaire et les travaux de reconstruction dans les pays affectés.
- **Soutien aux entreprises de moyenne taille et au secteur de la santé.** BID Invest a structuré et acquis la première obligation sociale du Brésil émise par Banco ABC dans ce pays. Cet apport de BID Invest soutiendra le portefeuille d'entreprises de moyenne taille de Banco ABC de façon à pouvoir répondre à leurs besoins de financement et à faire face à la crise. BID Invest a apporté son soutien à Banco ABC pour confirmer le classement thématique social des obligations.
- **Services-conseils pour l'adoption de solutions circulaires.** BID Invest collaborera avec Grupo KUO au Mexique et les conseillera pour que le Groupe adopte des solutions circulaires dans le domaine des plastiques au travers de l'intégration de recycleurs dans une logistique inverse.





PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

En 2020, BID Invest a consolidé sa capacité à soutenir des gouvernements, des organismes étatiques et des entreprises privées intéressés par des projets réussis de partenariat public-privé pour d'importants investissements d'infrastructure. L'année a été jalonnée par les activités suivantes:

- En Colombie, en collaboration avec la BID, nous avons soutenu l'Agence nationale d'infrastructure pour structurer l'un des projets de transport les plus stratégiques du pays, à savoir la navigabilité du fleuve Magdalena.
- Au Brésil, nous avons aidé l'agence nationale des télécommunications ANATEL à définir une structure optimale permettant d'assurer la bancabilité d'un projet d'expansion de la connectivité haut débit dans la région de l'Amazonie.
- Au Mexique, nous avons travaillé sur la première initiative privée pour un projet routier faisant l'objet d'une proposition spontanée, modèle qui pourrait être reproduit dans d'autres pays avec des cadres de référence réglementaires et institutionnels adéquats.
- En Jamaïque, nous avons fourni des services-conseils à la Banque de développement de Jamaïque concernant la possibilité de structurer les projets de la Zone économique spéciale des Îles Caïman dans le cadre d'un mécanisme PPP.

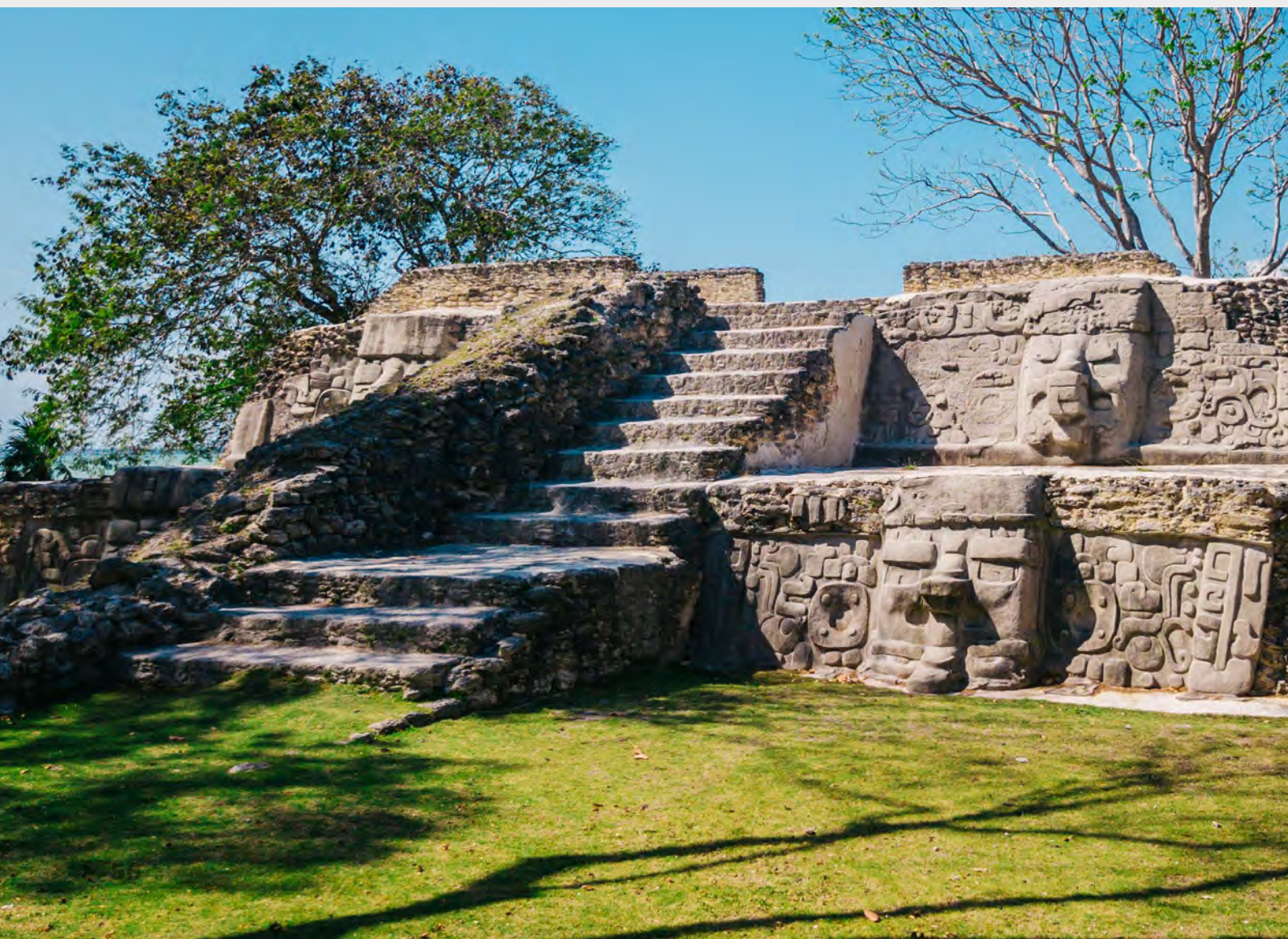


8. PETITS PAYS INSULAIRES

En vertu d'un mandat exprès de son Assemblée des Gouverneurs, BID Invest travaille à l'expansion de ses financements pour les pays qui ont par le passé moins bénéficié des opérations sans garantie souveraine du Groupe de la BID, notamment les plus petites économies latino-américaines et les nations des Caraïbes.

Les engagements pour les petits pays insulaires ont augmenté chaque année depuis 2016, atteignant 522 millions USD, ce qui représente 8,5 % du total des engagements de l'année 2020. Le changement s'est produit à la fois en volume et en type d'opération vers des opérations plus importantes et économiquement plus significatives dans différents secteurs. Certaines des opérations les plus remarquables conclues l'année dernière sont les suivantes :

BID Invest demeure déterminée à accroître ses opérations dans les petits pays insulaires, visant à consacrer au moins 10 % de ses engagements à des projets dans ces pays, en faisant tous les efforts nécessaires pour conclure au moins une opération par an en Barbade, à Belize, au Guyana et en Haïti.



Une petite banque parie sur la croissance

Le Suriname est peut-être la plus petite république avec la plus petite population et l'une des plus petites économies d'Amérique du Sud. Mais ce dernier élément de la description pourrait bientôt changer considérablement.

Grâce à la récente découverte de vastes gisements de pétrole et de gaz au large de sa côte atlantique, le pays néerlandophone pourrait être au seuil d'une poussée de croissance, croissance qui espérons-le relèvera la plupart si ce n'est tous les secteurs, tout particulièrement après la contraction causée par la pandémie de COVID-19 en 2020.

Un boom économique renforcerait les perspectives du secteur privé du Suriname où 98 % des sociétés sont des petites ou moyennes entreprises. Il faudra que les entreprises aient accès à des prêts et autres services financiers mais pour l'instant la moitié d'entre elles ont des difficultés à obtenir un quelconque financement.

Finabank veut changer cette situation. L'institution financière privée fondée il y a 30 ans est sûrement la plus petite des quatre banques qui dominent le petit secteur financier du pays mais elle a de grands projets.

Au cours de ces dernières années, Finabank a énergiquement modernisé sa plateforme numérique pour offrir de meilleurs services bancaires en ligne et elle fait à présent le pari de se développer en attirant des clients de PME négligées par ses plus gros concurrents.

Toutefois l'un des obstacles auxquels elle est confrontée pour l'expansion de ses opérations de prêts est l'accès au financement en dollars des États-Unis. La pandémie est en partie responsable du ralentissement de l'activité économique mais Finabank partage avec d'autres banques du Suriname un problème commun partout dans les Caraïbes, à savoir la réduction des risques.



La réduction des risques est l'expression utilisée pour la pratique des banques mondiales qui consiste à rompre leurs relations commerciales avec les plus petites institutions financières, entreprises de transfert d'argent et même organisations humanitaires des régions en développement, sous prétexte qu'elles sont préoccupées par le blanchiment d'argent et autres éventuels cas de criminalité financière.

La réduction des risques ne se fait pratiquement pas ressentir dans les résultats des banques internationales mais elle peut gravement entraver les opérations des institutions financières locales qui se retrouvent soudainement exclues des secteurs d'activité générateurs de devises fortes comme le financement du commerce ou la distribution des envois de fonds.

Un moyen qui pourrait éventuellement permettre de surmonter ce problème serait de renforcer les règles des banques locales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, en les amenant au niveau des normes internationales. C'est exactement ce que Finabank entend faire selon un accord passé avec BID Invest en 2020. La banque du Suriname développera et adoptera également un système de gestion environnementale et sociale plus sophistiqué.

Des services-conseils essentiels viendront compléter un prêt de 3 millions USD que Finabank utilisera pour financer les crédits aux PME. En outre, BID Invest a augmenté la ligne de financement du commerce de Finabank de 2 millions à 5 millions USD.

« Établir un partenariat avec Finabank était la chose à faire. Il nous fallait valoriser les mesures qu'ils avaient prises dans un environnement très difficile afin de se préparer à un avenir meilleur », explique Michael Apel, chef de l'équipe BID Invest.

De son côté, Eblein Frangie, le PDG de Finabank déclare : « Nous sommes honorés de ce nouvel engagement plus solide de BID Invest. Cet accord nous permettra de renforcer encore la gouvernance de Finabank en conformité avec les normes internationales afin de pouvoir atteindre nos objectifs stratégiques ».





9. PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ

Au cours de nos cinq premières années d'activité, notre principale préoccupation était de construire une solide ossature comme fondement pour soutenir le montage et la gestion d'un portefeuille en pleine croissance permettant d'assurer un impact durable ainsi qu'une rapidité, une sélectivité et une gestion proactive des risques financiers et non financiers. Cette vision a donné priorité à la croissance de notre capacité de montage de projets ainsi que des services de middle-office et back-office, tout en investissant activement dans l'amélioration des méthodes et des systèmes.

En 2020, nous avons poursuivi le renforcement de l'ossature dans trois volets clairement définis, à savoir le personnel, les méthodes et les systèmes. Le résultat escompté est d'augmenter l'efficacité et de soutenir notre capacité à effectuer le montage, la comptabilité et la gestion d'une gamme d'opérations de plus en plus vaste et enfin d'atteindre des objectifs ambitieux de croissance pour un impact durable. Nous avons approfondi notre capacité et nos compétences en matière de connaissance du secteur et des produits, de savoir-faire, d'amélioration de l'automatisation et des nouvelles fonctionnalités afin de poursuivre l'optimisation de la prestation de services aux clients internes et externes.

Les effectifs de BID Invest continuent d'être équilibrés entre les sexes (51 % de femmes, 49 % d'hommes), tendance que l'on retrouve de façon croissante aux échelons supérieurs de l'organisation où les femmes détiennent 37,8 % des postes de direction. Nous avons en outre augmenté notre diversité pour ce qui est des nationalités représentées dans nos effectifs. Au 1er novembre 2020, nous comptons des ressortissants de tous les pays insulaires de la région ALC ainsi que des pays qui n'étaient pas représentés en 2016 comme la Bolivie, la République dominicaine, le Guatemala, Guyana, le Honduras et Panama.



BID Invest est résolue à avoir un personnel qui reflète la diversité de la région et de ses clients et à créer une culture inclusive qui valorise les différences. À cet égard, en 2021 le Groupe de la BID actualisera son cadre de référence de diversité et d'inclusion.

10. STRATÉGIE CLIENTS

Notre travail au sein de BID Invest est de donner à nos clients les outils dont ils ont besoin pour générer une croissance durable. C'est pourquoi le renforcement de notre stratégie client est au cœur de notre mandat.

Il est prévu que nous déployions en 2021 la première version du portail client et d'autres améliorations telles que l'unification des identifiants clients dans tous les systèmes informatiques. Également, en termes de gestion des relations, nous avons identifié les clients stratégiques et leur avons affecté des chargés de relation clientèle dédiés pour continuer à développer et favoriser des opportunités commerciales et de collaboration à moyen et long terme. Nous avons enfin effectué une enquête de satisfaction afin de mieux comprendre l'expérience client après la signature et durant la supervision.

11. TRANSMISSION DE SAVOIR ET COMMUNICATION

Au cours de 2020, BID Invest n'a cessé d'augmenter le nombre de ses produits liés à la transmission de savoir afin d'augmenter l'impact pour tous les investisseurs, en partageant les enseignements tirés de ses opérations, en diffusant les bonnes pratiques dans toute la région et en mettant en exergue les projets constituant une première qui aident le secteur privé à investir en créant un impact.

Les efforts de communication externe ont également porté leurs fruits, en

contribuant à la marque et à l'image de BID Invest comme partenaire privilégié en ALC. Les mentions ont augmenté dans les principaux supports médiatiques régionaux et internationaux. Nous avons également assuré la promotion des réalisations remarquables de nos clients et partenaires au travers de plus de 30 campagnes de marketing numérique sur nos réseaux de communication, augmentant ainsi la portée de nos courriers électroniques à plus de 9 millions de personnes.





12. GESTION DES RISQUES NON FINANCIERS

BID Invest travaille en collaboration avec ses clients pour mettre en place les bonnes pratiques en matière de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise, afin que l'amélioration des performances du secteur privé contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable.

Nous avons continué en 2020 à mettre en œuvre des mesures visant à renforcer notre gestion des risques non financiers, qui constitue une valeur ajoutée pour nos clients. Nous avons toujours pour principal objectif de promouvoir une vue intégrée du risque, en mettant l'accent sur la corrélation entre les risques de crédit et les risques non financiers dans toutes leurs dimensions, notamment les risques de réputation, d'intégrité, environnementaux, sociaux, de gouvernance d'entreprise, climatiques, contextuels, d'égalité des sexes, ainsi que les risques opérationnels actuels et émergents.

La version actualisée de la Politique de durabilité environnementale et sociale qui est entrée en vigueur le 15 décembre 2020 place BID Invest à l'avant-garde des meilleures pratiques mondiales en matière de développement durable. La politique et le manuel de mise en œuvre ont bénéficié d'une consultation active avec la société civile et les parties prenantes régionales. D'importantes améliorations ont été

introduites dans les domaines des droits de l'homme, de l'implication des parties prenantes, des groupes vulnérables, des mécanismes de doléances, de la prévention des représailles, de l'égalité entre les sexes, des populations autochtones et des personnes handicapées.

Nous avons également mis au point de nouveaux outils et méthodologies qui sont appliqués aux investissements directs dans le cadre d'un processus de vérification préalable des questions environnementales et sociales et nous gérons les risques spécifiques.

Une nouvelle Politique d'accès à l'information qui est entrée en vigueur en 2020 s'inscrit dans l'engagement de BID Invest envers la transparence dans l'exercice de ses activités¹.

En 2020 BID Invest a continué à tirer parti d'initiatives visant à renforcer la capacité institutionnelle de nos clients au-delà de la simple conformité.

Ces initiatives englobent le recueil et la diffusion des expériences retenues et des bonnes pratiques. Dans ce contexte, nous avons organisé 9 ateliers externes avec des clients et lancé 9 publications et notes sectorielles dont 4 liées au COVID-19 auxquelles on peut avoir accès sur notre site Web :

- Guide sur COVID-19 pour les projets d'infrastructure: profil de risque et cadre de décision rapides
- Gouvernance d'entreprise: COVID-19 et le Conseil d'administration
- Guide sur COVID-19 pour le secteur agricole: cadre de risques et de réponse
- Gestion et résilience dans les projets du secteur privé: réponse des clients de BID Invest à la pandémie de COVID-19, premiers enseignements et feuille de route pour le cadre de prise de décisions

¹ Pour de plus amples informations sur la mise en œuvre en 2020 de la Politique d'accès à l'information de BID Invest, il convient de se reporter à l'Annexe 3.



13. LISTE DES OPÉRATIONS DE 2020

Secteur privé - Groupe de la BID
POINTS SAILLANTS OPÉRATIONNELS

(en millions USD)	2019	2020
Approbations		
Nombre de projets	120	151
Types multiples de produits	28	28
Prêts	73	99
Garanties	12	14
Investissements sous forme de participations	2	10
Titres de créance	5	0
Montant	\$4.597	\$6.782
Types multiples de produits	\$645	\$1.128
Prêts	\$3.398	\$5.339
Garanties	\$161	\$211
Investissements sous forme de participations	\$80	\$104
Titres de créance	\$313	\$-
Pays C&D (sur la base du montant)	43%	37%
Décaissements et garanties		
Décaissements	\$3.382	\$4.840
Garanties	\$501	\$715
Actifs de développement en portefeuille		
Encours de portefeuille	\$8.470	\$10.242
Encours de portefeuille C&D (sur la base du montant)	44%	40%
Mobilisation de base		
Mobilisation de base	\$1.441	\$2.304
Montant engagé	\$4.188	\$6.157
Ratio de mobilisation de base (nombre de fois)	0,34	0,37

Secteur privé - Groupe de la BID

APPROBATIONS - 2020

(en milliers USD)

PRÊTS

Pays	Nom	Secteur	Montant	Numéro du projet
Bahamas	ALIV	Industrie	16.000	12509-01
Barbade	Barbados Port Inc.	Transports	30.000	12683-01
Belize	National Gas Company - LPG Terminal Atlantic Bank Tourism Financing Partnership	Énergie	6.000	12486-01
		Marchés financiers	20.000	11834-02
Brésil	LD Celulose SA	Agriculture et développement rural	200.000	12710-01
	B2F Infrastructure Debt Fund	Énergie	150.000	12640-01
	Casablanca PV Bifacial Solar Power Project	Énergie	142.830	12092-03
	New Juazeiro Bifacial Solar Power Project	Énergie	53.933	12092-02
	Banco ABC - Social Bond	Marchés financiers	100.000	12979-01
	BDMG - Sustainable Bond	Marchés financiers	50.000	12976-01
	Creditas	Science et technologie	30.000	13113-01
	Hospital Albert Einstein	Investissement social	37.517	13135-01
Sabesp Green Capex Facility	Eau et assainissement	169.582	13069-01	
Chili	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Financing I	Énergie	50.000	13330-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Financing II	Énergie	175.000	13330-02
	Engie Decarbonization Instrument	Énergie	74.000	12995-01
	Huemul Portfolio	Énergie	200.000	12380-02
	Caja Los Heroes Financial Inclusion Partnership	Marchés financiers	50.000	12610-01
	Tanner factoring SMEs II	Marchés financiers	36.000	11363-06
Colombie	Banco W - Bonos de Género	Marchés financiers	38.748	13166-01
	Bancoldex -Emergency line MSMEs support	Marchés financiers	100.000	13100-01
	Davivienda Bono Género	Marchés financiers	100.000	12114-02
	Davivienda Subordinado	Marchés financiers	100.000	12114-03
	Procaps Colombia	Santé	20.000	12431-02
	Alpha Capital S.A.S (Alphacredit)	Science et technologie	40.000	13150-01
	TMAS-2	Transports	26.593	13044-01
Équateur	Pronaca II	Agriculture et développement rural	50.000	11598-04
	Banco Guayaquil Social Bond	Marchés financiers	20.000	11749-07
	Vicunha EC 3rd operation	Industrie	10.000	13127-01
	Corporacion Favorita	Autre	230.000	12511-01
	PTI Ecuador	Science et technologie	80.000	13023-01
El Salvador	Floating Storage Regasification Unit for Acajutla LNG to Power Project	Énergie	88.000	12520-02
	BAC El Salvador - Support to "Mujer Acelera" Program	Marchés financiers	60.000	12824-02
	Davivienda - Green Lending Partnership	Marchés financiers	50.000	11860-02
Guatemala	BAC Guatemala - SME Partnership and Digitalization Promotion	Marchés financiers	100.000	12853-02
	Promerica Guatemala SME Financing Partnership	Marchés financiers	25.000	11866-02
Guyana	Demerara Distillers Limited	Agriculture et développement rural	10.000	12754-01
Honduras	Jilamito Hydroelectric Project	Énergie	20.250	11784-08
	Grupo Elcatex/San Juan Textiles		64.000	12375-01
Jamaïque	JMMB Bank Partnership	Marchés financiers	35.000	12793-03

Pays	Nom	Secteur	Montant	Numéro du projet
Mexique	Green Power Assets (Amistad IV)	Énergie	26.670	13291-01
	Green Power Assets (Dolores)	Énergie	46.660	13290-01
	Green Power Assets (Magdalena)	Énergie	26.670	13289-01
	La Pimienta Solar Project	Énergie	100.000	12893-01
	Puebla Solar PV	Énergie	45.000	12541-01
	Konfio Warehousing Line	Marchés financiers	56.065	13057-01
	Mercader Financial - SME Financing Partnership	Marchés financiers	19.063	13001-01
	CADU 2020	Industrie	14.501	13033-01
	VARMOXZ	Industrie	46.500	12822-01
Paraguay	Sudameris MSME Financing Partnership	Marchés financiers	45.153	12933-01
Pérou	Cállda Corporate Loan	Énergie	100.000	13146-01
	Caja Arequipa Bono Mujer	Marchés financiers	16.000	13019-01
Regional	CMI Alimentos II	Agriculture et développement rural	50.000	12167-03
	Fernandes Guyana	Agriculture et développement rural	4.000	13042-01
	LAAD II	Agriculture et développement rural	30.000	12098-02
	Selina	Tourisme durable	35.000	12825-01
Suriname	Finabank SME Line	Marchés financiers	3.000	12132-03
Trinité-et-Tobago	Home Mortgage Bank Loan	Marchés financiers	36.816	13065-01
Uruguay	Natelu & Yarnel - B Bond	Énergie	1.500	11466-03
	Tacuarembó-Salto Green Transmission Line	Énergie	114.069	12220-01
	Yarnel B Bond	Énergie	1.500	11467-03
	BBVA UR - Subordinated Sustainable Bond	Marchés financiers	15.000	12665-01
	Ferrocarril Central Subordinated Loan	Transports	7.500	12278-02
			3.699.120	

GARANTIES

Pays	Nom	Secteur	Montant	Numéro du projet
Costa Rica	Promerica CR - Facilidad de garantías para Programa de emisiones temáticas	Marchés financiers	15.000	11866-03
Mexique	CADU PCG Program	Industrie	23.245	13033-02
			38.245	

INVESTISSEMENTS EN CAPITAUX*

Pays	Nom	Secteur	Montant	Numéro du projet
Brésil	Valor Capital - Opportunity Fund	Marchés financiers	10.000	12851-01
	Vinci Impact Fund	Marchés financiers	10.000	13030-01
	CargoX - Digital trucking platform	Science et Industrie	10.850	13095-01
Mexique	GAIA	Développement d'entreprises privées et PME	15.000	12885-01
	Alta Growth Capital Fund III		10.300	12614-01
Regional	Kingo Energy	Énergie	1.000	12332-01
	HMC Capital - Deuda Privada Andina	Marchés financiers	20.000	12162-01
	LAC Venture Debt Growth Fund	Marchés financiers	7.740	12494-01
	SEAF Caribbean SME Growth Fund	Marchés financiers	10.000	13079-01
	Farmalisto	Santé	9.600	13020-01
			104.490	

Programme de facilitation du financement du commerce (PFFC) - Prêts

Pays	Nom	Secteur	Montant	Numéro du projet
Belize	Atlantic Bank - TFFP (BL-L1012)	Marchés financiers	10.310	BL-L1012
Bolivie	Banco Económico - TFFP (BO-X1009)	Marchés financiers	10.000	BO-X1009
Brésil	Banco ABC Brasil S.A. - TFFP Line (BR-X1032)	Marchés financiers	200.000	BR-X1032
	Banco Industrial do Brasil TFFP (BR-L1066)	Marchés financiers	35.467	BR-L1066
	Banco Santander Brasil S.A. - TFFP (BR-X1034)	Marchés financiers	203.695	BR-X1034
	Daycoval - TFFP (BR-L1286)	Marchés financiers	77.616	BR-L1286
	TFFP-Banco Sofisa (BR-L1283)	Marchés financiers	10.847	BR-L1283
Chili	Banco Internacional - TFFP (CH-X1010)	Marchés financiers	27.000	CH-X1010
Costa Rica	BAC SAN JOSE -TFFP (CR-X1011)	Marchés financiers	20.000	CR-X1011
	Banco Promerica - TFFP (CR-L1041)	Marchés financiers	8.028	CR-L1041
République dominicaine	Banco de Reservas - TFFP (DR-L1027)	Marchés financiers	10.000	DR-L1027
	Banco Múltiple Santa Cruz S.A. - TFFP (DR-X1008)	Marchés financiers	5.000	DR-X1008
Équateur	Banco de Guayaquil TFFP (EC-L1028)	Marchés financiers	12.000	EC-L1028
	Banco de la Producción, S.A. (PRODUBANCO) (EC-L1024)	Marchés financiers	42.500	EC-L1024
	Banco Internacional S.A. - TFFP (EC-L1042)	Marchés financiers	28.000	EC-L1042
	TFFP Banco Pacífico (EC-X1013)	Marchés financiers	20.000	EC-X1013
El Salvador	BAC ES TFFP	Marchés financiers	10.000	12824-01
	Banco Agrícola S.A. - TFFP (ES-L1031)	Marchés financiers	40.000	ES-L1031
	Banco Cuscatlán TFFP	Marchés financiers	4.973	12057-01
	Banco G&T El Salvador - TFFP Line (ES-X1009)	Marchés financiers	2.000	ES-X1009
	Banco Promerica El Salvador -TFFP (ES-L1060)	Marchés financiers	6.212	ES-L1060
Guatemala	Banco Agromercantil de Guatemala - TFFP (GU-L1011)	Marchés financiers	20.000	GU-L1011
	Banco FICOHSA (Guatemala) - TFFP Line	Marchés financiers	3.325	12773-01
	Banco Industrial - TFFP (GU-L1041)	Marchés financiers	135.000	GU-L1041
	Banco Internacional, S.A. - TFFP (GU-L1061)	Marchés financiers	5.000	GU-L1061
	Banco Promerica Guatemala -TFFP (GU-L1066)	Marchés financiers	1.000	GU-L1066
Honduras	Banco Del Pais S.A. (Banpais) - TFFP (HO-L1074)	Marchés financiers	22.885	HO-L1074
	Banco Ficensa Honduras TFFP (HO-X1023)	Marchés financiers	25.230	HO-X1023
Jamaïque	National Commercial Bank Jamaica Ltd TFFP (JA-X1009)	Marchés financiers	65.096	JA-X1009
Panamá	Banco Aliado S.A. - TFFP (PN-L1030)	Marchés financiers	30.170	PN-L1030
	Tower Bank - TFFP (PN-L1065)	Marchés financiers	17.216	PN-L1065
Paraguay	Banco Continental S.A.E.C.A. - TFFP (PR-L1053)	Marchés financiers	27.065	PR-L1053
	Banco Familiar - TFFP (PR-X1004)	Marchés financiers	10.000	PR-X1004
	Banco para la Comercialización y la Producción (Bancop) - TFFP	Marchés financiers	3.000	12032-01
	Banco Regional S.A. - TFFP (PR-L1038)	Marchés financiers	18.900	PR-L1038
Pérou	Banco Interamericano de Finanzas - TFFP (PE-L1029)	Marchés financiers	90.000	PE-L1029
	Santander Perú TFFP	Marchés financiers	60.000	12026-02
			1.317.536	

* Ce montant comprend USD 61.99 millions de produits d'actions, USD 27.5 millions de placements en actions dans des fonds dont les actifs sous-jacents sont des titres de créance et USD 15 millions de produits mezzanine.

PROGRAMME TFFP - GARANTIES

Pays	Nom	Secteur	Montant	Numéro du projet
Argentine	Banco Rio de la Plata S/A - TFFP (AR-L1028)	Marchés financiers	1.772	AR-L1028 12281-01
	Banco Credicoop TFFP Line	Commerce	99	
Belize	Atlantic Bank - TFFP (BL-L1012)	Marchés financiers	445	BL-L1012
Bolivie	Banco Nacional de Bolivia S.A. - TFFP (BO-L1049)	Marchés financiers	2.651	BO-L1049
Brésil	Banco Industrial do Brasil TFFP (BR-L1066)	Marchés financiers	4.267	BR-L1066 BR-X1034
	Banco Santander Brasil S.A. - TFFP (BR-X1034)	Marchés financiers	77.121	
	Daycoval - TFFP (BR-L1286)	Marchés financiers	21.450	BR-L1286
Costa Rica	Banco Lafise Costa Rica - TFFP (CR-L1027)	Marchés financiers	1.009	CR-L1027 12498-01 11512-05
	BCT - TFFP Line	Marchés financiers	5.503	
	Davivienda CR - TFFP Line	Marchés financiers	54.785	
République dominicaine	Banco de Reservas - TFFP (DR-L1027)	Marchés financiers	290.000	DR-L1027
Équateur	Banco Bolivariano - TFFP (EC-L1034)	Marchés financiers	15.512	EC-L1034
	Banco de Guayaquil TFFP (EC-L1028)	Marchés financiers	5.598	EC-L1028
	Banco Internacional S.A. - TFFP (EC-L1042)	Marchés financiers	1.212	EC-L1042
El Salvador	BAC ES TFFP	Marchés financiers	10.047	12824-01
	Banco Cuscatlán TFFP	Marchés financiers	10.000	12057-01
	Banco Davivienda Salvadoreño, S.A. - TFFP (ES-L1042)	Marchés financiers	19.979	ES-L1042
	Banco Promerica El Salvador -TFFP (ES-L1060)	Marchés financiers	3.787	ES-L1060
Guatemala	Banco FICOHSA (Guatemala) - TFFP Line	Marchés financiers	2.909	12773-01
	Banco G&T Continental - TFFP (GU-L1036)	Marchés financiers	7.476	GU-L1036
	Banco Internacional, S.A. - TFFP (GU-L1061)	Marchés financiers	5.000	GU-L1061
	Banco Promerica Guatemala -TFFP (GU-L1066)	Marchés financiers	1.630	GU-L1066
Honduras	Banco FICOHSA TFFP (HO-L1012)	Marchés financiers	53.500	HO-L1012
	Banco Lafise Honduras S.A.- TFFP Line	Marchés financiers	2.000	HO-L1041
	Banhcafe Honduras TFFP (HO-X1022)	Marchés financiers	513	HO-X1022
Nicaragua	Banco de la Producción S.A. - TFFP (NI-L1028)	Marchés financiers	5.473	NI-L1028
Panamá	Banco Internacional de Costa Rica S.A. (BICSA) TFFP (PN-X1009)	Marchés financiers	15.000	PN-X1009
	Unibank TFFP Line	Marchés financiers	17.809	12572-01
Suriname	Finabank Trade Finance Line	Marchés financiers	500	12132-01
			637.046	

Programme de financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement (TSCF) - Prêts

Pays	Nom	Secteur	Montant	Numéro du projet
Brésil	Delta Sucrenergia - USD 40MM LT Senior Secured A/B Loan	Agriculture et développement rural	20.000	12434-02
Chili	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (CEC XII)	Énergie	447	13361-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (CGE I)	Énergie	22.014	12111-02
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Chilquinta VI)	Énergie	1.279	13357-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Codiner XV)	Énergie	299	13369-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Coelcha XVI)	Énergie	252	13367-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Coopelan XIV)	Énergie	341	13366-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Cooprel XVII)	Énergie	158	13362-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Crell XIII)	Énergie	396	13365-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (EDECSA X)	Énergie	31	13363-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (EEPA XIX)	Énergie	77	13370-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (EMELCA XX)	Énergie	6	13371-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Enel Distribucion V)	Énergie	9.655	13356-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Frontel III)	Énergie	4.114	13353-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Litoral VII)	Énergie	55	13358-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Luz Linares VIII)	Énergie	110	13359-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Luz Osorno IV)	Énergie	557	13354-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Luz Parral IX)	Énergie	65	13360-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Saesa II)	Énergie	8.616	13355-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (Socoepe XVIII)	Énergie	128	13368-01
	Electricity Tariff Stabilization Liquidity Facility I (XI COPELEC)	Énergie	797	13364-01
	Enel Chile Liquidity Facility	Énergie	62.577	12718-04
	Movistar Chile Handset Financing	Science et technologie	156.970	12491-01
	Colombie	Celsia Colombia Receivables Facility	Énergie	80.000
Movistar Colombia Handset Financing		Science et technologie	31.570	12618-01
Équateur	Movistar Ecuador Handset Financing	Science et technologie	3.607	12261-01
El Salvador	AES El Salvador Deferred Electricity Receivables Purchase Facility	Énergie	5.716	13110-01
Mexique	Grupo Kuo - Financiamiento Cadena de Valor	Agriculture et développement rural	27.469	13209-01
	Naturasol Capital de Trabajo	Agriculture et développement rural	7.769	13117-01
	eFactor: Supply Chain Financing	Marchés financiers	1.700	12593-01
	CEMEX	Industrie	91.765	12120-01
	Genomma Lab	Industrie	55.935	12121-01
	Mabe	Industrie	101.767	12119-01
	Prolec	Industrie	20.351	12135-01
	Rassini	Industrie	5.288	12522-01
	Supply Chain Finance - E Factor Diez / Nemak	Industrie	82.956	ME4104A-01
	Xignux	Industrie	9.731	12124-02
EFactor/Axtel Approved Payables Financing	Science et technologie	45.831	12134-01	

BID INVEST

Paraguay	Agrofertil	Agriculture et développement rural	30.000	12297-01
	Tecnomyt - línea revolvente	Agriculture et développement rural	11.968	12756-01
Perú	Movistar Perú Handset Financing	Science et technologie	9.385	13022-02
Regional	SIGMA Alimentos	Agriculture et développement rural	2.713	12886-01
	Elementia	Industrie	29	13191-01
			914.494	

PROGRAMME TSCF - GARANTIES

Pays	Nom	Secteur	Montant	Numéro du projet
Colombie	Bancoldex/EMEVASI Guarantee - Complementary Mechanism to Tender CLPE No. 02-2019	Énergie	9	13193-01
	Bancoldex/Emserpucar Guarantee - Complementary Mechanism	Énergie	7	13199-01
	Bancoldex/Enerca Guarantee - Complementary Mechanism	Énergie	305	13200-01
	Bancoldex/Energuaviare Guarantee - Complementary Mechanism	Énergie	42	13201-01
	Bancoldex/Putumayo Guarantee - Complementary Mechanism	Énergie	46	13198-01
	Enertotal S.A. E.S.P.	Marchés financiers	179	12053-02
Paraguay	Rutas 2/7	Transports	70.580	11895-03
			71.169	



14. RÉALISATIONS ET DISTINCTIONS

Obligations

PROJET Bancolombia

Client	Bancolombia
Pays	Colombie
Organisation	Finance environnementale
Catégorie	Obligation durable de l'année - Banque

PRIX DÉCERNÉ Finance environnementale - Prix obligations 2020

PROJET Banco Pichincha

Client	Banco Pichincha
Pays	Équateur
Organisation	Initiative des obligations climatiques
Catégorie	Pionnier sur un nouveau marché vert

PRIX DÉCERNÉ Pionnier sur un nouveau marché vert 2020

Centrale thermoélectrique

PROJET Energía del Pacífico

Client	Energía del Pacífico
Pays	El Salvador
Organisation	LatinFinance
Catégorie	Financement de l'année en infrastructure - Amérique centrale

PRIX DÉCERNÉ Financement de l'année en infrastructure - Amérique centrale

Agroindustrie

PROJET LD Celulose

Client	LD Celulose
Pays	Brésil
Organisation	LatinFinance
Catégorie	Prêt de l'année Latam

PRIX DÉCERNÉ Prêt de l'année Latam

PROJET **LD Celulose**

Client	LD Celulose
Pays	Brésil
Organisation	LatinFinance
Catégorie	Financement infrastructure de l'année

PRIX DÉCERNÉ **Financement infrastructure de l'année****PROJET** **PFI Awards**

Client	LD Celulose
Pays	Brésil
Organisation	LatinFinance
Catégorie	Opération industrielle de l'année en Amérique latine

PRIX DÉCERNÉ **Opération industrielle de l'année en Amérique latine**

Routes

PROJET **Rutas 2 & 7**

Pays	Paraguay
Organisation	LatinFinance
Catégorie	Financement infrastructure de l'année - Cône Sud

PRIX DÉCERNÉ **Financement infrastructure de l'année - Cône Sud****TOTAL** **7**





**15. TABLEAU
DES FAITS
MARQUANTS
OPÉRATIONNELS**

Engagements long terme	USD	(millones)
Engagements pour compte propre par segment		
Institutions financières	\$	1.373
Entreprises	\$	1.136
Infrastructure & énergie	\$	952
Sous-total compte propre	\$	3.461
Engagements de mobilisation ¹	\$	2.304
Total des engagements à long terme	\$	5.621
Approbations long terme		
Institutions financières	\$	1.353
Entreprises	\$	1.045
Infrastructure & énergie	\$	1.689
Approbations long terme	\$	4.087
Financements court terme		
Encours moyen court terme	\$	1.492
Engagements court terme	\$	2.695
Mobilisation		
Engagements mobilisation long terme	\$	1.544
Engagements mobilisation court terme	\$	145
Mobilisation ex-post ⁴	\$	615
Mobilisation de base	\$	2.304
Services-conseils		
Nombre d'engagements nouveaux clients en services-conseils	#	85
Levée de ressources de bailleurs pour financements mixtes et services-conseils	\$	38
Mesures d'impact clés		
Notation DELTA médiane	#	8,7
Financement climatique (% USD) ⁵	%	37,0
MPME (% USD)	%	37,4
Petits pays insulaires (% USD)	%	8,5
Égalité des sexes ou diversité (% chiffre)	%	29,9

N.B. : Chiffres indiqués en millions USD

[1] y compris mobilisation ex-post

[2] Comprend seulement BID Invest + BID SGS

[3] Total de l'exposition au risque DRA sous gestion = Exposition au risque DRA BID Invest SGS + Exposition au risque DRA BID SGS + Encours prêts B DRA + Encours DRA fonds tiers. Ne sont pas compris les actifs liquides de BID Invest ni le Fonds PME Haïti.

[4] La mobilisation ex-post fait référence à la mobilisation qui ne génère pas un engagement supplémentaire envers un client de BID Invest. Généralement, cela comprend les ventes secondaires, les reventes de prêts A ou le partage de risque par le biais de transferts de risques non capitalisés

[5] Calculé uniquement sur les engagements long terme. Lorsque le pourcentage est calculé sur les engagements long et court terme, le pourcentage de financement climatique est égal à 22,5 %.



**16. REMPLACEMENT
DU LIBOR**

En juillet 2017, la Financial Conduct Authority, qui est l'autorité de réglementation du LIBOR, a annoncé qu'elle n'obligerait plus les banques du panel à soumettre des taux requis pour calculer le LIBOR après le 31 décembre 2021. En conséquence, les participants au marché, dont BID Invest et ses emprunteurs, devront probablement passer à d'autres taux de référence car la disponibilité du LIBOR après cette date n'est pas certaine. Le 4 décembre 2020, l'Intercontinental Exchange Benchmark Administration Limited a publié une consultation sur son intention de reporter la date d'interruption des durées de LIBOR U.S. les plus liquides du 31 décembre 2021 au 30 juin 2023. Bien que la transition du LIBOR soit confrontée à de nombreux défis et incertitudes, la décision de transition vise à une transparence accrue sur les marchés financiers par un meilleur alignement des autres taux de référence avec les transactions effectives du marché.

BID Invest a finalisé une évaluation initiale de l'impact de son exposition au LIBOR et élaboré une feuille de route pour la mise en place de la transition LIBOR. BID Invest travaille activement à cette transition et est en train d'analyser l'impact depuis de nombreux points de vue : prêts, financement, comptabilité, opérations, technologie informatique, placements de trésorerie, risques et questions juridiques, en tenant compte du portefeuille de prêts existants et d'autres instruments qui utilisent le LIBOR comme référence.



17. GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

Mauricio J. Claver-Carone est le Président élu de la Banque interaméricaine de développement

Le 12 septembre 2020, l'Assemblée des Gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement a élu Mauricio J. Claver-Carone en qualité de nouveau Président de la BID. L'Assemblée des Gouverneurs, le principal organe de décision de la BID, se compose des autorités gouvernementales des 48 pays membres de la Banque. Le Président de la BID, qui est nommé pour un mandat de cinq ans, préside également le Conseil d'administration de BID Invest et le Comité des bailleurs de fonds de BID Lab. Mr. Claver-Carone est entré en fonction le 1er octobre 2020. Avant cette élection, il était le Sous-Directeur général adjoint du Président des États-Unis et Directeur principal pour les affaires de l'hémisphère occidental au sein du Conseil national de sécurité des États-Unis. Il était auparavant Directeur exécutif (États-Unis) du Fonds monétaire international et Conseiller principal aux affaires internationales au Département du Trésor des États-Unis.

Mauricio J. Claver-Carone est le cinquième Président de la BID. Il succède à Luis Alberto Moreno (2005-2020), Enrique V. Iglesias (1988-2005), Antonio Ortiz Mena (1971-1988) et Felipe Herrera (1960-1971).

NOTRE MISSION

BID Invest favorise le développement économique des pays membres en développant dans la région en encourageant la création, l'expansion et la modernisation des entreprises du secteur privé d'une manière qui enrichisse les activités de la BID. BID Invest se considère comme la principale institution financière ayant les connaissances et le savoir-faire pour investir avec impact en ALC, et pour relier les pays et les investissements du secteur privé aux Objectifs de développement durable.

NOS PAYS MEMBRES

Allemagne, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, El Salvador, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République Dominicaine, Slovaquie, Suriname, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

NOTRE MANDAT

Guidée par les principes du renforcement de l'efficacité du développement, BID Invest contribue au développement et maximise l'usage efficient des ressources et des synergies entre les activités avec les secteurs public et privé du Groupe de la BID. BID Invest est chargée de toutes les opérations sans garantie souveraine du Groupe de la BID (y compris les opérations avec les entreprises d'État qui ne disposent pas d'une garantie souveraine).

ASSEMBLÉE DES GOUVERNEURS

L'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de BID Invest. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des gouverneurs qui ne peuvent être délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des états financiers de BID Invest et l'amendement de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est chargé de la conduite des opérations de BID Invest et exerce tous les pouvoirs que lui confère l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement ou que lui délègue l'Assemblée des Gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de la structure organisationnelle de base de BID Invest et adopte le budget de l'institution.

Les 13 administrateurs et leurs suppléants sont élus pour un mandat de trois ans et représentent un ou plusieurs pays membres. Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé d'une personne qui est l'administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions de BID Invest, de deux personnes parmi les administrateurs qui représentent les pays membres en développement de la région et d'une personne parmi les administrateurs qui représentent les autres pays membres. Ce Comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue BID Invest.

Le Président de la BID est de droit le Président du Conseil d'administration de BID Invest. Il préside aux réunions du Conseil d'administration mais n'a pas droit de vote à moins qu'il ne faille départager les voix. Le Président peut participer aux réunions de l'Assemblée des Gouverneurs mais n'y a pas droit de vote.



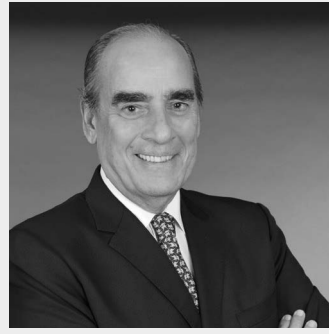
ALLEMAGNE, AUTRICHE, BELGIQUE,
CHINE, ITALIE ET PAYS-BAS

**Administrateur Adolfo
Di Carluccio**



ALLEMAGNE, AUTRICHE, BELGIQUE,
CHINE, ITALIE ET PAYS-BAS

**Administrateur
suppléant Jing Chen**



ARGENTINE ET HAÏTI

**Administrateur Guillermo
Alberto Francos**



ARGENTINE ET HAÏTI

**Administrateur suppléant
Jorge Eduardo Srur**



BAHAMAS, BARBADE, GUYANA,
JAMAÏQUE ET TRINITÉ-ET-TOBAGO

**Administrateur
Brian Langrin**



BAHAMAS, BARBADE, GUYANA,
JAMAÏQUE ET TRINITÉ-ET-TOBAGO

**Administrateur
suppléante Terry Ann
Atkins-Huggins**



BELIZE, COSTA RICA, EL SALVADOR,
GUATEMALA, HONDURAS ET NICARAGUA

**Administrateur Francisco
José Mayorga Balladares**



BELIZE, COSTA RICA, EL SALVADOR,
GUATEMALA, HONDURAS ET NICARAGUA

**Administrateur suppléante
Edna Gabriela Camacho**



BOLIVIE, PARAGUAY ET URUGUAY

POSTE VACANT

**Administrateur suppléant
Santiago Cat Ruprecht**



BRÉSIL ET SURINAME

**Administrateur José
Guilherme Reis**



BRÉSIL ET SURINAME

**Administrateur suppléant
Sergio Savino Portugal**



CANADA, DANEMARK, FINLANDE,
FRANCE, NORVÈGE, SUÈDE ET SUISSE

**Administrateur
Mattia Cello**



CANADA, DANEMARK, FINLANDE,
FRANCE, NORVÈGE, SUÈDE ET SUISSE

**Administrateur suppléant
Harald Tollan**



CHILI ET COLOMBIE

Administrateur Alex Foxley



CHILI ET COLOMBIE

**Administrateur suppléant
Sergio Díaz Granados**



CROATIE, SLOVÉNIE, ESPAGNE, ISRAËL,
JAPON, CORÉE ET PORTUGAL

**Administrateur
Hyungon Kim**



CROATIE, SLOVÉNIE, ESPAGNE, ISRAËL,
JAPON, CORÉE ET PORTUGAL

**Administrateur supléant
Alberto Nadal**



ÉQUATEUR ET PÉROU

**Administrateur Gerardo
M. Corrochano**



ÉQUATEUR ET PÉROU

**Administrateur supléant
Bernardo Acosta**



ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

**Administrateur
Eliot Pedrosa**



ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

POSTE VACANT



PANAMA ET VENEZUELA

**Administratrice
Gina Montiel**



PANAMA ET VENEZUELA

**Administrateur supléant
Carlos Alberto Vallarino**



RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET MEXIQUE

**Administrateur Mario
Alejandro Gaytán**



RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET MEXIQUE

**Administrateur supléant
Carlos Pared**

DIRECTION

Le Directeur général de BID Invest est nommé par le Conseil d'administration à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du Président du Conseil d'administration. Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale de son Président, le Directeur général est chargé des affaires courantes de BID Invest et, en consultation avec le Conseil d'administration et son Président, le Directeur général est également responsable de l'organisation, de la nomination et du licenciement des cadres et des employés de BID Invest. Le Directeur général, qui peut participer aux réunions du Conseil d'administration, décide de la structure opérationnelle de BID Invest et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.

PERSONNEL

Pour remplir sa mission de développement, BID Invest compte 478 membres du personnel répartis en cinq départements. Sur ce total, 30 % des salariés sont situés dans 24 des 26 bureaux de l'ALC : Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay. Le reste du personnel se trouve au siège de BID Invest à Washington DC.

18. COORDONNÉES DE CONTACT PAR PAYS

BID INVEST

SIÈGE 1350 NEW YORK AVENUE, NW, WASHINGTON, DC
20577 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
TÉL : + (1-202) 623-3900
FAX : +1 (202) 623-3815

DANS LA RÉGION

1. ARGENTINE

Esmeralda 130 Piso 17 C1035ABD, Buenos Aires
Tél : + (54 11) 4320-1800
Fax : + (54 11) 4320-1831/7

2. BARBADE

« Hythe » Welches Maxwell Main Road BB17068, Christ Church
Tel: + (1-246) 627- 8500
Fax : + (1-246) 429-8869

3. BELIZE

1024 Newtown Barracks 101 1st Floor Marina Towers Building, Belize City
Tél : + (501) 221-5300
Fax : + (501) 221-5312

4. BOLIVIE

Av. 6 de Agosto # 2818, Zona de San Jorge La Paz
Tél : + (591) -2217-7739

5. BRÉSIL

Alameda Santos, 2300 Ed. Haddock Santos, 2 andar Bairro Cerqueira César São Paulo
Tél : + (55 61) 3317-4200
Fax : + (55-61) 3321-3112

6. COSTA RICA

Centro Corporativo El Cedral Edificio A. Piso 4300 mts Este del Peaje Autopista Próspero Fernández Trejos Montealegre, Escazú Apartado postal 1343-1250 San José
Tel: + (506) 2588-8748

7. CHILI

Avda. Pedro de Valdivia 0193 Pisos 10 y 11, Providencia, Santiago
Tél : + (562) 2431- 3707/3719
Fax : + (562) 2374-2436

8. COLOMBIE

Carrera 7 No. 71-21, Torre B, Piso 19 Edificio Davivienda Bogotá
Tél : + (571) 325-7000
Fax : + (571) 325-7057

9. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

alle Luis F. Thomen Esquina Winston Churchill Torre BHD, piso 10, Santo Domingo
Tél : + (1-809) 784-6400
Fax : + (1-809) 562-2607

10. ÉQUATEUR

Avda. 12 de Octubre N24-528 y Cordero Edificio World Trade Center - Torre II, Piso 9, Quito
Tél : + (5932) 299-6900
Fax : + (5932) 299-6969

11. EL SALVADOR Edificio World Trade Center Torre 1, 4^e

Nivel Calle El Mirador y 89 Avenida Norte San Salvador
Tél: + (503) 2233-8900 ext. 2201
Fax : + (503) 2233-8921

12. GUATEMALA

3era Avenida 13 -78, Zona 10 Torre Citigroup - 10o. Nivel, Ciudad de Guatemala
Tél : + (502) 2327-4300
Fax : + (502) 2379-9301

13. GUYANA

47-High Street, Kingston, Georgetown
Tél : + (592) 225-7951
Fax : + (592) 2257138

14. HAÏTI

Bourdon 389 Boîte Postale 1321 Port-au-Prince
Tél : + (509) 2812-5000/5048

15. HONDURAS

Colonia Lomas del Guijarro Sur Primera Calle, Tegucigalpa
Tél : + (504) 2290-3500
Fax : + (504) 239-5752

16. JAMAÏQUE

40-46 Knutsford Boulevard 6th Floor, Kingston
Tél : + (876) 764-0815/0852

17. MEXIQUE

Avenida Paseo de la Reforma N° 222 Piso 11 Colonia Juárez, Delegación Cuauhtémoc México, D.F. 06600
Tél : + (52-55) 5141-2492

18. NICARAGUA

Boulevard Jean Paul Genie, de la Rotonda Jean Paul Genie 970 mts al oeste (M/D) Managua
Tél : + (505) 2264-9140
Fax : + (505) 2264-9153

19. PANAMA

Tower Financial Center, Piso 23 Calle 50 y Elvira Méndez Panamá
Tél : + (507) 206-0927
Fax : + (507) 2060999

20. PARAGUAY

Quesada 4616 esq. Legión Civil Extranjera - Piso 1 Asunción
Tél : + (595 21) 616- 2320
Fax : + (595 21) 616-2261

21. PÉROU

Calle Dean Valdivia No. 148 piso 10 Lima 27
Tél : + (511) 215-7800
Fax : + (511) 4423466

22. SURINAME

Peter Bruneslaan 2-4, Paramaribo
Tél : + (597) 52-1201
Fax : + (597) 52-1229

23. TRINITE-ET-TOBAGO

17 Alexandra Street, St. Clair, Port of Spain
Tél : + (1-868) 822-6400
Fax : + (868) 622-6047

24. URUGUAY

Rincón 640 11.000 Montevideo
Tél : + (598) 2915-3696
Fax : + (598) 2916-2607

**ANNEXE 1:
RÉSULTATS ET
ÉTATS FINANCIERS**

APPENDIX 1: FINANCIAL RESULTS AND STATEMENTS

US\$ in thousands	Year ended December 31				
Financial Highlights	2020	2019	2018	2017	2016
Statement of Income					
Total income ⁽¹⁾	192,668	223,063	170,168	134,229	111,575
Total income, net of borrowings expense ⁽¹⁾	144,711	178,493	143,556	117,189	99,020
Total other expenses ⁽¹⁾	153,175	130,265	119,500	99,635	81,249
Net income	6,888	43,871	24,056	17,554	17,771
Balance Sheet					
Total development related investments, net	4,176,889	2,445,809	1,690,355	963,938	851,569
Total assets	6,424,312	3,899,824	3,209,253	2,185,395	2,146,724
Borrowings	3,908,457	1,648,146	1,286,372	646,741	1,062,383
Equity	2,108,214	2,033,062	1,819,250	1,444,580	1,021,982
Ratios					
Return on average assets	0.1%	1.2%	0.9%	0.8%	1.0%
Return on average equity	0.3%	2.3%	1.5%	1.4%	1.9%
Debt to equity	186%	81%	71%	45%	104%
Equity to assets	33%	52%	57%	66%	48%
Liquidity to total assets	33%	35%	46%	55%	59%
Allowance for credit losses to development related investments	4.8%	4.7%	4.3%	5.2%	4.1%
Non-performing loans	0.5%	0.7%	0.8%	0.9%	1.0%

⁽¹⁾ IDB Invest refined its income statement presentation related to valuation adjustments on loans and debt securities in the development related investment portfolio during 2020, impacting the 2020 and 2019 presentation only.

Definitions

Return on average assets: Net income divided by the average of current and previous year's Total assets.

Return on average equity: Net income divided by the average of current and previous year's Equity.

Debt to equity: Borrowings plus Interest and commitment fees payable divided by Equity.

Equity to assets: Equity divided by Total assets.

Liquidity to total assets: Cash and cash equivalents plus Investment securities divided by Total assets.

Allowance for credit losses to development related investments: Allowance for credit losses divided by development related loans and debt securities at amortized cost.

On January 1, 2020, IDB Invest adopted the current expected credit loss (CECL) model. This ratio is related to development related assets only, and does not consider the liability for undisbursed commitments and financial guarantees. Prior to 2020, this ratio was defined as Allowance for loan losses as a percentage of Loan portfolio.

Non-performing loans: Nonaccrual loans over 90 days past due divided by total Loan portfolio.

Financial Results

IDB Invest marked its fifth year of operations of its expanded mandate after the private sector reform in 2016, **pursuing smart growth** and a **prudential approach** in its COVID-19 response. With a clear focus to protect, alleviate and reignite the private sector within its Regional Developing Member Countries (the LAC Region) through a time of crisis, IDB Invest delivered a record program of operations financed with a **record-setting funding program** in 2020. At the same time, IDB Invest made progress towards key initiatives to fortify the long-term stability and financial sustainability of the institution.

In 2020, IDB Invest also marked its fifth year of consecutive profits with net income of \$6.9 million in 2020 (compared to \$43.9 million for 2019). The reduction in net income compared to the prior year was mainly driven by significant continued portfolio growth along with the recent global crisis triggered by COVID-19 resulting in a higher provision for credit losses of \$75.1 million that was significantly impacted by the adoption of CECL.

Total income, net of borrowings expense, amounted to \$144.7 million in 2020. On a positive note, income from gross development related investments on a larger outstanding portfolio grew by \$51.8 million higher despite a lower global interest rate environment. However, this was offset by an increase of \$75.1 million in provisions for credit losses as detailed above, and \$15.6 million lower gains from the liquid assets portfolio. These factors explain the decrease of \$33.8 million in total income as compared to the prior year. An additional contributor was \$3.4 million higher borrowings expense on a \$2.3 billion larger outstanding borrowings portfolio at the end of 2020 compared to the end of 2019 driven by IDB Invest's benchmark bond issuances under the Euro Medium Term Note Program to support its COVID-19 response.

Administrative expenses increased from \$130.0 million in 2019 to \$147.2 million in 2020 (or 13%). The main driver for this increase was higher workforce expenses related to pension costs driven by historically low discount rates detailed further below. Compared to gross development related investments growth of 71%, the limited increase in workforce costs is a signal of IDB Invest's operational efficiencies and strategy towards a results-oriented budget in its first five years of operations. IDB Invest also delivered on strengthening the backbone with the creation of the Operations Division and investments in processes and systems improvements.

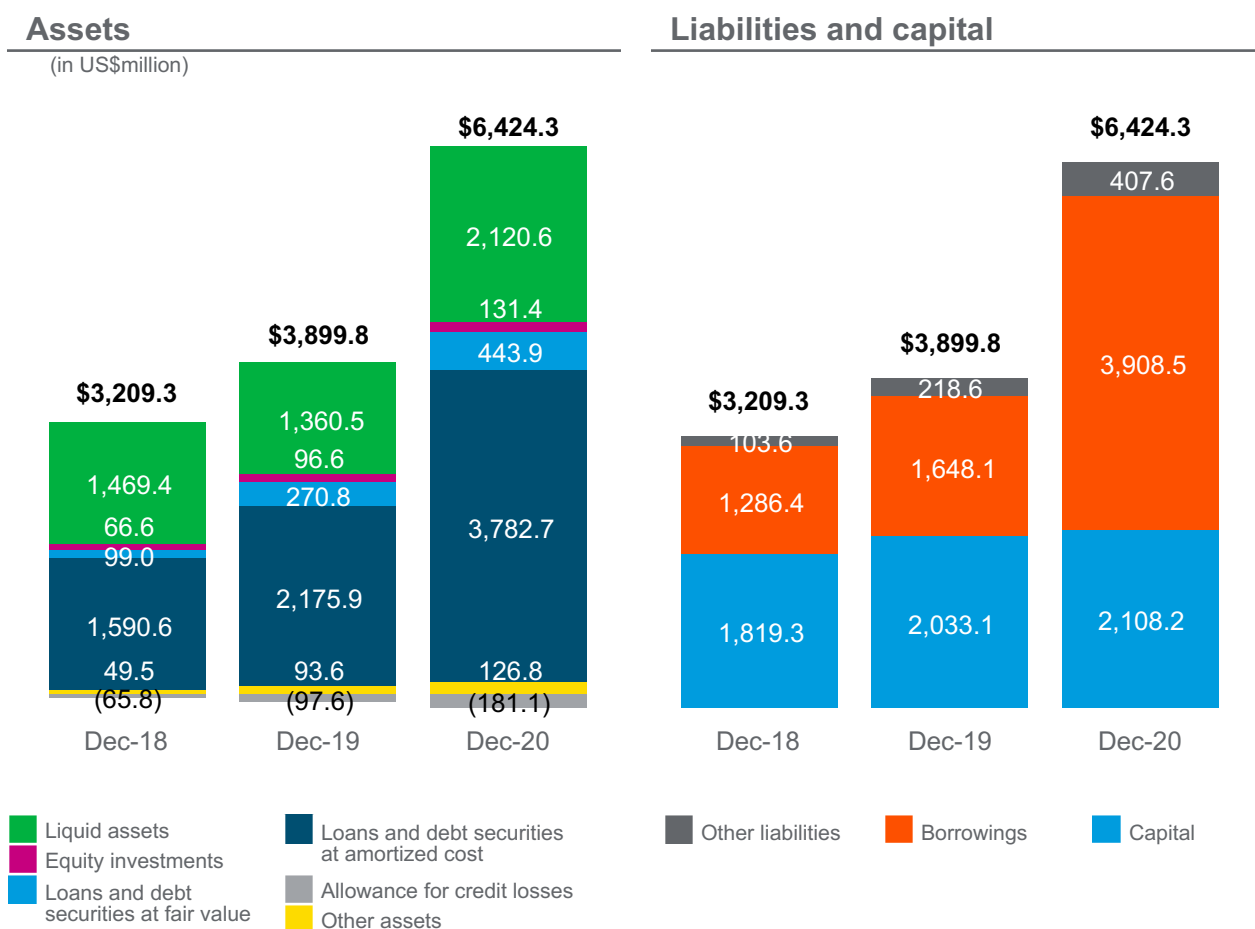
Pension Plans and Post Retirement Benefit Plan

The volatility in the equity and credit markets affects the funded status of the Pension Plans and Postretirement Benefits Plan. IDB Invest's Pension Plans are 68% funded (\$123.1 million underfunded) and the Post Retirement Benefit Plan (PRBP) is 84% funded (\$34.7 million underfunded) as of December 31, 2020. The funded status of the Pension Plans decreased by \$45.2 million and the PRBP decreased by \$16.9 million from 2019. The changes to the funded status of the Pension Plans and PRBP were driven by a decrease in the discount rates of 73 bps and 71 bps, respectively, maintaining the trend of historically low discount rates despite a recovery in asset values from the economic impacts of COVID-19 on financial

markets. IDB Invest, in coordination with the IDB, actively monitors management strategies to address the short-term and long-term performance of the Pension Plans and PRBP.

Development Related Investments

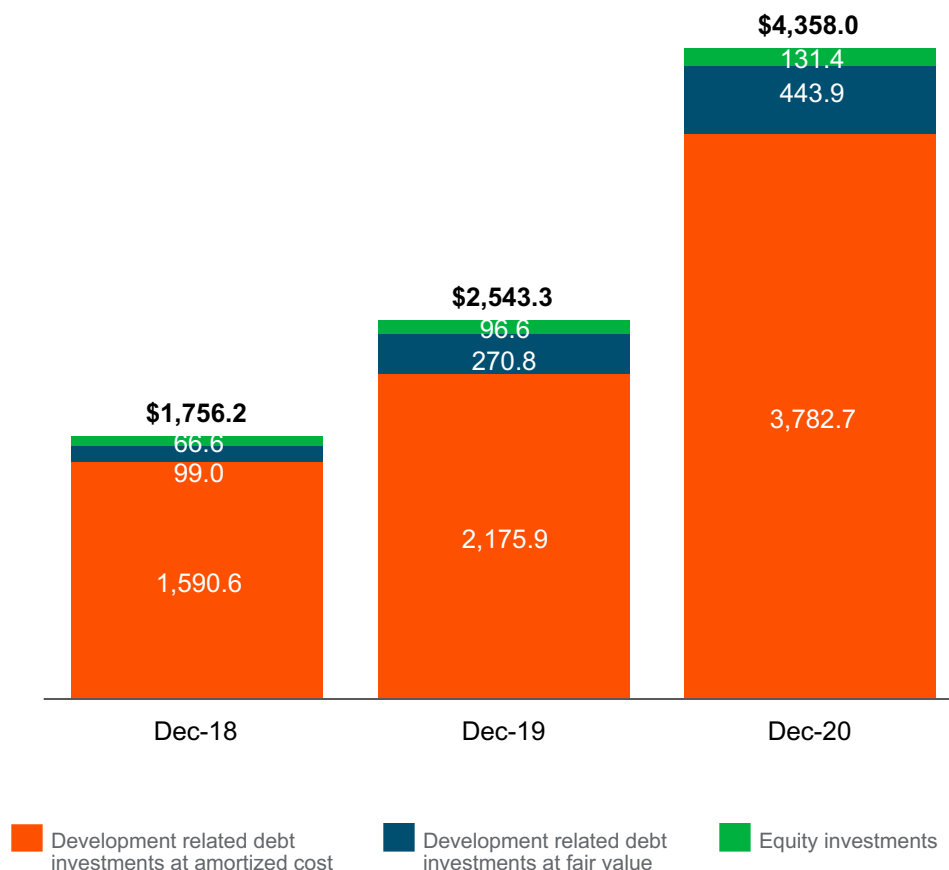
The COVID-19 pandemic spurred the adoption of alleviation measures at IDB Invest including an expansion of new financial instruments and mobilization products, substantial increase in short-term financing, more long-term commitments, and a continued expansion of local currency financing including in Trinidad and Tobago dollars. IDB Invest entered into its first interest rate and cross currency swaps during 2020. These swaps are used as risk management tools to hedge the interest and currency risks inherent in development related assets and borrowings.



IDB Invest's gross development related investments, comprised of loans, debt securities and equity investments, increased approximately 71% in 2020, from \$2.5 billion in 2019 to \$4.4 billion in 2020. In addition, undisbursed commitments related to development related investments were 72% higher as compared to the prior year, providing evidence of continued growth in IDB Invest's portfolio.

Development related investments portfolio

(in US\$ million)



Allowance for credit losses

Dec-18	Dec-19	Dec-20
\$(65.8)	\$(97.6)	\$(181.1)

Asset Quality

IDB Invest's gross development related investments portfolio continued to grow from prior year end while maintaining a consistent level of portfolio credit quality over the period of growth. The allowance for credit losses as a percentage of development related investments outstanding remained constant compared to the end of 2019 (4.8% at the end of 2020 vs. 4.7% at the end of 2019). Also, the ratio of impaired loans to loan portfolio outstanding improved from 1.5% in 2019 to 0.8% in 2020. Further, despite the LAC Region facing the challenges of the COVID-19 pandemic, the ratio of development related debt investments portfolio past due 90 days compared to the total portfolio decreased slightly from 0.7% at the end of 2019 to 0.5% at the end of

2020, demonstrating the limited impact to date of the pandemic on the portfolio and continued health of the portfolio.

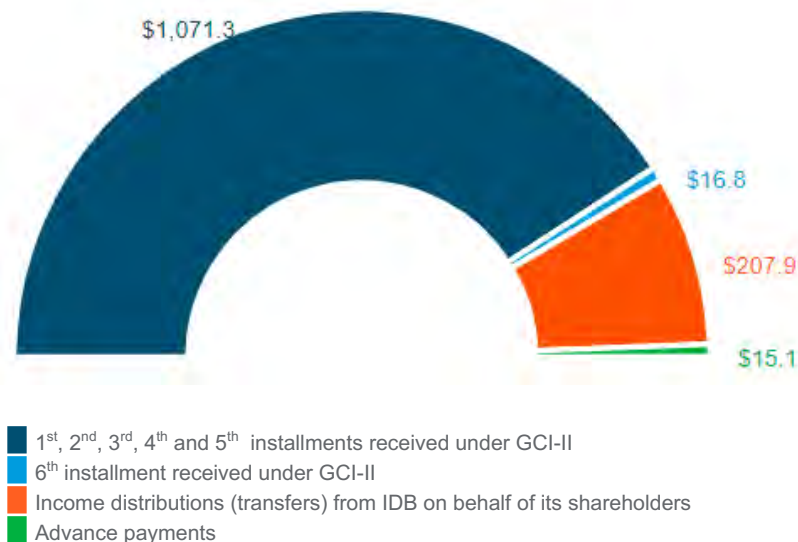
Capital, Leverage and Liquidity Adequacy

During 2020, IDB Invest's total capital increased by 4%, from \$2.0 billion in 2019 to \$2.1 billion in 2020. This increase in IDB Invest's capital base resulted from \$184.7 million in capital contributions during 2020 contributing to \$1.3 billion in total capital contributions received under the Second General Capital Increase demonstrating continued shareholder support. Positive net income further improved IDB Invest's capital base that was partially offset by accumulated other comprehensive losses of \$70.2 million, primarily comprised of unrealized valuation adjustment losses on pension obligations and losses in the fair value of borrowings resulting from changes in IDB Invest's own credit risk spread.

Capital Contributions

As of December 31, 2020 (in US\$ million)

Total GCI-II capital contributions: \$1,311.1



IDB Invest has a solid financial risk management framework. In 2020, IDB Invest's capital adequacy ratio, liquidity coverage ratio and debt to equity ratio remained in full compliance with financial risk management policies and targets.

IDB Invest's solvency and liquidity ratios remained within established thresholds in 2020 despite the events caused by the COVID-19 crisis. IDB Invest's capital-to-total-assets ratio shifted to 33% at the end of 2020 as compared to 52% at the end of 2019 as a result of the aforementioned portfolio growth. The leverage ratio

maintained below the maximum of 3.0x established by the Agreement Establishing the Inter-American Investment Corporation, with a debt-to-equity ratio of 186% in 2020 compared to 81% in 2019. IDB Invest's liquidity-to-total-assets ratio was 33% in 2020 (35% in 2019) and the liquidity-to-debt ratio was 54% in 2020 (82% in 2019).

The soundness of IDB Invest's business and financial profiles was reflected in its external ratings. As of December 31, 2020, IDB Invest was rated AAA, Aa1, and AA by Fitch¹, Moody's and S&P, respectively.

¹On February 2, 2021, Fitch Ratings revised its outlook from stable to negative.

**ANNEXE 2 :
DIVULGATION
TCFD
IMMINENTE**



KPMG LLP
Suite 12000
1801 K Street, NW
Washington, DC 20006

Independent Auditors' Report

The Board of Governors
Inter-American Investment Corporation:

We have audited the accompanying financial statements of Inter-American Investment Corporation (the Corporation), which comprise the balance sheets as of December 31, 2020 and 2019, the related income statements and the statements of comprehensive income/(loss), changes in capital and cash flows for the years then ended, and the related notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with U.S. generally accepted accounting principles; this includes the design, implementation, and maintenance of internal control relevant to the preparation and fair presentation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audits. We conducted our audits in accordance with auditing standards generally accepted in the United States of America. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditors' judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. Accordingly, we express no such opinion. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of significant accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements referred to above present fairly, in all material respects, the financial position of Inter-American Investment Corporation as of December 31, 2020 and 2019, and the results of its operations and its cash flows for the years then ended in accordance with U.S. generally accepted accounting principles.



Emphasis of Matter

As discussed in Note 2 to the financial statements, in 2020, the Corporation adopted new accounting guidance related to the recognition and measurement of credit losses under Accounting Standards Update (ASU) 2016-13, *Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326): Measurement of Credit Losses on Financial Instruments* and other related ASUs. Our opinion is not modified with respect to this matter.

KPMG LLP

Washington, District of Columbia
March 3, 2021

INTER-AMERICAN INVESTMENT CORPORATION

Financial Statements

December 31, 2020 and 2019

Inter-American Investment Corporation

Balance Sheets

<i>Expressed in thousands of United States dollars</i>	Notes	December 31, 2020	December 31, 2019
Assets			
Cash and cash equivalents	3	\$ 41,592	\$ 22,749
Investment securities	3 & 10	2,079,036	1,337,664
Development related investments			
Loans and debt securities			
At amortized cost		3,782,696	2,175,921
Allowance for credit losses		(181,098)	(97,614)
		<u>3,601,598</u>	<u>2,078,307</u>
At fair value		443,883	270,827
		<u>4,045,481</u>	<u>2,349,134</u>
Equity investments			
At cost-based measurement alternative		4,695	4,695
At fair value		126,713	91,980
		<u>131,408</u>	<u>96,675</u>
Total development related investments, net	4 & 10	4,176,889	2,445,809
Derivative assets	8	5,461	—
Receivables and other assets	5	121,334	93,602
Total assets		6,424,312	3,899,824
Liabilities			
Borrowings	7		
At amortized cost		1,792,818	1,648,146
At fair value		2,115,639	—
		<u>3,908,457</u>	<u>1,648,146</u>
Derivative liabilities	8	1,834	—
Payables and other liabilities	6	405,807	218,616
Total liabilities		4,316,098	1,866,762
Capital			
Capital, par value		1,640,850	1,573,500
Additional paid-in-capital		593,835	546,751
Receivable from members		(217,596)	(287,840)
Total paid-in-capital	9	2,017,089	1,832,411
Retained earnings		239,882	279,227
Accumulated other comprehensive income/(loss)		(148,757)	(78,576)
Total capital		2,108,214	2,033,062
Total liabilities and capital		\$ 6,424,312	\$ 3,899,824

The accompanying notes are an integral part of these financial statements

Inter-American Investment Corporation

Income Statements

<i>Expressed in thousands of United States dollars</i>	Notes	Year ended December 31	
		2020	2019
Income from development related investments			
Development related investments			
Loans and debt securities			
Interest and other income		\$ 185,900	\$ 134,067
(Provision)/release of provision for credit losses		(111,756)	(36,697)
		74,144	97,370
Equity investments			
Realized gain/(loss) from sales, dividends and other income, net		1,185	2,835
Unrealized gain/(loss) from changes in fair value and measurement adjustments, net		100	229
		1,285	3,064
Income from development related investments, net	4	75,429	100,434
Gain/(loss) from liquid assets, net	3	22,310	37,920
Borrowings expense	7	(47,957)	(44,570)
Other income			
Service fees from related parties	13	85,876	77,420
Mobilization fees and other income		9,053	7,289
Total other income		94,929	84,709
Income/(expense) from development related investments, liquid assets and other income, net of borrowings expense		144,711	178,493
Other expenses			
Administrative expenses		147,160	130,031
Other components of pension benefit costs, net	14	2,032	(4,119)
Other expenses		3,983	4,353
Total other expenses		153,175	130,265
Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net		15,352	(4,357)
Net income/(loss)		\$ 6,888	\$ 43,871

The accompanying notes are an integral part of these financial statements

Inter-American Investment Corporation
Statements of Comprehensive Income/(Loss)
Statements of Changes in Capital

Statements of Comprehensive Income/(Loss)

<i>Expressed in thousands of United States dollars</i>	Notes	Year ended December 31	
		2020	2019
Net income/(loss)		\$ 6,888	\$ 43,871
Other comprehensive income/(loss)			
Recognition of net actuarial losses and prior service credit on Pension Plans and Postretirement Benefit Plan	14	(46,178)	(50,064)
Recognition of unrealized gain/(loss) related to available-for-sale securities, net	3	(3,172)	9,800
Net fair value adjustments on borrowings attributable to changes in instrument-specific credit risk	7	(20,831)	—
Total other comprehensive income/(loss)		(70,181)	(40,264)
Comprehensive income/(loss)		\$ (63,293)	\$ 3,607

Statements of Changes in Capital

<i>Expressed in thousands of United States dollars, except for share information</i>	Notes	Shares	Total paid-in capital	Retained earnings	Accumulated other comprehensive income/(loss)	Total capital
As of December 31, 2018		154,286	\$ 1,622,206	\$ 235,356	\$ (38,312)	\$ 1,819,250
Year ended December 31, 2019						
Net income/(loss)			—	43,871	—	43,871
Other comprehensive income/(loss)			—	—	(40,264)	(40,264)
Change in shares	9	3,064				
Payments received for capital			210,205	—	—	210,205
As of December 31, 2019		157,350	1,832,411	279,227	(78,576)	2,033,062
Year ended December 31, 2020						
Cumulative effect of adoption of ASU 2016-13	2		—	(46,233)	—	(46,233)
Net income/(loss)			—	6,888	—	6,888
Other comprehensive income/(loss)			—	—	(70,181)	(70,181)
Change in shares	9	6,735				
Payments received for capital			184,678	—	—	184,678
As of December 31, 2020		164,085	\$ 2,017,089	\$ 239,882	\$ (148,757)	\$ 2,108,214

The accompanying notes are an integral part of these financial statements

Inter-American Investment Corporation

Statements of Cash Flows

<i>Expressed in thousands of United States dollars</i>	Year ended December 31	
	2020	2019
Cash flows from investing activities		
Loan disbursements	\$ (2,972,509)	\$ (1,320,894)
Loan proceeds	1,241,298	772,450
Equity investment disbursements	(50,798)	(37,624)
Equity investment proceeds	16,323	9,993
Development related debt securities purchases	(97,401)	(205,813)
Development related debt securities proceeds	38,519	413
Available-for-sale security purchases	—	(187,271)
Available-for-sale security proceeds	—	732,777
Capital asset expenditures	(4,697)	(3,835)
Net cash provided by/(used in) investing activities	\$ (1,829,265)	\$ (239,804)
Cash flows from financing activities		
Proceeds from issuance of borrowings	2,302,519	980,416
Borrowings repayments	(35,187)	(620,000)
Payments received for capital	184,678	210,205
Net cash provided by/(used in) financing activities	\$ 2,452,010	\$ 570,621
Cash flows from operating activities		
Net income/(loss)	6,888	43,871
Adjustments to reconcile net income/(loss) to net cash provided by/(used in) operating activities:		
Change in fair value of equity investments and measurement adjustments	(100)	(229)
Provision/(release) of provision for credit losses	111,756	36,697
(Gain)/loss from investment securities, net	(6,846)	(10,828)
Depreciation and amortization	(2,934)	(2,818)
(Gain)/loss from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net	(15,352)	4,357
Realized (gain)/loss on sales of equity investments, net	(922)	(2,541)
Change in receivables and other assets	(28,060)	(59,701)
Change in payables and other liabilities	50,674	74,234
Change in Pension Plans and Postretirement Benefit Plan, net	15,903	1,618
Change in investment securities	(737,698)	(403,822)
Other, net	3,331	1,425
Net cash provided by/(used in) operating activities	\$ (603,360)	\$ (317,737)
Change in cash and cash equivalents	19,385	13,080
Effect of exchange rate changes on cash and cash equivalents, net	(542)	22
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents	\$ 18,843	\$ 13,102
Cash and cash equivalents as of January 1	22,749	9,647
Cash and cash equivalents as of December 31	\$ 41,592	\$ 22,749
Supplemental disclosure:		
Change in ending balances resulting from currency exchange rate fluctuations:		
Investment securities	(6,687)	3,689
Loans	(1,065)	2,072
Debt securities	(18,486)	(4,780)
Borrowings	26,176	(910)
Gain/(loss) on foreign exchange transactions, net	(62)	71
Interest paid during the period	40,621	44,569

The accompanying notes are an integral part of these financial statements

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

1. Purpose

The Inter-American Investment Corporation (the IIC or IDB Invest), an international organization, was established in 1986 and began operations in 1989, and is owned by its member countries. These members include 26 regional developing member countries, all of which are located in Latin America and the Caribbean (the Regional Developing Member Countries), and 21 members from non-regional countries. The purpose of IDB Invest is to promote the economic development of its Regional Developing Member Countries by encouraging the establishment, expansion, and modernization of private enterprises in such a way as to supplement the activities of the Inter-American Development Bank (IDB). IDB Invest provides financing through its development related investments that include loans, investments in debt securities, guarantees and equity investments where sufficient capital is not otherwise available on adequate terms in the market. IDB Invest also arranges additional project funding from other investors and lenders, either through joint financing or through loan syndications, loan participations and guarantees. In addition, IDB Invest provides financial and technical advisory services to clients. IDB Invest is an autonomous international organization and a member of the Inter-American Development Bank Group (the IDB Group), which also includes the IDB and the Multilateral Investment Fund (commercially known as IDB Lab).

2. Summary of Significant Accounting Policies

Basis of presentation – These financial statements are prepared in accordance with generally accepted accounting principles in the United States of America (US GAAP). References to US GAAP issued by the Financial Accounting Standards Board (FASB) in these notes are to the FASB Accounting Standards Codification (ASC) or Accounting Standards Update (ASU).

All amounts presented in the accompanying financial statements and notes are expressed in United States dollars (USD, US\$ or \$), which is IDB Invest's functional and reporting currency.

Use of estimates – The preparation of the financial statements requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities, the disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period. Actual results could differ from those estimates. A significant degree of judgment has been used in the determination of: the adequacy of the allowance for credit losses; the evaluation for other-than-temporary impairment on available-for-sale and held-to-maturity debt securities and equity investments; the fair value of investment securities, loan and equity investments, debt securities, derivative instruments and borrowings; the determination of the projected benefit obligations of the pension and postretirement benefit plans; the fair value of plan assets, and the funded status and net periodic benefit cost associated with these plans. There are inherent risks and uncertainties related to IDB Invest's operations including the potential impacts of changing economic conditions on IDB Invest's clients and the global investment markets that could have an adverse effect on the financial position of IDB Invest.

Cash and cash equivalents – Highly liquid investments purchased with original maturities of three months or less are considered cash equivalents. IDB Invest may hold cash deposits in excess of Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) insured limits. In addition, cash and cash equivalents include restricted cash for project related activities.

Liquid asset portfolio – IDB Invest's liquid asset portfolio consists of Cash and cash equivalents¹ and Investment securities. IDB Invest's overall portfolio management strategy is to provide liquidity and resources to finance development related investments and to invest in money market funds and debt securities issued by

¹ References to captions in the financial statements are identified by the name of the caption beginning with a capital letter every time they appear in the notes to the financial statements.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

corporations, governments, supranationals and agencies (Investment securities). These investments may include fixed and floating rate bonds, notes, bills, certificates of deposit, commercial paper and mutual funds.

Securities are classified based on management's intention on the date of purchase. Purchases and sales of securities are recorded on a trade date basis. The first-in, first-out method is used to determine the cost basis of securities sold. Within the liquid asset portfolio, Investment securities are classified as trading and are recorded at fair value with unrealized gains and losses reported in income from Gain/(loss) from liquid assets, net. For the year ended December 31, 2019, Investment securities classified as available-for-sale are carried at fair value with net unrealized gains or losses reported in Other comprehensive income/(loss). Available-for-sale debt securities are evaluated for other-than-temporary impairment. For impairments that are deemed to be other-than-temporary, the credit portion of the loss is recognized in income and the non-credit portion is recognized in Other comprehensive income/(loss). Interest and dividends on securities, amortization of premiums, accretion of discounts, and realized gains and losses from both trading and available-for-sale debt securities are reported in income from Gain/(loss) from liquid assets, net.

As a result of management's conclusion that IDB Invest's business model requires greater available liquidity to meet strategic business needs, IDB Invest did a one-time reclassification of its remaining available-for-sale debt securities into the trading portfolio on January 1, 2020. Unrealized gains of \$3.2 million previously recorded to Accumulated other comprehensive income were recognized in income on the date of transfer.

Loans and development related debt securities (Development related debt investments) – Loans and debt securities in the development related investments portfolio are recorded when disbursed. As described in Note 4, these development related debt investments are carried at amortized cost or fair value through income, depending on the nature of the instrument. Debt securities designated as held-to-maturity (HTM) and carried at amortized cost and loans carried at amortized cost are adjusted for an allowance for expected credit losses. IDB Invest utilizes the net asset value (NAV) as a practical expedient for the fair value measurement for certain development related debt securities.

For credit monitoring and portfolio management purposes, the development related debt investments portfolio includes loans and debt securities. Loans are classified into three portfolio segments: corporates, financial institutions and project finance. Debt securities are classified as corporate securities.

IDB Invest's loans may be secured or unsecured. Secured loans may be guaranteed by mortgages and other forms of collateral security, as well as third-party guarantees. IDB Invest also enters into standalone insurance contracts as a form of credit enhancements that are generally not transferable. IDB Invest estimates its recovery assets under these contracts and records them as Receivables and other assets in the balance sheets and as Interest and other income in the income statements.

Guarantees – IDB Invest offers credit guarantees covering, on a risk-sharing basis, third party obligations on loans undertaken for or securities issued in support of projects located within Regional Developing Member Countries to enhance their credit standing and enable them to complete a wide variety of business transactions. These financial guarantees are commitments issued by IDB Invest to guarantee payment performance by a borrower to a third party. IDB Invest's policy for requiring collateral security with respect to these instruments and the types of collateral security held is generally the same as for loans. Guarantees are regarded as issued when IDB Invest executes the guarantee agreement, outstanding when the underlying financial obligation of the third party is incurred and called when IDB Invest's obligation under the guarantee has been invoked. There are two obligations associated with the guarantees: (1) the stand-ready obligation to perform; and (2) the contingent obligation to make future payments. The stand-ready obligation to perform is recognized at the issuance date at fair value. The contingent liability associated with the financial guarantee is recognized following the current expected credit losses (CECL) methodology. Any stand-ready and contingent liabilities associated with the guarantees are included in Payables and other liabilities in the balance sheets. The expense related to the contingent liability is recorded in (Provision)/release of provision for credit losses on development related investments in the income statements. Guarantee fee income is recognized as IDB Invest is released from risk and its stand-ready obligation to perform and recorded in Interest and other income in the income statements. In the event the guarantees are called, the amount disbursed is recorded as a loan and reserves are established based on the expected credit loss.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Undisbursed commitments – Under CECL, IDB Invest estimates expected credit losses over the contractual period in which it is exposed to credit risk through a contractual obligation to extend credit unless management has the discretion to cancel the commitment at any time (unconditionally cancellable). The estimate considers the likelihood that funding will occur and the expected credit losses on estimated funded commitments over its estimated life. Liability for off-balance sheet credit losses is recorded as a contingent liability and included in Payables and other liabilities in the balance sheets. The expense related to the contingent liability is recorded in (Provision)/release of provision for credit losses on development related investments in the income statements.

Allowance for credit losses – The allowance for expected credit losses considers historical credit loss information that is adjusted for current conditions and reasonable and supportable (R&S) forecasts of future economic conditions in the related portfolio as of the balance sheet date and is recorded as a reduction of the respective development related debt investments carried at amortized cost (loans and HTM debt securities) and as a contingent liability for undisbursed commitments and guarantees (related off-balance sheet credit exposures). Changes in the allowance for credit losses are recorded through the (Provision)/release of provision for credit losses in the income statements.

Expected credit losses are estimated over the contractual term of the development related debt investment in accordance with its current estimate of the collectability risk over the contractual life of such asset and for related off-balance sheet exposures over the contractual period in which IDB Invest is exposed to credit risk via a present contractual obligation to extend credit. The contractual term excludes expected extensions, renewals, and modifications unless either of the following applies: (i) management has a reasonable expectation at the reporting date that a troubled debt restructuring (TDR) will be executed with an individual borrower or (ii) the extension or renewal options are included in the original or modified contract at the reporting date and are not controlled by IDB Invest (not unconditionally cancellable by IDB Invest). Expected credit losses are estimated over the contractual term adjusted for expected prepayments. Prepayment assumptions are based on historical data from IDB's private sector portfolio given the common portfolio characteristics that include borrower's country, risk rating and industry sector.

IDB Invest assesses credit risk for development related debt investments using a series of sector specific scorecards to determine borrower risk ratings. IDB Invest's portfolio segments — corporates, financial institutions and project finance — are aligned to the scorecards.

The major credit risk factors considered for a project finance development related debt investment may be grouped into the following categories: political risk, commercial or project risk, technical and construction risk, and financial risk. Political risks can be defined as the risks to a project's financing emanating from governmental sources, either from a legal or regulatory perspective. Commercial or project risks are related to the construction or completion risks, economic or financial viability of a project and operational risks. Financial risks consider the project's exposures to cash flow generation, interest rate and foreign currency volatility, inflation risk, liquidity risk, and funding risk.

The major credit risk factors considered for a development related debt investment to financial institutions considers country-related risk including regulatory, competition, government support and macro-economic risks, which acts as an anchor for the risk assessment as a whole. Additionally, the rating scorecard assesses the following institution-specific factors: capital adequacy, asset quality, operating policies & procedures and risk management framework; quality of management and decision making; earnings and market position, liquidity and sensitivity to market risk; quality of regulations and regulatory agencies; and potential government or shareholder support.

The major credit risk factors considered for corporate development related debt investments are country and industry risks, business and market risks, an assessment of the borrower's management, and financial risks, including a qualitative assessment of financial risks and a quantitative assessment of financial ratios. After consideration of these borrower specific characteristics, extraordinary support from shareholders or from the government may be considered if applicable.

The CECL methodology incorporates Point in Time (PIT) term structures for probability of default (PD), loss given default (LGD) term structures and exposure at default (EAD). In addition, the methodology incorporates forward looking conditioning, which takes into consideration current market conditions, macroeconomic

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

forecasts and their corresponding impact to the PIT PDs and LGDs. The macroeconomic forecasts in the CECL model include various scenarios, where each scenario represents a different state of the economy in the R&S period. For each scenario, a lifetime loss rate for each instrument is calculated using the appropriate PD and LGD for every quarter for the remaining life of the instrument. The results are then multiplied by the instrument's amortized cost. If multiple scenarios are considered, then results are weighted.

Management currently considers the R&S period to be three years, after which the model reverts to historical averages for long-term values over a two year period. IDB Invest uses PDs published by international rating agencies for similarly rated credits to determine PDs.

To augment the quantitative process described above, qualitative adjustments arising from information lags implicit in the quantitative loss estimation models, known model or data limitations, significant changes in portfolio composition or lending operations and uncertainty associated with economic and business conditions are applied as necessary based on management judgment.

The recent global crisis triggered by the COVID-19 pandemic has had a direct effect on economies within IDB Invest's Regional Developing Member Countries. The crisis affected risk parameters of the portfolio, such as internal ratings in specific industries and countries. These parameters are considered in the CECL methodology, as well as the deterioration in the macroeconomic forecasts during the R&S period and mean reverting period to historical losses.

For individually assessed development related debt investments, the determination of the allowance for identified probable losses reflects management's best judgment of the creditworthiness of the borrower and is established based upon the periodic review of individual development related debt investments. This estimate considers all available evidence including, as appropriate, the present value of the expected future cash flows discounted at the development related debt investment's contractual effective rate, the fair value of collateral less disposal costs, and other market data. Due to the nature of the development related debt investments, secondary market values are usually not available.

IDB Invest considers a development related debt investment impaired when, based on current information and events, it is probable that IDB Invest will be unable to collect all amounts due according to the investment's contractual terms. Information and events considered in determining that an investment is impaired include the borrower's financial difficulties, the borrower's competitive position in the marketplace, the risk associated with the underlying collateral, the willingness and capacity of the sponsor who organized the project to support the investment, the borrower's management team, as well as geopolitical conflict and macroeconomic crises.

A modification is considered a TDR when the borrower is experiencing financial difficulty and IDB Invest has granted a concession to the borrower that it otherwise would not grant in order to maximize recoveries on the existing development related debt investment. A development related debt investment restructured under a TDR is considered impaired, until its extinguishment, but it does not need to be disclosed as such after the year it was restructured, if the restructuring agreement specifies an interest rate equal to or greater than the rate that IDB Invest was willing to accept at the time of the restructuring for a new investment with comparable risk, and the investment is not impaired based on the terms specified in the restructuring agreement. In light of the COVID-19 pandemic, IDB Invest implemented COVID-19 loan modification measures in response to requests received from borrowers for short-term modifications such as payment deferrals under existing loans that meets the Interagency Statement². Additional information is included in Note 4.

Development related debt investments are partially or fully written off when IDB Invest has exhausted all possible means of recovery through a legal agreement, final bankruptcy settlement or when IDB Invest has determined with a reasonable degree of certainty that the relevant amount will not be collected. IDB Invest reduces the investment and related allowance for credit losses. Such reductions in the allowance are partially offset by recoveries, if any, associated with previously written off development related debt investments.

² The Interagency Statement on Loan Modifications and Reporting for Financial Institutions Working with Customers Affected by the Coronavirus was issued jointly by the Board of Governors of the Federal Reserve System, the Federal Deposit Insurance Corporation, the National Credit Union Administration, the Office of the Comptroller of the Currency, and the Consumer Financial Protection Bureau.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Revenue recognition on development related debt investments – Interest on development related debt investments is included in Interest and other income from development related investments, net in the income statements. Accrued interest income receivable is presented separately from development related debt investments and is included in the balance sheets in Receivables and other assets. IDB Invest has elected the practical expedient permissible under CECL to not record an allowance for credit losses on accrued interest receivable as it has a substantive nonaccrual policy.

Development related debt investments are generally placed in nonaccrual status when collectability is in doubt or payments of interest or principal are past due more than 90 days. IDB Invest does not accrue income and ceases amortization of any premiums or discounts on development related debt investments in nonaccrual status. Any uncollected interest accrued on a development related debt investment placed in nonaccrual status is reversed out of income and is thereafter recognized as income in Interest and other income in the income statements when the payment is received. A development related debt investment is returned to accrual status once management has concluded that the borrower has demonstrated its ability to make periodic interest and principal payments.

Development related debt investment fees and costs, net, are deferred and amortized over the life of the asset on a straight-line basis. Amortization of the net deferred fees and costs is included in Interest and other income in the income statements thereby approximating how fees and costs would be reflected under the effective interest method. The net deferred amounts are included in Payables and other liabilities in the balance sheets.

Equity investments – Equity investments include certain ownership interests in limited partnerships and similar fund structures (LPs) and direct equity investments primarily in small and medium-sized enterprises and financial institutions.

Equity investments under ASC 321, *Investments—Equity Securities*, are accounted for at fair value through the income statements except for those investments without a readily determinable fair value that are accounted for under the cost-based measurement alternative.

IDB Invest utilizes the net asset value (NAV) reported by the fund managers as a practical expedient for the fair value measurement of interests in LPs. The NAVs that have been reported by the fund manager are derived from the fair values of the underlying investments.

Equity investments accounted for under the cost-based measurement alternative are recorded at cost less impairment plus or minus adjustments resulting from observable price changes in orderly transactions for the identical investment or a similar investment of the same issuer. Adjustments related to impairment and observable price changes, if any, are recorded in Unrealized gain/(loss) from changes in fair value and measurement adjustments, net in the income statements. IDB Invest reassesses periodically whether these equity investments continue to qualify for this cost-based measurement alternative. IDB Invest may subsequently elect to measure an equity investment at fair value; such election is irrevocable, and any resulting gains or losses would be recorded through income at the time of election and thereafter.

Equity investments accounted for under the cost-based measurement alternative are assessed for impairment periodically based on the latest financial information, operating performance and other relevant information including macroeconomic conditions, specific industry trends, the historical performance of the company, and IDB Invest's intent to hold the investment for an extended period. When impairment is identified, the investment is written down to its estimated fair value, which becomes the new carrying value for the investment.

Revenue recognition on equity investments – Dividends and profit participations received from equity investments are recorded as income and reported as Realized gain/(loss) from sales, dividends and other income, net in the income statements on a cash basis when the distributions are received. Gains or losses on the sale or redemption of equity investments accounted for under the cost-based measurement alternative are recorded, at disposition, as income/(loss) and reported in Realized gain/(loss) from sales, dividends, and other income, net in the income statements.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

For equity investments accounted for at fair value, unrealized gains and losses are recorded as Unrealized gain/(loss) from changes in fair value and measurement adjustments, net in the income statements. Disbursements and distributions are recorded as changes to the outstanding balance of these equity investments and reflected as such in Equity investments in the balance sheets.

Variable interest entities – ASC 810, *Consolidation*, provide for consolidation when a reporting entity is the primary beneficiary of a variable interest entity (VIE), or if an entity does not meet the definitional elements of a VIE, consolidation is required if a reporting entity has a controlling financial interest or holds a majority voting interest in an entity. Additional information about VIEs is included in Note 4.

Revenue recognition for service fees – IDB Invest recognizes income for services provided to related parties. A series of service level agreements (SLAs) define the nature of the services and corresponding fees for services provided to the IDB. The most significant of these services relates to loan origination and servicing performed on the IDB's behalf. Revenue is recognized as IDB Invest fulfills its performance obligation over the annual service period. Similarly, IDB Invest receives project administration and general administrative fees for services provided to several special purpose trust funds affiliated with IDB Invest or the IDB. Additional information about related party transactions is included in Note 13.

Risk management and use of derivative instruments – IDB Invest uses derivative instruments primarily for market risk management purposes in connection with its principal business activities. IDB Invest enters into cross currency and interest rate swaps to manage foreign exchange and interest rate risks arising from mismatches between its development related debt investments and its borrowing liabilities. None are designated as hedging instruments as meant by ASC 815, *Derivatives*.

Derivatives are recognized in the balance sheet at their fair value and are classified as either Derivative assets or Derivative liabilities, depending on their net fair value amount. Changes in fair value of derivatives are recorded in Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net in the income statements. Additional information about derivatives is included in Note 8.

Fixed and intangible assets – Fixed and intangible assets (software costs) are presented at cost less accumulated depreciation and amortization and are included in Receivables and other assets in the balance sheets. Depreciation and amortization are recognized using the straight-line method over the estimated useful lives of the assets that range from three to seven years.

Leases – In accordance with ASC 842, *Leases*, IDB Invest recognizes lease assets and lease liabilities in the balance sheets. IDB Invest follows lessee accounting related to its operating leases for office space with the IDB at headquarters and in its Regional Developing Member Countries.

IDB Invest recognizes a right-of-use asset and lease liability for its operating leases. The right-of-use assets are nonmonetary assets included in Receivable and other assets in the balance sheets and are amortized based on each period's discounted cash flows, and the lease liabilities are monetary liabilities included in Payables and other liabilities in the balance sheets and are reduced based on each period's discounted cash flows. IDB Invest remeasures its lease liabilities originating in currencies other than US\$ at the current market exchange rate in effect at each reporting date. Operating lease expense is recorded on a straight-line basis and included in Administrative expenses in the income statements. Additional information related to IDB Invest's leases is included in Notes 5, 6 and 12.

Borrowings – To ensure funds are available for its operational liquidity needs, IDB Invest accesses the international capital markets, offering its debt securities to investors. IDB Invest's borrowings are carried at amortized cost or fair value in the balance sheets.

For those borrowings carried at amortized cost, the amortization of premiums and accretion of discounts is calculated following a methodology that approximates the effective interest method and is included in Borrowings expense in the income statements. The unamortized balance of the borrowing issuance costs

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

related to a recognized debt liability is included as a direct deduction from the carrying amount of the Borrowings in the balance sheets. Interest expense on all borrowings is recognized on an accrual basis and is included in Borrowings expense in the income statements.

For those borrowings carried at fair value, fair value changes are reported in accordance with ASU 2016-01, *Financial Instruments*. Accordingly, the change in fair value resulting from changes in instrument-specific credit risk is reported in Net fair value adjustments on borrowings attributable to changes in instrument-specific credit risk in the statements of other comprehensive income, while the remaining change in fair value is reported in Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net and Borrowings expense in the income statements. Additional information about borrowings is included in Note 7.

Non-trading portfolio – IDB Invest's non-trading portfolio includes development related debt investments composed of loans and debt securities, derivatives, and borrowings accounted for at fair value. The reported income volatility resulting from these non-trading financial instruments is not fully representative of the underlying economics of the transactions as IDB Invest does not intend to actively trade such instruments. Therefore, Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign currency transactions, net, are reported separately from Income/(expense) from development related investments, liquid assets and other income, net of borrowing expenses in the income statements.

Remeasurements of foreign currency transactions – Monetary assets and liabilities denominated in currencies other than the US\$ are translated into US\$ at market exchange rates prevailing at the balance sheet dates. Income and expenses are translated at the market exchange rate in effect at the transaction date or at monthly average rates. Resulting gains and losses from remeasurements are generally included in Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net in the income statements.

Fair value measurements – The Codification requires entities to disclose information about recurring and non-recurring fair value measurements, as well as the fair value of financial instruments.

Fair value is defined as the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transfer between market participants at the measurement date under current market conditions. Fair value measurement further assumes that a transaction to sell the asset or assume a liability takes place either in the principal market or, in the absence of a principal market, in the most advantageous market for the asset or liability.

In determining fair value, IDB Invest uses various valuation approaches, including market, income or cost approaches. The Codification establishes a hierarchy for inputs used in measuring fair value that maximizes the use of observable inputs and minimizes the use of unobservable inputs by requiring that the observable inputs be used when available. Observable inputs are inputs that market participants would use in pricing the asset or liability developed based on market data obtained from sources independent of IDB Invest. Unobservable inputs are inputs that reflect the best information available about the assumptions market participants would use in pricing the asset or liability developed based on the best information available in the circumstances. The hierarchy is broken down into three levels based on the reliability of inputs as follows:

- Level 1—Unadjusted quoted prices for identical assets or liabilities in active markets.

Assets and liabilities utilizing Level 1 inputs include debt securities and equity investments that are actively traded and primarily include debt securities of the United States government and agencies.

- Level 2—Valuations based on quoted prices for similar assets or liabilities in active markets; quoted prices for identical or similar assets or liabilities that are not actively traded; or pricing models for which all significant inputs are observable, directly or indirectly, for substantially the full term of the asset or liability.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Assets and liabilities utilizing Level 2 inputs include money market funds, investment securities that are not actively traded, and investments in obligations of banks, governments and agencies or instrumentalities other than the United States, sovereigns, local and regional governments, corporate bonds, and structured borrowings.

- Level 3—Valuations based on inputs that are unobservable and significant to the overall fair value measurement.

Assets utilizing Level 3 inputs include loans, equity investments and development related debt securities and borrowings that are measured for impairment or disclosed at fair value.

The availability of observable inputs is affected by a wide variety of factors, including, for example, the type of product, and other characteristics particular to the transaction. To the extent fair value is based on models or inputs that are less observable or unobservable in the market, the determination of fair value requires more judgment. Accordingly, the degree of judgment exercised in determining fair value is greatest for instruments categorized in Level 3.

Fair value for the majority of IDB Invest's financial instruments is derived using pricing models. Pricing models take into account the contract terms (including maturity) as well as multiple inputs, including, where applicable, interest rate yield curves, credit spreads, creditworthiness of the counterparty, option volatility, and currency rates. In accordance with ASC 820, *Fair Value Measurements* (ASC 820), the impact of IDB Invest's own credit spreads would also be considered when measuring the fair value of liabilities. Where appropriate, valuation adjustments are made to account for various factors, including bid-ask spreads, credit quality, and market liquidity. These adjustments are applied on a consistent basis and are based upon observable inputs, where available.

Fair value option – The Fair Value Option (FVO) under ASC 825 permits the measurement of eligible financial assets, financial liabilities and firm commitments at fair value on an instrument-by-instrument basis, that are not otherwise permitted or required to be accounted for at fair value under other accounting standards. IDB Invest has elected the FVO for the following classes of financial assets and liabilities: i) certain development related investments in debt securities that IDB Invest does not have the ability and intent to hold until maturity, ii) certain development related investments with special features, iii) investments that would otherwise be accounted for under the equity method, iv) certain development related investments in equity securities that do not have quoted market prices, v) certain hybrid instruments that would otherwise require bifurcation of the host and embedded derivative, and vi) borrowings that are economically hedged with derivative financial instruments.

Financial assets and borrowings elected under the FVO are measured at fair value on a recurring basis and changes in fair value of these financial instruments are included in Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net in the income statements. Interest income on these financial instruments is recognized on an accrual basis, where applicable.

Loan participations and co-financing arrangements – IDB Invest mobilizes funds from commercial banks and other financial institutions (Participants) by facilitating loan participations, without recourse. These loan participations are administered and serviced by IDB Invest on behalf of the Participants in exchange for a fee. Such fees are recognized upon receipt and are reported as Mobilization fees and other income in the income statements. IDB Invest also services co-financing arrangements with IDB Group related parties in exchange for a fee recognized upon receipt and are reported as Services fees from related parties in the income statements. The disbursed and outstanding balances of loan participations and co-financing arrangements that meet the applicable accounting criteria for sales are not included in IDB Invest's balance sheets.

Pension and postretirement benefits – The IDB Group has three defined benefit pension plans: The Staff Retirement Plan (SRP), the Complementary Staff Retirement Plan (CSR), and the Local Retirement Plan (LRP) (the Pension Plans and LRP), covering staff of the IDB Group entities. Under the Pension Plans and LRP, benefits are based on years of service and level of compensation, and are funded by contributions from

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

employees, IDB Invest and the IDB, in accordance with the provisions of the Pension Plans and LRP. Any and all contributions to the Pension Plans and LRP are irrevocable and are held separately in retirement funds solely for the payment of benefits under the Pension Plans and LRP.

The IDB Group also provides certain health care, tax reimbursement and other benefits to retirees. Staff who retire, receive a monthly pension from the IDB or IDB Invest, and meet certain requirements, are eligible for postretirement benefits under the Postretirement Benefits Plan (PRBP). Retirees contribute toward the PRBP based on an established premium schedule. IDB Invest and the IDB contribute the remainder of the actuarially determined cost of future health care and other benefits. While all contributions and all other assets and income of the PRBP remain the property of IDB Invest and the IDB, they are held and administered separately and apart from the other property and assets of each employer solely for the purpose of payment of benefits under the PRBP.

Since both the IDB and IDB Invest are sponsors of the Pension Plans and the PRBP, each employer presents its respective share of these plans. The amounts presented reflect IDB Invest's proportionate share of costs, assets, and obligations of these Pension Plans and PRBP in accordance with ASC 715, *Compensation – Retirement Benefits*.

The service cost component of net periodic benefit costs allocated to IDB Invest is included in Administrative expenses and the other components are included in Other components of pension benefit costs, net in the income statements. The funded status of the Pension Plans and the PRBP is included in Receivables and other assets when the respective plan is in a funded status, and included in Payables and other liabilities when the respective plan is in an unfunded status in the balance sheets. Additional information about the Pension Plans and PRBP is included in Note 14.

Taxes – IDB Invest, its property, other assets, income, and the operations and transactions it carries out pursuant to the Agreement Establishing the Inter-American Investment Corporation are immune from all taxation and from all custom duties in its member countries. IDB Invest is also immune from any obligation relating to the payment, withholding or collection of any tax or duty in its member countries.

Accounting and financial reporting developments – On January 1, 2020, IDB Invest early adopted ASU 2016-13, *Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326): Measurement of Credit Losses on Financial Instruments* and other related ASUs, which replaces the incurred loss methodology with an expected loss methodology that is referred to as the current expected credit loss (CECL) methodology. The measurement of expected credit losses under the CECL methodology is applicable to financial assets measured at amortized cost, including loans and held-to-maturity debt securities, as well as off-balance sheet undisbursed loan commitments and financial guarantees. IDB Invest adopted ASC 326 using the modified retrospective method and recorded a net decrease to retained earnings of \$46.2 million as of January 1, 2020 for the cumulative effect of adopting CECL.

In August 2018, the FASB issued ASU 2018-13, *Fair Value Measurement – Changes to the disclosure requirements for fair value measurement*. The amendments in this Update impact disclosure requirements for all entities that are required, under existing US GAAP, to make disclosures about recurring or nonrecurring fair value measurements. This Update eliminates, modifies, and adds to the existing disclosures. For IDB Invest, this Update is effective on January 1, 2020. This Update did not have a material impact on IDB Invest's financial statements.

In August 2018, the FASB issued ASU 2018-14, *Compensation – Retirement Benefits - Defined Benefit Plans – Changes to the disclosure requirements for defined benefit plans*. The amendments in this Update impact disclosure requirements for all employers that sponsor defined benefit pension or other postretirement plans by eliminating existing disclosures that are no longer deemed to be relevant while at the same time adding new disclosures deemed to improve disclosures and clarifying existing disclosures. Among the new disclosures, the explanation of the reasons for significant gains and losses related to changes in the benefit obligation for the

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

period will be required. For IDB Invest, this Update is effective on January 1, 2020. This Update did not have a material impact on IDB Invest's financial statements.

In August 2018, the FASB issued ASU 2018-15, *Intangibles – Goodwill and other – Internal-use software – Customer's accounting for implementation costs incurred in a cloud computing arrangement that is a service contract*. The amendments in this Update result in consistent capitalization of implementation costs of a hosting arrangement that is a service contract and implementation costs incurred to develop or obtain internal-use software and hosting arrangements that include an internal-use software license. For IDB Invest, this Update is effective on January 1, 2020. This Update did not have a material impact on IDB Invest's financial statements.

In January 2020, the FASB issued ASU 2020-01, *Investments—Equity Securities (Topic 321), Investments—Equity Method and Joint Ventures (Topic 323), and Derivatives and Hedging (Topic 815)* Investments. The amendments in this Update clarify the interaction of the accounting for equity securities under Topic 321 and investments accounted for under the equity method of accounting in Topic 323 and the accounting for certain forward contracts and purchased options accounted for under Topic 815. For IDB Invest, this Update is effective on January 1, 2021 and is not expected to have a material impact on IDB Invest's financial statements.

In March 2020, the FASB issued ASU 2020-04, *Reference Rate Reform (Topic 848)*. This Update provides temporary optional expedients and exceptions to the US GAAP guidance on contract modifications and hedge accounting to ease the financial reporting burden of the expected marked transition from LIBOR and other interbank offered rates. To be eligible for the optional expedients, modifications of contractual terms that change (or have the potential to change) the amount or timing of contractual cash flows must be related to replacement of a reference rate. IDB Invest is exposed to LIBOR through its LIBOR-based development related debt investments, investment securities, borrowings and swaps. The amendments in this Update may be implemented any time before December 31, 2022. IDB Invest has elected to apply the optional expedients related to contract modifications effective December 31, 2020.

In April 2020, US federal banking regulators in consultation with the FASB issued the Interagency Statement that allows lenders to conclude that loan modifications related to COVID-19 meeting certain conditions are not TDRs. The guidance clarifies that it is not necessary to consider the impact of the COVID-19 pandemic on the financial condition of a borrower in connection with a short-term COVID-19 related modification, provided the borrower is current at the date the modification measures are implemented. COVID-19 related modifications that do not meet the provisions of the Interagency Statement will be assessed for TDR classification. IDB Invest elected to apply the guidance. The adoption of the guidance did not have a material impact on IDB Invest's financial statements.

In October 2020, the FASB issued ASU 2020-08, *Codification Improvements to Subtopic 310-20, Receivables - Nonrefundable Fees and Other Costs*. The amendments in this Update state that for callable bonds purchased at a premium, an entity must reevaluate to ensure that the premium is not amortized to the earliest call date. For IDB Invest, this Update is effective is on January 1, 2021 and is not expected to have a material impact on IDB Invest's financial statements.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

3. Liquid Assets

Liquid assets consists of the following (US\$ thousands):

	December 31, 2020	December 31, 2019
Cash and cash equivalents ⁽¹⁾	\$ 41,592	\$ 22,749
Money market funds	617,053	372,822
Debt securities		
Corporate securities	967,805	677,372
Agency securities	309,103	136,336
Government securities	114,850	127,911
Supranational securities	70,225	23,223
Total debt securities	1,461,983	964,842
Total	\$ 2,120,628	\$ 1,360,413

⁽¹⁾ Includes restricted cash of \$22.6 million as of December 31, 2020 (\$523 thousand as of December 31, 2019).

The total income from Liquid assets is summarized below (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2020	2019
Interests and dividends, net	\$ 15,928	\$ 27,092
Gain/(loss) from changes in fair value and gain/(loss) from foreign exchange transactions, net	6,382	10,828
Total	\$ 22,310	\$ 37,920

Net unrealized gains recognized in income for the year ended December 31, 2020 relating to trading securities still held as of December 31, 2020 were \$7.6 million (\$193 thousand net unrealized gains for the year ended December 31, 2019).

The maturity structure of debt securities included in Liquid assets is as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2020	December 31, 2019
Less than one year	\$ 608,857	\$ 412,570
Between one and five years	853,126	552,272
Total	\$ 1,461,983	\$ 964,842

As of December 31, 2020, all investment securities are classified as trading due to the one-time reclassification explained in Note 2. The fair value of available-for-sale debt securities as of December 31, 2019 was as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019			
	Amortized cost	Gross unrealized		Fair value
		gains	losses	
Corporate securities	\$ 410,019	\$ 3,014	\$ (328)	\$ 412,705
Government securities	80,046	184	(6)	80,224
Agency securities	70,139	115	(11)	70,243
Supranational securities	23,042	183	(2)	23,223
Total	\$ 583,246	\$ 3,496	\$ (347)	\$ 586,395

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The length of time that individual available-for-sale debt securities were in a continuous unrealized loss position as of December 31, 2019 was as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2019					
	Less than 12 months		12 months or more		Total	
	Fair value	Unrealized loss	Fair value	Unrealized loss	Fair value	Unrealized loss
Corporate securities	\$ 34,975	\$ (51)	\$ 74,611	\$ (277)	\$ 109,586	\$ (328)
Government securities	6,981	(6)	—	—	6,981	(6)
Agency securities	—	—	52,416	(11)	52,416	(11)
Supranational securities	—	—	7,997	(2)	7,997	(2)
Total	\$ 41,956	\$ (57)	\$ 135,024	\$ (290)	\$ 176,980	\$ (347)

Changes in available-for-sale debt securities recognized in Other comprehensive income/(loss) are as follows (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2020	2019
Unrealized gain/(loss) during the period	\$ —	\$ 10,759
Reclassification of (gain)/loss to net income/(loss)	(3,172)	(959)
Total recognized in other comprehensive income/(loss) related to available-for-sale investment securities	\$ (3,172)	\$ 9,800

Sales of available-for-sale debt securities amounted to \$293.2 million during the year ended December 31, 2019. Gross realized gains were \$884 thousand and there were \$4 thousand gross realized losses from the sale of available-for-sale debt securities during the year ended December 31, 2019.

During the year ended December 31, 2019, there were no other-than-temporary impairment losses on debt securities that IDB Invest would be more likely than not required to sell before recovery of the amortized cost.

4. Development Related Investments

IDB Invest has specific metrics for concentrations and it monitors the development related investments for credit performance, market risk and any potential related effects of geographic or sectorial concentrations. IDB Invest's development related investments are the result of lending and investing activities that include loans, debt securities, equity investments, and guarantees that promote the economic development of IDB Invest's Regional Developing Member Countries through the establishment, expansion and modernization of private enterprises. All development related investments are individually evaluated for purposes of monitoring and evaluating credit performance and market risk.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The cost and carrying amount of development related investments are as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2020		December 31, 2019	
	Cost	Carrying amount	Cost	Carrying amount
Loans				
At amortized cost	\$ 3,654,492	3,654,492	\$ 2,042,297	\$ 2,042,297
At fair value	156,554	155,647	28,432	27,527
Total loans	3,811,046	3,810,139	2,070,729	2,069,824
Debt securities				
At amortized cost	128,204	128,204	133,624	133,624
At fair value	289,022	288,236	243,205	243,300
Total debt securities	417,226	416,440	376,829	376,924
Total development related debt investments	4,228,272	4,226,579	2,447,558	2,446,748
Equity investments				
At cost-based measurement alternative	4,695	4,695	4,695	4,695
At fair value	125,373	126,713	90,534	\$ 91,980
Total equity investments	130,068	131,408	95,229	96,675
Allowance for credit losses		(181,098)		(97,614)
Total development related investments, net	\$ 4,358,340	\$ 4,176,889	\$ 2,542,787	\$ 2,445,809

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The distribution of the portfolio by country, and a reconciliation of total cost to carrying amount, is as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2020				December 31, 2019			
	Loans	Debt securities	Equity investments	Total	Loans	Debt securities	Equity investments	Total
Brazil	\$ 680,459	\$ 62,595	\$ 35,676	\$ 778,730	\$ 273,290	\$ 45,715	\$ 19,217	\$ 338,222
Colombia	336,778	153,514	32,099	522,391	150,536	144,129	6,993	301,658
Mexico	471,292	4,427	39,080	514,799	187,960	3,233	13,404	204,597
Ecuador	393,402	35,000	—	428,402	241,783	20,000	—	261,783
Chile	389,782	—	—	389,782	282,164	—	—	282,164
Guatemala	266,870	40,000	1,000	307,870	59,890	40,000	—	99,890
Peru	212,951	28,932	15,500	257,383	77,878	13,000	—	90,878
Argentina	168,352	9,000	—	177,352	196,864	12,000	—	208,864
Panama	100,115	50,000	—	150,115	66,929	50,000	—	116,929
El Salvador	123,550	14,286	—	137,836	27,982	15,000	—	42,982
Uruguay	116,076	19,472	—	135,548	79,648	17,752	—	97,400
Paraguay	134,355	—	—	134,355	96,663	—	—	96,663
Honduras	107,542	—	—	107,542	24,273	—	—	24,273
Nicaragua	70,286	—	4,695	74,981	65,717	—	—	65,717
Trinidad and Tobago	74,490	—	—	74,490	37,500	—	—	37,500
Costa Rica	69,601	—	—	69,601	78,690	—	—	78,690
Bolivia	43,897	—	2,018	45,915	38,566	—	18,500	57,066
Dominican Republic	12,436	—	—	12,436	13,265	—	—	13,265
Belize	12,428	—	—	12,428	7,500	—	—	7,500
Spain	10,944	—	—	10,944	—	—	—	—
Haiti	8,874	—	—	8,874	7,032	—	—	7,032
Suriname	5,136	—	—	5,136	6,515	—	—	6,515
Bahamas	1,430	—	—	1,430	1,891	—	—	1,891
Regional ⁽¹⁾	—	—	—	—	48,193	16,000	37,115	101,308
Total cost	3,811,046	417,226	130,068	4,358,340	2,070,729	376,829	95,229	2,542,787
Fair value adjustments	(907)	(786)	1,340	(353)	(905)	95	1,446	636
Total carrying value	3,810,139	416,440	131,408	4,357,987	2,069,824	376,924	96,675	2,543,423
Allowance for credit losses	(173,247)	(7,851)	—	(181,098)	(97,614)	—	—	(97,614)
Total development related investments, net	\$3,636,892	\$ 408,589	\$ 131,408	\$4,176,889	\$1,972,210	\$ 376,924	\$ 96,675	\$2,445,809

⁽¹⁾ On January 1, 2020, IDB Invest adopted CECL and refined the exposure tracking methodology for investments in multiple countries to be based on a single country representing the activities or location of the borrower or ultimate guarantor (country of risk).

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Income from development related investments is summarized below (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2020	2019
Loans, debt securities and guarantees		
Interest income	\$ 149,194	\$ 125,847
Fees and other income	36,706	8,220
(Provision)/release of provision for credit losses	(111,756)	(36,697)
Income/(expense) from loans, debt securities and guarantees	74,144	97,370
Equity investments		
Realized gain/(loss) from sales, net	922	2,541
Realized dividends and other income	263	294
Unrealized gain/(loss) from changes in fair value and measurement adjustments, net ⁽¹⁾	100	229
Income/(expense) from equity investments	1,285	3,064
Income from development related investments, net	\$ 75,429	\$ 100,434

⁽¹⁾ Includes net gains/(losses) for equity investments carried at fair value or observable price change/impairment adjustments for equity investments recorded using the cost-based measurement alternative.

Development related investments committed but not disbursed (net of cancellations) are summarized below (US\$ thousands):

	December 31, 2020
Loans	\$ 1,090,707
Equity investments	153,952
Debt securities	59,478
Total	\$ 1,304,137

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The maturity structure of development related debt investments is as follows (US\$ thousands):

	<u>December 31, 2020</u>	<u>December 31, 2019</u>
Loans		
Due in one year or less	\$ 1,343,945	\$ 622,921
Due after one year through five years	1,452,793	878,165
Due after five years through ten years	830,520	406,723
Due after ten years and thereafter	191,797	167,651
Total loans	3,819,055	2,075,460
Debt securities		
Due in one year or less	12,969	24,132
Due after one year through five years	301,963	247,258
Due after five years through ten years	92,736	90,952
Due after ten years and thereafter	9,558	14,487
Total debt securities	417,226	376,829
Total development related debt investments, gross	4,236,281	2,452,289
Unamortized discounts for loans	(8,009)	(4,731)
Total development related debt investments at cost, net	4,228,272	2,447,558
Fair value adjustments for loans and debt securities	(1,693)	(810)
Total development related debt investments at carrying amount, net	\$ 4,226,579	\$ 2,446,748

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Development related debt investments by currency and range of contractual interest rates, and a reconciliation of total cost to carrying amount are summarized below (US\$ thousands):

	December 31, 2020		December 31, 2019	
	Amount	Range	Amount	Range
Brazilian real (BRL)				
Loans	\$ 26,282	3.9% - 6.7%	\$ —	—%
Debt securities	12,595	3.9%	45,715	7.7%
	38,877		45,715	
Colombian peso (COP)				
Loans	58,903	7.6% - 9.2%	41,177	10.9% - 11.8%
Debt securities	137,513	3.3% - 9.5%	144,129	5.7% - 9.5%
	196,416		185,306	
Dominican Republic peso (DOP)				
Loans	8,590	10.5%	9,418	10.5%
	8,590		9,418	
Mexican peso (MXN)				
Loans	58,036	5.9% - 8.7%	34,555	8.7% - 12.0%
Debt securities	4,427	5.5%	3,232	7.7%
	62,463		37,787	
Paraguayan guarani (PYG)				
Loans	21,388	7.5% - 9.0%	4,650	9.0%
	21,388		4,650	
Peruvian sol (PEN)				
Loans	15,793	10.5%	—	—%
Debt securities	15,931	8.0%	—	—%
	31,724		—	
Trinidad and Tobago dollar (TTD)				
Loans	36,990	3.8%	—	—%
	36,990		—	
United States dollar (USD)				
Loans	3,155,537	1.1% - 12.0%	1,735,934	1.5% - 16.0%
Debt securities	246,758	2.2% - 8.0%	183,753	3.5% - 7.9%
	3,402,295		1,919,687	
Total development related debt investments, before discounted loans	3,798,743		2,202,563	
Discounted loans with no stated rate (USD)	363,443		222,695	
Discounted loans with no stated rate (MXN)	66,086		22,300	
Total development related debt investments at cost, net	4,228,272		2,447,558	
Fair value adjustments for loans and debt securities	(1,693)		(810)	
Total development related debt investments at carrying amount, net	\$ 4,226,579		\$ 2,446,748	

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Variable rate loans generally reprice within one year. Base rates of variable rate loans reset at each repayment date at least annually or more frequently, but loan margins generally remain constant over the life of the variable rate loan.

Development related debt investments

An aging analysis, based on contractual terms, for development related debt investment at cost as of December 31, 2020 and December 31, 2019 is as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2020				
	1-90 days past due	>90 days past due	Total past due	Total current	Total portfolio
Loans	\$ 8,049	\$ 17,774	\$ 25,823	\$ 3,785,223	\$ 3,811,046
Debt securities	—	—	—	417,226	417,226
Total	\$ 8,049	\$ 17,774	\$ 25,823	\$ 4,202,449	\$ 4,228,272

	December 31, 2019				
	1-90 days past due	>90 days past due	Total past due	Total current	Total portfolio
Loans	\$ 6,530	\$ 14,516	\$ 21,046	\$ 2,049,683	\$ 2,070,729
Debt securities	—	—	—	376,829	376,829
Total	\$ 6,530	\$ 14,516	\$ 21,046	\$ 2,426,512	\$ 2,447,558

The recorded investment in nonaccrual loans at amortized cost is summarized as of December 31, 2020 and December 31, 2019 as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2020			Year ended December 31, 2020		
	Nonaccrual			> 90 days past due and accruing	Interest income recognized on nonaccrual status	Accrued interest income written off
	Past due	Current	Total			
Loans	\$ 21,185	\$ 11,192	\$ 32,377	\$ —	\$ 720	\$ 206
Total	\$ 21,185	\$ 11,192	\$ 32,377	\$ —	\$ 720	\$ 206

	December 31, 2019			Year ended December 31, 2019		
	Nonaccrual			> 90 days past due and accruing	Interest income recognized on nonaccrual status	
	Past due	Current	Total			
Loans	\$ 19,415	\$ 11,851	\$ 31,266	\$ 1,501	\$	857
Total	\$ 19,415	\$ 11,851	\$ 31,266	\$ 1,501	\$	857

There were no debt securities in nonaccrual status as of December 31, 2020 nor December 31, 2019.

A current nonaccrual development related debt investment is a financial instrument that was placed in nonaccrual status, where the borrower is now current on payments, but for which ongoing monitoring is necessary to determine whether the borrower has sufficiently demonstrated performance before returning the development related debt investment to accrual status. There were no development related debt investments at amortized cost classified as nonaccrual without a related allowance for credit losses as of December 31, 2020 (none as of December 31, 2019).

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The investment in impaired loans was \$32.4 million as of December 31, 2020 (\$31.3 million as of December 31, 2019). The average investment in impaired loans was \$30.4 million for the year ended December 31, 2020 (\$30.3 million for the year ended December 31, 2019). The total allowance related to impaired loans was \$15.0 million as of December 31, 2020 (\$12.8 million as of December 31, 2019). As of the years ended December 31, 2020 and 2019, all loans classified as impaired were in nonaccrual status.

As of December 31, 2020, there was one operation in the portfolio considered a TDR with an outstanding balance of \$6.4 million and individually assessed allowance for credit losses of \$1.9 million (none as of December 31, 2019). IDB Invest does not have commitments to extend additional funds to borrowers whose terms have been modified in a TDR.

During 2020, IDB Invest implemented loan modification measures in response to requests received from borrowers for short-term modifications as a result of the COVID-19 pandemic. As of December 31, 2020, IDB Invest evaluated loans with a total outstanding balance of \$66 million under the Interagency Statement and determined that the modifications are not considered TDRs. These loans were fully performing at the time the measures were implemented. The reliefs provided are short-term arrangements of principal deferrals amounting to \$5 million. The loans continue to accrue interest during the deferral period and are not reported as past due nor in nonaccrual status. IDB Invest continues to estimate the allowance for expected credit losses for these loans under the CECL provision.

The allowance for credit losses considers credit risk assessments as of December 31, 2020. In light of the COVID-19 pandemic, several of the credit risk ratings of individual development related debt investments have deteriorated as of December 31, 2020 when compared to December 31, 2019, reflecting both general credit and specific COVID-19 related aspects. In evaluating the appropriateness of the allowance for credit losses on development related debt investments as of December 31, 2020, IDB Invest has considered this impact when assessing the credit worthiness and risk rating of its development related debt investments and increased its provisions for credit losses in the year ended December 31, 2020.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Changes in the allowance for expected credit losses are summarized below (US\$ thousands):

	Year ended December 31, 2020			
	Financial institutions	Corporates	Project finance ⁽¹⁾	Total
Loans				
Beginning balance	\$ (32,926)	\$ (64,688)	\$ —	\$ (97,614)
Cumulative effect of adoption of ASU 2016-13	5,490	26,988	(30,082)	2,396
Loans written off, net	—	—	—	—
Recoveries	(40)	—	—	(40)
(Provision)/release of provision for credit losses	(32,386)	(34,364)	(11,239)	(77,989)
Loans ending balance	<u>(59,862)</u>	<u>(72,064)</u>	<u>(41,321)</u>	<u>(173,247)</u>
Debt securities				
Beginning balance ⁽²⁾	—	—	—	—
Cumulative effect of adoption of ASU 2016-13	(3,755)	(3,021)	(732)	(7,508)
Debt securities written off, net	—	—	—	—
Recoveries	—	—	—	—
(Provision)/release of provision for credit losses	(875)	463	69	(343)
Debt securities ending balance	<u>(4,630)</u>	<u>(2,558)</u>	<u>(663)</u>	<u>(7,851)</u>
Allowance for credit losses	<u>(64,492)</u>	<u>(74,622)</u>	<u>(41,984)</u>	<u>(181,098)</u>
Undisbursed commitments				
Beginning balance ⁽²⁾	—	—	—	—
Cumulative effect of adoption of ASU 2016-13	(3,356)	(10,134)	(18,431)	(31,921)
(Provision)/release of provision for credit losses	(14,716)	(4,237)	(9,456)	(28,409)
Undisbursed commitments ending balance	<u>(18,072)</u>	<u>(14,371)</u>	<u>(27,887)</u>	<u>(60,330)</u>
Guarantees				
Beginning balance	(187)	(314)	(2,747)	(3,248)
Cumulative effect of adoption of ASU 2016-13	110	(542)	(8,768)	(9,200)
(Provision)/release of provision for credit losses	(205)	(286)	(4,524)	(5,015)
Guarantees ending balance	<u>(282)</u>	<u>(1,142)</u>	<u>(16,039)</u>	<u>(17,463)</u>
Liability for off-balance sheet credit losses	<u>(18,354)</u>	<u>(15,513)</u>	<u>(43,926)</u>	<u>(77,793)</u>
(Provision)/release of provision for credit losses	\$ (48,182)	\$ (38,424)	\$ (25,150)	\$ (111,756)

⁽¹⁾ Project finance was not presented as a separate segment prior to the adoption of ASU 2016-13.

⁽²⁾ Debt securities and undisbursed commitments were not subject to provisioning prior to the adoption of ASU 2016-13.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Loans	Year ended December 31, 2019		
	Financial institutions	Corporates	Total
Beginning balance	\$ (24,602)	\$ (41,174)	\$ (65,776)
Write-offs	—	2,352	2,352
Recoveries	(133)	(44)	(177)
(Provision)/release of provision for loan losses ⁽¹⁾	(8,191)	(25,822)	(34,013)
Ending balance	\$ (32,926)	\$ (64,688)	\$ (97,614)

⁽¹⁾ Does not include changes in (Provision)/release of provision for credit losses related to guarantees of \$(2.7) million that are recorded in the same line item in the income statements.

A description of credit quality indicators is presented in the table below:

Rating categories	Credit quality indicator	Internal credit risk classification range	Description
aa- and better	Very strong	aa- or higher	An obligor in these categories has a very strong capacity to meet its financial commitment.
a+ to a-	Strong	a+, a, a-	An obligor in these categories has a strong capacity to meet its financial commitment.
bbb+ to bbb-	Adequate	bbb+, bbb, bbb-	An obligor in these categories exhibits an adequate financial profile. However, adverse economic conditions or changing circumstances are more likely to lead to a weakening of the obligor's capacity to meet its financial obligations.
bb+ to bb-	Moderate	bb+, bb, bb-	An obligor in these categories can face major uncertainties or exposures to adverse business, financial, or economic conditions that could lead to its inadequate capacity to meet its financial obligations.
b+ to b-	Weak	b+, b, b-	An obligor in these categories is more vulnerable to nonpayment than obligations rated bb-, but the obligor currently has the capacity to meet its financial obligations. Adverse business, financial, or economic conditions will likely impair the obligor's capacity or willingness to meet its financial obligations.
ccc+ and lower	Very weak	ccc+ or lower	An obligor in these categories faces significant challenges, and default may also already be a virtual certainty. The obligor is currently vulnerable to nonpayment, and is dependent upon favorable business, financial, and economic conditions for the obligor to meet its financial obligations. In the event of adverse business, financial, or economic conditions, the obligor is not likely to have the capacity to meet its financial obligations.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

A summary of development related debt investments carried at amortized cost by credit quality indicator, class of financing receivable and major security type, and vintage as of December 31, 2020 are as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2020					
	Amortized cost basis by origination year ⁽²⁾				Revolving loans amortized cost basis ⁽¹⁾	Total
	2020	2019	2018	Prior		
Loans						
Adequate	\$ 270,000	\$ 60,750	\$ —	\$ 29,404	\$ 331,111	\$ 691,265
Moderate	755,716	287,107	323,748	115,225	232,869	1,714,665
Weak	461,220	240,847	190,829	158,377	16,477	1,067,750
Very weak	6,000	37,811	51,015	85,986	—	180,812
Total loans	1,492,936	626,515	565,592	388,992	580,457	3,654,492
Debt securities						
Adequate	—	—	—	—	—	—
Moderate	—	50,000	50,085	6,119	—	106,204
Weak	—	—	13,000	—	—	13,000
Very weak	—	—	9,000	—	—	9,000
Total debt securities	—	50,000	72,085	6,119	—	128,204
Total amortized cost loans and debt securities	\$ 1,492,936	\$ 676,515	\$ 637,677	\$ 395,111	\$ 580,457	\$ 3,782,696

⁽¹⁾ Includes line-of-credit arrangements that may be converted to term loans in a separate column. As of December 31, 2020, line of credit arrangements converted to term loans amounted to \$1.2 million.

⁽²⁾ Includes short-term loans with maturities of less than one year.

A summary of loans carried at amortized cost by credit quality indicator and by investment type as of December 31, 2019 are as follows (US\$ thousands):

Internal credit quality indicator	December 31, 2019		
	Financial institutions	Corporates	Total
Adequate	\$ 132,500	\$ 141,348	\$ 273,848
Moderate	402,726	484,971	887,697
Weak	246,458	537,470	783,928
Very weak	1,000	95,824	96,824
Total loans at amortized cost	\$ 782,684	\$ 1,259,613	\$ 2,042,297

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The fair value of development related debt securities carried at amortized cost and a comparison of the allowance for credit losses with the gross unrecognized holding gains/(losses) that would have been recorded instead of the allowance if the development related debt securities carried at amortized cost were recorded at fair value is as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2020					
	Amortized cost	Allowance for credit losses	Net carrying amount	Gross unrecognized holding		Fair value
				gains	losses	
Debt securities	\$ 128,204	\$ (7,851)	\$ 120,353	\$ 17,574	\$ —	\$ 145,778
Total	\$ 128,204	\$ (7,851)	\$ 120,353	\$ 17,574	\$ —	\$ 145,778

As of December 31, 2019, IDB Invest's development related debt securities carried at amortized cost were \$133.6 million. There was no indication of other-than-temporary impairment losses on these debt securities for the year ended December 31, 2019.

Guarantees

Guarantees entered into by IDB Invest have maturities consistent with those of the guaranteed loan portfolio. No notices of default have been received since inception of IDB Invest's guarantee program.

IDB Invest's current outstanding exposure for guarantees was \$107.3 million as of December 31, 2020 (\$46.6 million as of December 31, 2019). The maximum potential exposure, which represents the amounts that could be lost under the guarantees in the event the full guaranteed loan disbursed and there were a total default by the guaranteed party without taking into consideration possible recoveries under recourse provisions or from collateral held or pledged, amounted to \$156.8 million as of December 31, 2020 (\$66.4 million as of December 31, 2019). The allowance for losses on guarantees is \$17.5 million as of December 31, 2020 and is recorded in Payables and other liabilities in the balance sheets (\$3.2 million as of December 31, 2019).

Loan participations and co-financing arrangements

As of December 31, 2020, IDB Invest serviced loan participations and co-financing arrangements outstanding of \$1.4 billion (\$1.8 billion as of December 31, 2019) and recognized servicing fees of \$751 thousand for the year ended December 31, 2020 (\$757 thousand for the year ended December 31, 2019) included in Mobilization fees and other income in the income statements.

In addition, IDB Invest serviced co-financing arrangements outstanding of \$2.9 billion with IDB Group related parties as of December 31, 2020 (\$2.4 billion as of December 31, 2019). As explained in Note 13, income from these arrangements are included in SLA revenue.

Variable interest entities

Some of IDB Invest's development related investments are made through VIEs. These VIEs are mainly special purpose vehicles or investment funds, where the sponsor, the general partner or fund manager does not have substantive equity at risk.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

IDB Invest has made development related investments amounting to approximately \$6.4 million in loans for one VIE for which it is deemed to be the primary beneficiary as of December 31, 2020 (\$26.1 million in loans and \$3.0 million in debt securities as of December 31, 2019). IDB Invest's involvement with one VIE is limited to development related investments, which are reflected as such in IDB Invest's financial statements as of December 31, 2020 (three as of December 31, 2019). Based on the most recent available data, the size of these VIEs measured by total assets with a notional value of approximately \$6.5 million as of December 31, 2020 is considered immaterial compared to the carrying value of \$6.4 million, and thus not consolidated in IDB Invest's financial statements (\$31.5 million notional value and \$29.1 million carrying value at December 31, 2019).

IDB Invest does not have a significant variable interest in any other VIE, which would require disclosure. Similarly, IDB Invest does not hold a controlling financial interest or majority voting interest in any other entity, and it does not have significant influence over any entities.

5. Receivables and Other Assets

Receivables and other assets are summarized below (US\$ thousands):

	December 31, 2020	December 31, 2019
Operating lease right-of-use asset	\$ 48,400	\$ 52,536
Interest receivable on development related debt investments	24,377	22,538
Recovery assets	23,660	737
Fixed and intangible assets	12,650	11,033
Other assets	6,736	3,169
Interest receivable on investment securities	5,511	3,589
Total receivables and other assets	\$ 121,334	\$ 93,602

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

6. Payables and Other Liabilities

Payables and other liabilities are summarized below (US\$ thousands):

	<u>Notes</u>	<u>December 31, 2020</u>	<u>December 31, 2019</u>
Pension and Postretirement Benefit Plans	14		
Pension Plans, net liability		\$ 123,105	\$ 77,920
Postretirement Benefit Plan, net liability		34,694	17,798
Leases	12		
Operating lease liability		49,939	53,388
Current Expected Credit Losses (CECL)	4		
Liability for off-balance sheet credit losses		77,793	3,248
Development related investments			
Loan origination fees and costs, net		29,634	17,769
Interest and commitment fees payable		11,866	7,332
Deferred revenue		15,373	12,884
Employment benefits payable		14,600	12,288
Due to IDB, net	13	14,825	8,426
Other liabilities		33,978	7,563
Total payables and other liabilities		\$ 405,807	\$ 218,616

Deferred revenue includes service fees collected from related parties. Additional information about IDB Invest's related party transactions is included in Note 13.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

7. Borrowings

Borrowings outstanding by currency are as follows (US\$ thousands):

	Final Maturity	Interest payment terms	December 31, 2020			December 31, 2019		
			Amount outstanding	F/V rate ⁽¹⁾	Interest rate	Amount outstanding	F/V rate ⁽¹⁾	Interest rate
Australian dollar (AUD):								
2020 AUD 140.0 million	2035	Semi-annual	\$ 107,925	F	1.5 %	\$ —		
			<u>107,925</u>			<u>—</u>		
Brazilian real (BRL):								
2020 BRL 4.2 million	2027	Quarterly	802	V	3.2 %	—		
2020 BRL 25.5 million	2028	Quarterly	4,905	V	2.7 %	—		
2020 BRL 23.4 million	2028	Quarterly	4,495	V	2.8 %	—		
2020 BRL 12.4 million	2028	Quarterly	2,393	V	2.8 %	—		
2020 BRL 67.3 million	2029	Quarterly	12,944	V	2.8 %	—		
2020 BRL 37.7 million	2039	Quarterly	7,264	V	4.0 %	—		
2020 BRL 4.7 million	2039	Quarterly	909	V	4.3 %	—		
2018 BRL 90.0 million	2021	Quarterly	—	V	0.0 %	29,776	V	4.1 %
2019 BRL 15.0 million	2021	Quarterly	—	V	0.0 %	4,963	V	3.9 %
2019 BRL 11.3 million	2021	Quarterly	—	V	0.0 %	3,722	V	3.8 %
2019 BRL 11.3 million	2021	Quarterly	—	V	0.0 %	3,722	V	3.5 %
2019 BRL 11.3 million	2021	Quarterly	—	V	0.0 %	3,722	V	3.7 %
			<u>33,712</u>			<u>45,905</u>		
Colombian peso (COP):								
2019 COP 328.5 billion	2024	Monthly	95,593	V	2.2 %	100,192	V	4.6 %
2018 COP 144.1 billion	2025	Semi-annual	41,920	F	6.6 %	43,937	F	6.6 %
2018 COP 35.3 billion	2030	Quarterly	10,286	V	6.3 %	10,782	V	8.3 %
2020 COP 30.3 billion	2030	Quarterly	8,830	V	6.3 %	—		
2019 COP 27.1 billion	2030	Quarterly	7,883	V	6.3 %	8,262	V	8.3 %
2020 COP 16.1 billion	2030	Quarterly	4,676	V	6.0 %	—		
2019 COP 47.0 billion	2035	Semi-annual	13,677	V	6.4 %	14,335	V	7.9 %
2020 COP 9.0 billion	2035	Semi-annual	2,619	V	6.4 %	—		
2020 COP 7.0 billion	2035	Semi-annual	2,037	V	6.4 %	—		
2019 COP 6.0 billion	2035	Semi-annual	1,746	V	6.4 %	1,830	V	8.4 %
2019 COP 5.0 billion	2035	Semi-annual	1,455	V	6.4 %	1,525	V	8.4 %
2020 COP 5.0 billion	2035	Semi-annual	1,455	V	6.4 %	—		
			<u>192,177</u>			<u>180,863</u>		
Dominican peso (DOP):								
2019 DOP 500.0 million	2022	Semi-annual	8,589	F	8.8 %	9,418	F	8.8 %
			<u>8,589</u>			<u>9,418</u>		
Mexican peso (MXN):								
2018 MXN 1.5 billion	2021	Monthly	75,372	V	4.6 %	79,515	V	7.8 %
2019 MXN 1.5 billion	2022	Monthly	75,372	V	4.5 %	79,515	V	7.7 %
2020 MXN 2.0 billion	2023	Monthly	100,496	V	4.5 %	—		
			<u>251,240</u>			<u>159,030</u>		
Paraguayan guarani (PYG):								
2018 PYG 22.5 billion	2023	Semi-annual	3,263	F	6.1 %	4,650	F	6.1 %
2020 PYG 100.0 billion	2025	Semi-annual	14,500	F	6.1 %	—		
2020 PYG 25.0 billion	2025	Semi-annual	3,625	F	5.4 %	—		
			<u>21,388</u>			<u>4,650</u>		
Trinidad and Tobago dollar (TTD):								
2020 TTD 250.0 million	2025	Semi-annual	36,990	V	2.1 %	—		
			<u>36,990</u>			<u>—</u>		

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

	Final Maturity	Interest payment terms	December 31, 2020			December 31, 2019		
			Amount outstanding	F/V rate ⁽¹⁾	Interest rate	Amount outstanding	F/V rate ⁽¹⁾	Interest rate
United States dollar (USD):								
2018 \$500.0 million	2021	Quarterly	500,000	V	0.3 %	500,000	V	2.1 %
2019 \$250.0 million	2021	Quarterly	250,000	V	0.3 %	250,000	V	2.1 %
2020 \$1.0 billion	2022	Annual	1,000,000	F	0.8 %	—		
2020 \$1.0 billion	2023	Annual	1,000,000	F	0.5 %	—		
2019 \$500.0 million	2024	Annual	500,000	F	1.8 %	500,000	F	1.8 %
			3,250,000			1,250,000		
Total borrowings, gross			\$ 3,902,021			\$ 1,649,866		
Fair value (gain)/loss adjustments, net			8,084			—		
Unamortized premiums/ discounts and issuance costs, net			(1,648)			(1,720)		
Total borrowings, net			\$ 3,908,457			\$ 1,648,146		

⁽¹⁾ F: fixed; V: variable

Availability under existing credit facilities by currency are as follows (US\$ thousands):

	Available until	Contractual amount	December 31, 2020	
			Available amount	Drawdown amount
Colombian peso (COP)				
2018 COP 370 billion	2021	\$ 107,670	\$ 53,006	\$ 54,664
Multi-currency				
1997 \$300 million	2022	\$ 300,000	\$ 114,915	\$ 185,085

The Borrowings expense, net is as follows (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2020	2019
Interest expense	\$ 45,099	\$ 43,433
Fees expense	534	693
Amortization of premiums/discounts and issuance costs, net	2,324	444
Total borrowings expense, net	\$ 47,957	\$ 44,570

Changes in fair value of borrowings attributable to changes in instrument-specific credit risk recognized in Other comprehensive income/(loss) are as follows (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2020	2019
Unrealized gain/(loss) during the period	\$ (20,831)	\$ —
Total recognized in other comprehensive income/(loss)	\$ (20,831)	\$ —

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

8. Derivative instruments

IDB Invest enters into transactions in certain derivative instruments primarily for market risk management purposes in connection with its principal business activities. None of these derivative instruments are designated as hedging instruments under ASC 815.

The location in the balance sheets and the fair value of derivative instruments by type and purpose are summarized below (US\$ thousands):

Derivative purpose	Derivative type	December 31, 2020		December 31, 2019	
		Derivative assets	Derivative liabilities	Derivative assets	Derivative liabilities
Development related debt investments	Cross currency swaps	\$ 266	\$ (444)	\$ —	\$ —
	Interest rate swaps	164	(90)	—	—
Borrowings	Cross currency swaps	3,848	—	—	—
	Interest rate swaps	1,183	(1,300)	—	—
Total		\$ 5,461	\$ (1,834)	\$ —	\$ —

The effect of derivative instruments in the income statements are summarized below (US\$ thousands):

Derivative type and purpose	Income statement location	Year ended December 31	
		2020	2019
Development related debt investments			
Cross currency swaps	Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net	\$ (178)	\$ —
Interest rate swaps	Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net	62	—
Borrowings			
Cross currency swaps	Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net	3,848	—
Interest rate swaps	Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net	2,073	—
Total		\$ 5,805	\$ —

The income related to each derivative type includes realized and unrealized gains and losses.

As of December 31, 2020, the outstanding volume, measured by notional amount, of swap contracts was \$2.4 billion (none as of December 31, 2019).

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

IDB Invest does not present derivative assets and liabilities related to contracts entered into with the same counterparty under a legally enforceable netting agreement on a net basis in the balance sheets. The following tables provide the gross and net positions of IDB Invest's derivative contracts considering amounts and collateral held or pledged in accordance with enforceable counterparty credit support and netting agreements described below (US\$ thousands):

December 31, 2020				
	Gross amount of assets presented in the balance sheets	Gross amounts not offset in the balance sheets		
		Financial instruments	Collateral received ⁽¹⁾	Net amount
Derivative assets	\$ 5,461	\$ (1,834)	\$ (2,205)	\$ 1,422

December 31, 2020				
	Gross amount of liabilities presented in the balance sheets	Gross amounts not offset in the balance sheets		
		Financial instruments	Collateral pledged	Net amount
Derivative liabilities	\$ (1,834)	\$ 1,834	\$ —	\$ —

⁽¹⁾ Total cash collateral received was \$2.6 million as of December 31, 2020 (none as of December 31, 2019).

IDB Invest's derivative contracts with market counterparties are entered into under standardized master agreements published by the International Swaps and Derivatives Association ("ISDA" Agreements). ISDA Agreements provide for a single lump sum settlement amount upon the early termination of transactions following a default or termination event whereby amounts payable by the non-defaulting party to the other party may be applied to reduce any amounts that the other party owes the non-defaulting party. This setoff effectively reduces any amount payable by the non-defaulting party to the defaulting party.

IDB Invest's ISDA Agreements are appended by a Credit Support Annex ("CSA") that provides for the receipt and posting of collateral in the form of cash in US\$ or U.S. Treasury securities to reduce mark-to-market exposure among derivative market counterparties. IDB Invest recognizes cash collateral received and a corresponding liability in its balance sheets for the obligation to return it. As of December 31, 2020, IDB Invest had \$2.6 million of outstanding obligations to return cash collateral under CSAs (none as of December 31, 2019). IDB Invest recognizes a receivable in its balance sheets for its rights to cash collateral posted. As of December 31, 2020, no cash collateral was posted under CSAs (none as of December 31, 2019).

Securities received as collateral are not recognized in the balance sheets. In accordance with the CSAs, IDB Invest may rehypothecate securities received as collateral, subject to the obligation to return such collateral and any related distributions received. In the event of a counterparty default, IDB Invest may exercise certain rights and remedies, including the right to setoff any amounts payable by the counterparty against any collateral held by IDB Invest and the right to liquidate any collateral held.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

9. Capital

IDB Invest's original authorized share capital was increased to \$705.9 million, equivalent to 70,590 shares, through a \$500.0 million general capital increase approved in 1999 (GCI-I), and several special increases. These increases allocated a total of \$505.9 million for subscriptions by new and existing member countries, with a par value and issuance price of \$10,000 per share.

On March 30, 2015, IDB Invest's Board of Governors authorized the Second General Capital Increase (GCI-II) for \$2.03 billion. The capital increase is comprised of: (i) \$1.305 billion in capital to be paid by IDB Invest shareholders during the 2016-2022 period; and (ii) annual transfers from the IDB, on behalf of its shareholders, to be paid to IDB Invest during the period 2018-2025, totaling \$725.0 million for the entire period, and conditional upon annual approval by the IDB Board of Governors. The GCI-II increases the authorized capital stock by 125,474 shares – 80,662 shares corresponding to capital contributions payable by the countries (Annex A Shares) and 44,812 shares corresponding to transfers from the IDB on behalf of its member countries (Annex B Shares) – with a share issuance price of \$16,178.60 per share. With this capital increase, total authorized shares amount to 196,064.

All Annex A Shares have been subscribed and are expected to be paid in over time. In the balance sheets, subscribed shares are recorded as Capital, par value, Additional paid-in capital and Receivable from members on the date of the subscription instrument at the share issuance price. Payments are due on October 31 of each year from 2016 to 2022, per a payment plan determined and communicated by management to each subscribing country. The Board of Executive Directors is authorized to extend payment deadlines. The price for Annex A Shares not paid within their corresponding annual installment is adjusted to reflect a 5.0% increase for each year of arrears; except that, shares corresponding to the first installment which were fully paid in by the end of the second installment were not subject to a price adjustment. The price adjustment for shares in arrears is recorded to Additional paid-in capital and to Receivable from members in the balance sheets.

Capital contributions of \$75.7 million were received during the year ended December 31, 2020 for a total of \$1.1 billion in contributions corresponding to Annex A Shares under GCI-II. In March 2020, the Board of Governors approved income distributions corresponding to Annex B Shares transfers from the IDB on behalf of its shareholders that are also member countries of IDB Invest. Following this approval, IDB Invest received \$109 million in income distributions (transfers) for a total of \$207.9 million contributions corresponding to Annex B Shares under GCI-II, which are included as part of Total paid-in capital in the balance sheets. Total capital contributions of \$1.3 billion have been received under GCI-II through December 31, 2020.

Under the Agreement Establishing the Inter-American Investment Corporation, any member may withdraw from IDB Invest, which shall become effective on the date specified in the notice but in no event prior to six months from the delivery date of such notice. Even after withdrawing, a member shall remain liable for all obligations to IDB Invest to which it was subject on the date of delivery of the withdrawal notice. In the event a member withdraws, IDB Invest and the member may agree to the repurchase of the shares of said member on terms appropriate under the circumstances. If such agreement is not reached within three months of the withdrawal notice, or within a term agreed upon between both parties, the repurchase price of the member's shares shall be equal to the book value on the date when the member ceases to belong to IDB Invest, such book value to be determined by the audited financial statements. Payment for shares shall be made in such installments, times, and currencies as IDB Invest shall determine, taking into account its financial position.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The following table lists the capital and receivable from members (US\$ thousands, except for share and voting power information):

	December 31							
	Capital					Voting power		
	Shares ⁽¹⁾	Capital, par value	Additional paid-in capital ⁽²⁾	Receivable from members ⁽³⁾	Total paid in capital	Percent of total paid in capital ⁽⁴⁾	Number of votes	Percent of total votes ⁽⁴⁾
Argentina	18,850	\$ 188,500	\$ 66,726	\$ 234	\$ 254,992	12.64	18,170	12.18
Austria	907	9,070	3,484	680	11,874	0.59	865	0.58
Bahamas	335	3,350	1,186	519	4,017	0.20	303	0.20
Barbados	237	2,370	903	189	3,084	0.15	225	0.15
Belgium	211	2,110	270	—	2,380	0.12	211	0.14
Belize	116	1,160	95	—	1,255	0.06	116	0.08
Bolivia	1,516	15,160	5,358	922	19,596	0.97	1,374	0.92
Brazil	18,850	188,500	69,586	44,246	213,840	10.60	16,178	10.84
Canada	4,607	46,070	27,556	4,659	68,967	3.42	4,319	2.90
Chile	4,860	48,600	17,704	7,496	58,808	2.92	4,399	2.95
China	9,330	93,300	56,689	10,888	139,101	6.90	8,657	5.80
Colombia	4,860	48,600	17,154	—	65,754	3.26	4,684	3.14
Costa Rica	730	7,300	2,578	453	9,425	0.47	702	0.47
Croatia ⁽⁵⁾	6	60	42	—	102	0.01	6	0.00
Denmark	1,093	10,930	137	—	11,067	0.55	1,093	0.73
Dominican Republic	1,012	10,120	3,559	615	13,064	0.65	974	0.65
Ecuador	1,020	10,200	3,616	324	13,492	0.67	981	0.66
El Salvador	730	7,300	2,692	1,122	8,870	0.44	661	0.44
Finland	1,041	10,410	4,016	—	14,426	0.72	993	0.67
France	3,114	31,140	5,885	891	36,134	1.79	3,059	2.05
Germany	1,580	15,800	1,522	—	17,322	0.86	1,580	1.06
Guatemala	971	9,710	3,418	631	12,497	0.62	932	0.62
Guyana	276	2,760	978	178	3,560	0.18	265	0.18
Haiti	730	7,300	3,120	5,272	5,148	0.26	431	0.29
Honduras	730	7,300	2,650	529	9,421	0.47	697	0.47
Israel	411	4,110	1,483	357	5,236	0.26	389	0.26
Italy	4,874	48,740	16,758	2,961	62,537	3.10	4,691	3.14
Jamaica	494	4,940	471	—	5,411	0.27	494	0.33
Japan	5,599	55,990	19,202	2,976	72,216	3.58	5,415	3.63
Korea	8,293	82,930	50,281	9,658	123,553	6.13	7,696	5.16
Mexico	12,071	120,710	42,422	—	163,132	8.09	11,637	7.80
Netherlands	1,096	10,960	168	—	11,128	0.55	1,096	0.73
Nicaragua	730	7,300	2,574	453	9,421	0.47	702	0.47
Norway	1,038	10,380	3,986	777	13,589	0.67	990	0.66
Panama	1,031	10,310	4,361	2,000	12,671	0.63	908	0.61
Paraguay	764	7,640	2,701	501	9,840	0.49	733	0.49
Peru	5,369	53,690	20,290	—	73,980	3.67	5,141	3.45
Portugal	396	3,960	1,332	666	4,626	0.23	355	0.24
Slovenia ⁽⁶⁾	3	30	32	—	62	0.00	3	0.00
Spain	7,217	72,170	29,195	—	101,365	5.03	6,890	4.62
Suriname	112	1,120	76	—	1,196	0.06	112	0.08
Sweden	988	9,880	3,686	716	12,850	0.64	881	0.59
Switzerland	2,349	23,490	7,898	1,488	29,900	1.48	2,118	1.42
Trinidad and Tobago	727	7,270	3,129	4,852	5,547	0.28	450	0.30
United States	19,915	199,150	24,079	—	223,229	11.07	19,915	13.35
Uruguay	2,007	20,070	7,077	—	27,147	1.35	1,933	1.30
Venezuela	10,889	108,890	51,710	110,343	50,257	2.49	4,752	3.19
Total as of December 31, 2020	164,085	\$ 1,640,850	\$ 593,835	\$ 217,596	\$ 2,017,089	100	149,176	100
Total as of December 31, 2019	157,350	\$ 1,573,500	\$ 546,751	\$ 287,840	\$ 1,832,411		134,785	

⁽¹⁾ Includes Annex B shares for which income distributions (transfers) were made by IDB on behalf of its shareholders.

⁽²⁾ Includes the amount in addition to par value for shares under GCI-II, partial payments in excess of full shares.

⁽³⁾ Represents receivable from members under GCI-II.

⁽⁴⁾ Data are rounded; detail may not add to total because of rounding.

⁽⁵⁾ Croatia's voting power is 0.0040.

⁽⁶⁾ Slovenia's voting power is 0.0020.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

10. Fair Value Measurements

Certain of IDB Invest's financial instruments are not actively traded in any market. Determining future cash flows for fair value estimation is subjective, and minor changes in assumptions or methodologies may affect the estimated values. Also, there is a heightened degree of uncertainty and judgment in incorporating the impact of COVID-19. Therefore, while disclosure of estimated fair values of certain financial instruments is required, readers are cautioned about using these data for purposes of evaluating the financial condition of IDB Invest as of December 31, 2020.

The methodologies and key assumptions used to estimate the fair values of IDB Invest's financial instruments are summarized below:

Cash and cash equivalents – The carrying amount reported in the balance sheets approximates fair value.

Liquid assets – Fair values for money market funds and debt securities are based on either unadjusted quoted prices for identical assets or liabilities in active markets or quoted prices in active markets for identical assets or liabilities or prices derived from alternative pricing models when these prices are not available from pricing vendors. These methodologies apply to certain investments in non-U.S. government obligations, agencies, supnationals and corporate bonds. Also included are commercial paper (CP) and certificates of deposit (CD) issued under large U.S. based CP or CD programs. For investments for which prices and other relevant information, generated by market transactions involving identical or comparable assets, are not available, the income approach valuation has been employed, using yield curves, bond or credit default swap spreads, and recovery rates based on collateral values as key inputs.

Development related debt investments – For disclosure purposes, IDB Invest estimates the fair value of its development related debt investments. Loans and development related investments in debt securities for which a combination of observable and unobservable inputs is generally available, require the use of estimates and present value calculations of future cash flows. The fair values are estimated using recently executed transactions, market price quotations (where observable), and market observable credit default swap levels along with proprietary valuation models where such transactions and quotations are unobservable. The lack of objective pricing standards adds a greater degree of subjectivity and volatility to these derived or estimated fair values.

Any excess or deficit resulting from the difference between the carrying amounts of the development related debt investments carried at amortized cost and the fair value disclosed does not necessarily reflect the realizable values since IDB Invest generally holds investments to maturity with the aim of realizing their contractual cash flows.

Equity investments – Equity investments includes direct equity investments and LPs primarily in small and medium-sized enterprises and financial instruments. In most cases, market prices are not available, and alternate valuation techniques require a significant degree of judgment. IDB Invest intends to hold investments in LPs until the final liquidation of the underlying assets of the LPs in order to participate fully in the performance of the LP. IDB Invest does not have redemption rights in any of these investments. IDB Invest estimates that the underlying assets of the LPs generally may be liquidated over a period of 10 years.

Equity investments at fair value – Equity investments are recorded at fair value if publicly traded in certain markets, or IDB Invest elects the FVO. For investments in LPs, IDB Invest utilizes the NAVs reported by the fund managers as the basis of the fair value measurement. These NAVs are derived from the fair values of the underlying investments and adjusted further by IDB Invest, as needed.

Equity investments at cost-based measurement alternative – IDB Invest's methodology to measure equity investments using the cost-based measurement alternative requires the use of estimates and present value calculations of future cash flows for impairments or observable price change adjustments. IDB Invest relies on third-party valuation specialists when available, internal estimates, or a combination of both.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Derivative instruments – These include cross currency and interest rate swap contracts. Fair values are determined by obtaining the present value of estimated future cash flows using appropriate discount rates.

Borrowings – IDB Invest's borrowings are recorded at amortized cost or fair value. The fair value of IDB Invest's borrowings is estimated using traded prices, quoted market prices or discounted cash flow analyses based on IDB Invest's current borrowing rates for similar types of borrowing arrangements.

Other assets and liabilities – The carrying value of financial instruments included in Receivables and other assets, and Payables and other liabilities approximates fair value due to their liquid or short-term nature.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Fair value of financial instruments

IDB Invest's financial instruments recorded or disclosed at fair value have been categorized based on a fair value hierarchy in accordance with ASC 820 and are as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2020				
	Carrying amount	Level 1	Level 2	Level 3	Fair value
Investment securities					
Corporate securities	\$ 967,805	\$ —	\$ 967,805	\$ —	\$ 967,805
Money market funds	617,053	—	617,053	—	617,053
Agency securities	309,103	—	309,103	—	309,103
Government securities	114,850	—	114,850	—	114,850
Supranational securities	70,225	—	70,225	—	70,225
	2,079,036	—	2,079,036	—	2,079,036
Loans					
Amortized cost	3,654,492	—	—	3,739,510	3,739,510
Fair value	155,647	—	—	155,647	155,647
	3,810,139	—	—	3,895,157	3,895,157
Equity investments					
Cost-based measurement alternative	4,695	—	—	4,695	4,695
Fair value	43,441	1,119	—	42,322	43,441
NAV ⁽¹⁾	83,272	—	—	—	83,272
	131,408	1,119	—	47,017	131,408
Debt securities					
Amortized cost	128,204	—	—	145,777	145,777
Fair value	275,593	—	—	275,593	275,593
NAV ⁽¹⁾	12,643	—	—	—	12,643
	416,440	—	—	421,370	434,013
Derivative assets					
Cross currency swaps	4,114	—	4,114	—	4,114
Interest rate swaps	1,347	—	1,347	—	1,347
	5,461	—	5,461	—	5,461
Borrowings					
Amortized cost	1,792,818	—	1,572,243	258,166	1,830,409
Fair value	2,115,639	—	2,115,639	—	2,115,639
	3,908,457	—	3,687,882	258,166	3,946,048
Derivative liabilities					
Cross currency swaps	444	—	444	—	444
Interest rate swaps	1,390	—	1,390	—	1,390
	1,834	—	1,834	—	1,834

⁽¹⁾In accordance with ASC 820, investments that are recorded using net asset value per share as a practical expedient to fair value have not been classified in the fair value hierarchy. The fair value amounts presented in this table are intended to permit reconciliation of the fair value hierarchy to the amounts presented in the balance sheets.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

	December 31, 2019				
	Carrying amount	Level 1	Level 2	Level 3	Fair value
Investment securities					
Corporate securities	\$ 677,372	\$ —	\$ 677,372	\$ —	\$ 677,372
Money market funds	372,822	—	372,822	—	372,822
Agency securities	136,336	—	136,336	—	136,336
Government securities	127,911	2,995	124,916	—	127,911
Supranational securities	23,223	—	23,223	—	23,223
	1,337,664	2,995	1,334,669	—	1,337,664
Loans					
Amortized cost	2,042,297	—	—	2,099,284	2,099,284
Fair value	27,527	—	—	27,527	27,527
	2,069,824	—	—	2,126,811	2,126,811
Equity investments					
Cost-based measurement alternative	4,695	—	—	4,695	4,695
Fair value	27,239	1,298	—	25,941	27,239
NAV ⁽¹⁾	64,741	—	—	—	64,741
	96,675	1,298	—	30,636	96,675
Debt securities					
Amortized cost	133,624	—	—	144,720	144,720
Fair value	197,406	—	—	197,406	197,406
NAV ⁽¹⁾	45,894	—	—	—	45,894
	376,924	—	—	342,126	388,020
Borrowings					
Amortized cost	1,648,146	—	1,655,632	—	1,655,632

⁽¹⁾In accordance with ASC 820, investments that are recorded using net asset value per share as a practical expedient to fair value have not been classified in the fair value hierarchy. The fair value amounts presented in this table are intended to permit reconciliation of the fair value hierarchy to the amounts presented in the balance sheets.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The following tables present changes in carrying value of IDB Invest's Level 3 financial instruments that are carried at fair value as follows (US\$ thousands):

	Year ended December 31, 2020				
	Balance as of January 1, 2020	Net gains and losses included in income	Disbursements, purchases, sales, settlements and other	Balance as of December 31, 2020	Net unrealized gains/ (losses) included in earnings related to assets/liabilities held at December 31, 2020
Loans	\$ 27,527	\$ (189)	\$ 128,309	\$ 155,647	\$ (189)
Equity investments	25,941	1,754	14,627	42,322	1,506
Debt securities	197,406	(5,485)	83,672	275,593	(5,485)
Total assets at fair value	250,874	(3,920)	226,608	473,562	(4,168)

	Year ended December 31, 2019				
	Balance as of January 1, 2019	Net gains and losses included in income	Disbursements, purchases, sales, settlements and other	Balance as of December 31, 2019	Net unrealized gains/ (losses) included in earnings related to assets/liabilities held at December 31, 2019
Loans	\$ 7,714	\$ (905)	\$ 20,718	\$ 27,527	\$ (905)
Equity investments	—	1,141	24,800	25,941	1,141
Debt securities	60,333	(84)	137,157	197,406	(84)
Total assets at fair value	\$ 68,047	\$ 152	\$ 182,675	\$ 250,874	\$ 152

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The following tables present gross purchases, sales, issuances and settlements related to the changes in the carrying value of IDB Invest's Level 3 financial instruments that are carried at fair value (US\$ thousands):

Year ended December 31, 2020					
	Disbursements/ Purchases	Repayments/ Sales	Issuances	Settlements and others	Net
Loans	\$ 131,130	\$ (2,821)	\$ —	\$ —	\$ 128,309
Equity investments	15,857	(1,230)	—	—	14,627
Debt securities	84,838	(1,166)	—	—	83,672
Total assets at fair value	\$ 231,825	\$ (5,217)	\$ —	\$ —	\$ 226,608

Year ended December 31, 2019					
	Disbursements/ Purchases	Repayments/ Sales	Issuances	Settlements and others	Net
Loans	\$ 20,718	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 20,718
Equity investments	15,500	—	—	9,300	24,800
Debt securities	137,157	—	—	—	137,157
Total assets at fair value	\$ 173,375	\$ —	\$ —	\$ 9,300	\$ 182,675

The following tables present the valuation techniques and significant unobservable inputs for development related investments classified as Level 3 as of December 31, 2020 and December 31, 2019 (US\$ thousands):

December 31, 2020					
	Fair value	Valuation technique	Significant inputs	Range	Weighted average
Loans	\$ 128,247	Discounted cash flows	Discount rate	2.5%-15.0%	4.1%
	27,400	Recent transaction			
	155,647				
Equity investments	16,889	Discounted cash flows	Discount rate	18.4%	18.4%
	15,857	Recent transaction			
	9,576	Various techniques ⁽¹⁾			
	42,322				
Debt securities	194,661	Discounted cash flows	Discount rate	2.3%-6.0%	3.5%
	80,932	Recent transaction			
	275,593				
Total	\$ 473,562				

⁽¹⁾ Includes a combination of valuation techniques utilizing discounted cash flows, recent transactions and valuation multiples.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

December 31, 2019

	<u>Fair value</u>	<u>Valuation technique</u>	<u>Significant inputs</u>	<u>Range</u>	<u>Weighted average</u>
Loans	\$ 26,096	Discounted cash flows	Discount rate	6.5%-15.0%	10.1%
	<u>1,431</u>	Recent transaction			
	27,527				
Equity investments	15,500	Recent transaction			
	<u>10,441</u>	Various techniques ⁽¹⁾			
	25,941				
Debt securities	177,524	Discounted cash flows	Discount rate	3.9%-9.3%	5.6%
	<u>19,882</u>	Listed price			
	197,406				
Total	\$ 250,874				

⁽¹⁾ Includes a combination of valuation techniques utilizing discounted cash flows, recent transactions and valuation multiples.

There were no transfers between levels during the year ended December 31, 2020 nor December 31, 2019.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

11. Gain/(loss) from changes in fair value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net

Net gains and losses on non-trading portfolios are as follows (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2020	2019
Gain/(loss) from changes in fair value, net		
Development related debt investments	\$ (937)	\$ (798)
Borrowings	3,997	—
Derivatives		
Realized gain/(loss) on swaps	2,178	—
Unrealized gain/(loss) on swaps	3,627	—
	8,865	(798)
Gain/(loss) from foreign exchange transactions, net	6,487	(3,559)
Gain/(loss) from changes in fair value and foreign exchange transactions, net	\$ 15,352	\$ (4,357)

IDB Invest's non-trading portfolio includes development related debt investments and borrowings accounted for at fair value under the Fair Value Option as well as derivative instruments at fair value. Changes in the fair value of borrowings resulting from changes in IDB Invest's own credit risk spread are recorded through Other comprehensive income whereas changes in fair value due to market risk, and all fair value changes on derivatives, are accounted for in the income statements.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

12. Contingencies and Leases

In the ordinary course of business, IDB Invest is from time to time named as a defendant, co defendant or party in litigation matters inherent to and typical of the operations in which it is engaged. In the opinion of IDB Invest's management, the ultimate resolution of these legal proceedings would not have a material adverse effect on the financial position, results of operations, or cash flows.

The recent global outbreak of the COVID-19 pandemic has disrupted economic markets and created significant volatility. The operational and financial performance of the companies IDB Invest finances depends on future developments, including the duration and spread of the outbreak. Such uncertainty may impact the fair value of IDB Invest's development related investments and the credit worthiness of IDB Invest's borrowers. IDB Invest has capital buffers in place to absorb additional stress and credit rating downgrades.

Office Space Leases

IDB Invest has entered into office space leases with the IDB at headquarters and in its Regional Developing Member Countries that are accounted for as either short-term leases or operating leases. The current lease agreement with the IDB at headquarters expired in 2020 and was renewed for an additional ten year term that will expire in 2030. The remaining current lease agreements with the IDB in the Regional Developing Member Countries are renewed annually with the exception of the Argentina, Brazil and Colombia offices which extend between 2021 and 2023. The lease agreements in Argentina and Colombia include renewal options to extend the lease term, all of which IDB Invest is reasonably certain to exercise for the duration established in the contract.

Refer to Notes 5 and 6 for additional information related to IDB Invest's operating lease right-of-use assets and operating lease liabilities outstanding as of December 31, 2020.

The following table details the lease expenses and quantitative disclosure requirements (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2020	2019
Operating leases		
Operating lease expense	\$ 6,110	\$ 6,109
Total lease expense	\$ 6,110	\$ 6,109
Supplemental disclosure:		
Weighted average of lease terms (years)	9.92	10.90
Weighted average discount rate	3.11 %	3.11 %

Discount rate is determined as IDB Invest's incremental borrowing rate under the IDB multi-currency facility.

Maturity analysis of operating lease liabilities with the IDB are as follows (US\$ thousands):

	December 31, 2020	
Undiscounted cash flows in 2021	\$	5,351
Undiscounted cash flows in 2022		5,315
Undiscounted cash flows in 2023		5,436
Undiscounted cash flows in 2024		5,503
Undiscounted cash flows in 2025 and thereafter		36,664
Total operating leases	\$	58,269
Discount		(8,330)
Operating lease liability	\$	49,939

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

13. Related Party Transactions

IDB Invest and the IDB entered into SLAs whereby IDB Invest provides certain services to the IDB and the IDB provides certain services to IDB Invest. These services are further described below. IDB Invest has also entered into office space leases with the IDB discussed in Note 12.

Service Level Agreements

The SLAs with the IDB outline the duration, scope of work, roles and responsibilities, remuneration, and performance metrics of each institution.

Co-financing Arrangements and SLA Revenue

Following the IDB Group private sector and non-sovereign guaranteed (NSG) reorganization, all new NSG activities are originated by IDB Invest and largely co-financed by IDB Invest and the IDB. IDB Invest and the IDB maintain separate legal and economic interests in their respective share of the loan principal balance for a co-financed loan. IDB Invest's portion is defined as a percentage of the overall transaction subject to certain minimum amounts as agreed between IDB Invest and the IDB.

IDB Invest earns revenue from an annual renewable SLA under which IDB Invest provides loan origination, credit risk evaluation and monitoring, and certain loan administration services for the IDB related to its private sector operations including operations that are co-financed by IDB Invest and IDB. IDB Invest also provides certain advisory services to the IDB Group. These amounts are included in Service fees from related parties in the income statements.

Management of External Funds

IDB Invest administers on behalf of other related party entities, which include donors and member countries, funds restricted for specific uses that include the co-financing of certain projects, technical studies for borrowers, project-related studies, and research and training programs. These funds are held in trust by IDB Invest and are not commingled with IDB Invest's funds, nor are they included in the assets of IDB Invest. IDB Invest receives a management fee that is generally a percentage of the funds received. These fees are included in Service fees from related parties in the income statements.

Access to IDB Administered Funds

In addition to the aforementioned funds, IDB Invest provides certain services for trust funds administered by the IDB on behalf of the trust fund donors (the Trust Funds). IDB Invest receives an allocation of the IDB's related Trust Fund fees. Such fees are intended to cover internal and external costs associated with administering the NSG activities for the Trust Funds and related operations over the expected lives of the Trust Funds and the underlying operations. Costs expected to be incurred approximate the allocable fee. The Trust Fund organizational documents provide for either the payment of a lump sum or scheduled payments. The timing of the payments may not correspond to the incurrence of the related costs. IDB Invest also provides certain technical assistance activities for private sector operations on behalf of donor trust funds that are directly funded by IDB Trust Funds. These arrangements are recognized on a cost reimbursement basis and presented gross in Service fees from related parties and Administrative expenses in the income statements.

For the year ended December 31, 2020, IDB Invest received \$4.3 million for these services (\$1.2 million for the year ended December 31, 2019). As of December 31, 2020, IDB Invest has recorded deferred revenue of \$15.0 million related to these services (\$12.5 million as of December 31, 2019), which will be recognized as revenue as services are provided. Deferred revenue is presented as a component of Payables and other liabilities in the balance sheets.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Revenue from related party transactions are as follows (US\$ thousands):

	Year ended December 31	
	2020	2019
SLA revenue	\$ 76,688	\$ 73,652
Management of external funds revenue	2,109	2,202
IDB administered funds revenue	7,079	1,566
Total	\$ 85,876	\$ 77,420

SLA Expenses

IDB Invest purchases various general and administrative services from the IDB under a series of annual renewable SLAs. IDB Invest incurred expenses of \$16.7 million for receiving these SLA services from the IDB for the year ended December 31, 2020 (\$14.6 million for the year ended December 31, 2019) that are included in Administrative expenses in the income statements. Payables related to these SLA expenses are included in the total Due to IDB, net of \$14.8 million as of December 31, 2020 (\$8.4 million as of December 31, 2019). Refer to Note 6 for additional details.

Other Transactions with Related Parties

IDB Invest has a renewable credit facility with the IDB amounting to \$300.0 million. On September 21, 2018, this renewable credit facility was modified from a United States dollar facility to a multicurrency facility and the original expiration date of November 2020 was modified and extended to December 2022. As of December 31, 2020, IDB Invest's total drawdowns from the IDB multi-currency credit facility were \$185.1 million and \$114.9 million remain available (\$150.8 million total drawdowns and \$149.2 million available as of December 31, 2019). Refer to Note 7 for additional details.

14. Pension and Postretirement Benefit Plans

Both the IDB and IDB Invest are sponsors of the Pension Plans and PRBP and each employer presents its respective share of these plans using a December 31 measurement date.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Obligations and funded status

IDB Invest uses a December 31 measurement date for the Pension Plans and the PRBP. The following table summarizes the change in benefit obligation, change in plan assets, funded status of the Pension Plans and the PRBP, and the amounts recognized in the balance sheets (US\$ thousands):

	Pension Plans		PRBP	
	2020	2019	2020	2019
Reconciliation of benefit obligation				
Obligation as of January 1	\$ (306,498)	\$ (224,152)	\$ (180,482)	\$ (136,934)
Service cost	(18,717)	(12,303)	(7,671)	(5,228)
Interest cost	(9,635)	(9,317)	(5,600)	(5,525)
Participants' contributions	(3,659)	(3,458)	—	—
Plan amendments	—	—	—	—
Net transfers between IDB and IIC	1,856	1,590	723	1,516
Actuarial gains/(losses)	(49,420)	(62,204)	(25,608)	(35,997)
Benefits paid	3,590	3,346	1,173	1,695
Retiree Part D subsidy	—	—	(20)	(9)
Obligation as of December 31	\$ (382,483)	\$ (306,498)	\$ (217,485)	\$ (180,482)

Reconciliation of fair value of plan assets

Fair value of plan assets as of January 1	228,578	184,260	162,684	132,799
Net transfers between IDB and IIC	(1,856)	(1,590)	(723)	(1,516)
Actual return on plan assets	25,086	38,699	16,967	28,399
Benefits paid	(3,590)	(3,346)	(1,173)	(1,695)
Participants' contributions	3,659	3,458	—	—
Employer contributions	7,501	7,097	5,036	4,697
Fair value of plan assets as of December 31	\$ 259,378	\$ 228,578	\$ 182,791	\$ 162,684

Funded status

Funded/(Underfunded) status as of December 31	(123,105)	(77,920)	(34,694)	(17,798)
Funded status as of December 31	\$ (123,105)	\$ (77,920)	\$ (34,694)	\$ (17,798)

Amounts recognized in Accumulated other comprehensive income/(loss) consist of:

Net actuarial (gain)/loss	83,744	52,011	45,582	31,574
Prior service (credit)/cost	—	—	(1,399)	(1,836)
Transition obligation/(asset)	—	—	—	—
Net amount recognized as of December 31	\$ 83,744	\$ 52,011	\$ 44,183	\$ 29,738

As of December 31, 2020 and 2019, the Pension Plans and PRBP were all underfunded. In 2020 and 2019, the aggregate fair value of the Pension Plans and PRBP's assets were \$442.2 million and \$391.3 million, respectively, and aggregate benefit obligations were \$600.0 million and \$487.0 million, respectively, contributing to the total Pension Plans and PRBP liability of \$157.8 million and \$95.7 million, respectively, as of December 31, 2020 and 2019.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The accumulated benefit obligation, in excess of the fair value of the Pension Plans' assets is as follows (US\$ thousands):

	Pension Plans			
	2020		2019	
Accumulated benefit obligation	\$	(312,419)	\$	(248,390)
Fair value of plan assets	\$	259,378	\$	228,578
Funded status	\$	(53,041)	\$	(19,812)

The accumulated benefit obligation attributable to IDB Invest for the Pension Plans, which excludes the effect of future salary increases was \$312.4 million and \$248.4 million as of December 31, 2020 and 2019, respectively.

Components of net periodic benefit cost

Pension Plans and PRBP net periodic benefit costs recognized in the income statements consists of the following components (US\$ thousands):

	Year ended December 31			
	Pension Plans		PRBP	
	2020	2019	2020	2019
Service cost ⁽¹⁾	\$ 18,717	\$ 12,303	\$ 7,671	\$ 5,228
Interest cost ⁽³⁾	9,635	9,317	5,600	5,525
Expected return on plan assets ⁽²⁾⁽³⁾	(11,590)	(10,946)	(7,781)	(7,815)
Amortization of: ⁽³⁾				
Net actuarial (gain)/loss	4,191	107	2,414	130
Prior service (credit)/cost	—	—	(437)	(437)
Net periodic benefit cost	\$ 20,953	\$ 10,781	\$ 7,467	\$ 2,631

⁽¹⁾ Included in Administrative expenses.

⁽²⁾ The expected long-term rate of return on plan assets is 5.75% in 2020 and 6.00% in 2019.

⁽³⁾ Included in Other components of pension benefit costs, net.

Other changes in plan assets and benefit obligations recognized in Other comprehensive income/(loss) (US\$ thousands):

	Year ended December 31			
	Pension Plans		PRBP	
	2020	2019	2020	2019
Current actuarial (gain)/loss, net	\$ 35,924	\$ 34,451	\$ 16,422	\$ 15,413
Amortization of:				
Net actuarial (gain)/loss	(4,191)	(107)	(2,414)	(130)
Prior service (credit)/cost	—	—	437	437
Total recognized in other comprehensive (income)/loss	\$ 31,733	\$ 34,344	\$ 14,445	\$ 15,720
Total recognized in Net periodic benefit cost and Other comprehensive (income)/loss	\$ 52,686	\$ 45,125	\$ 21,912	\$ 18,351

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Actuarial assumptions

The actuarial assumptions used in the Pension Plans and PRBP valuations are based on financial market interest rates, past experience, and management's best estimate of future benefit changes and economic conditions. Changes in these assumptions will impact future benefit costs and obligations. Actuarial gains and losses occur when actual results are different from expected results. Actuarial gains and losses recognized in Accumulated other comprehensive income, which exceed 10% of the greater of the benefit obligation or market-related value of the plan assets at the beginning of the period, are amortized to income over the average remaining service period of active participants expected to receive benefits under the Pension Plans and PRBP, which is approximately 10.5 and 12.6 years, respectively.

Unrecognized prior service credit is amortized over a range of 2.4 years to 5.0 years for the PRBP.

The weighted-average assumptions used to determine the benefit obligation and the net periodic benefit cost were as follows:

	Pension Plans		PRBP	
	2020	2019	2020	2019
Weighted average assumptions used to determine benefit obligation as of December 31				
Discount rate	2.44 %	3.17 %	2.52 %	3.23 %
Inflation rate	2.12 %	2.20 %	2.12 %	2.20 %
Rate of compensation increase	4.26 %	4.34 %	n/a	n/a

	Pension Plans		PRBP	
	2020	2019	2020	2019
Weighted average assumptions used to determine net periodic benefit cost for years ended December 31				
Discount rate	3.17 %	4.17 %	3.23 %	4.22 %
Expected long-term rate of return on plan assets	5.75 %	6.00 %	5.50 %	6.00 %
Rate of compensation increase	4.34 %	4.27 %	n/a	n/a
Inflation rate	2.20 %	2.21 %	n/a	n/a

The expected long-term rate of return on the Pension Plans and PRBP's assets represents management's best estimate, after surveying external investment specialists, of the expected long-term (10 years or more) forward-looking rates of return of the asset categories employed by the Pension Plans and PRBP, weighted by the Pension Plans and PRBP's investment policy asset allocations. Accumulated and projected benefit obligations are measured as the present value of expected payments. The discount rate used is selected in reference to the year-end yield of AA corporate bonds within the approved Financial Times Stock Exchange Pension Liability Index, with maturities that correspond to the payment of benefits. For the assumed rate of inflation, the IDB has established a process by which a range of inputs is reviewed, including 10-year forward looking expert opinion forecasts, the average of the 10 year and 30 year U.S. Treasury Inflation Protected Securities (U.S. TIPS) breakeven inflation rate, and historical averages.

The decreases in the weighted-average discount rates for the Pension Plans and PRBP in 2020 and 2019 were the primary driver for the increases in the benefit obligations of approximately \$45.2 million and \$16.9 million, respectively, as of December 31, 2020 with respect to the precedent year (\$38.0 million and \$13.7 million, respectively, as of December 31, 2019).

Significant actuarial gains and losses related to changes in the Plans' benefit obligations for 2020 and 2019 primarily resulted from changes in the discount rate.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

For participants assumed to retire in the United States, the accumulated postretirement benefit obligation was determined using the following health care cost trend rates at December 31:

	PRBP	
	2020	2019
Health care cost trend rates assumed for next year		
Medical, Non-Medicare	4.50 %	4.75 %
Medical, Medicare	2.50 %	2.75 %
Prescription drugs	6.00 %	6.50 %
Dental	4.50 %	4.50 %
Rate to which the cost trend rate is assumed to decline (the ultimate trend rate)		
Medical, Non-Medicare	4.50 %	4.50 %
Medical, Medicare	2.50 %	2.50 %
Prescription drugs	6.00 %	6.00 %
Dental	4.50 %	4.50 %
Year that the rate reaches the ultimate trend rate	2021	2021

For those participants assumed to retire outside of the United States, a 5.00% and 5.50% health care cost trend rate was used for 2020 and 2019, respectively with an ultimate trend rate of 4.50% in 2023.

Pension Plans and PRBP Assets

The assets of the Pension Plans and the PRBP are managed primarily by investment managers engaged by the IDB who are provided with investment guidelines that take into account the Pension Plans and PRBP investment policies. Investment policies with long-term strategic asset allocations have been developed so that there is an expectation of sufficient returns to meet long-term funding needs. The policies allocate 65% of the Pension Plans portfolio to growth-oriented assets (the Return Strategies), and 35% of assets to nominal and inflation-indexed U.S. fixed income (the Liabilities Hedging Strategies), to partially hedge the interest rate and inflation exposure in the Pension Plans and PRBP's liabilities, and to protect against disinflation.

The Pension and Managing Committees of the Pension Plans and PRBP approve Investment Policy Statements (IPS) and Strategic Asset Allocations (SAA), which comply with the IDB's Risk Appetite (RA) and Long-term Funding (LTF) policies.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

The IPS SAA target allocations as of December 31, 2020, are as follows:

	Pension Plans	PRBP
U.S. equities	20 %	20 %
Non-U.S. equities	18 %	18 %
Emerging markets equities	4 %	4 %
Public real estate	3 %	3 %
Long duration diversified fixed income	27 %	27 %
Core fixed income	4 %	4 %
High yield fixed income	2 %	2 %
U.S. inflation-indexed fixed income	4 %	4 %
Emerging markets fixed income	3 %	3 %
Private real estate	5 %	5 %
Public Infrastructure	3 %	3 %
Private Infrastructure	2 %	2 %
Tactical Asset Allocation	5 %	5 %
Commodity index futures	0 %	0 %
Short-term fixed income funds	0 %	0 %
 Stabilization Reserve Fund:		
Core fixed income	50 %	50 %
U.S. inflation-indexed fixed income	0 %	0 %
Short-term fixed income funds	50 %	50 %

Investment and asset class risk is managed by the continuous monitoring of each asset category level and investment manager. Investments are rebalanced monthly within policy targets using cash flows and rebalancing exercises. Investment managers are generally not allowed to invest more than 5% of their respective portfolios in the securities of a single issuer other than the U.S. Government. The use of derivatives by an investment manager for the Pension Plans and PRBP is limited, and subject to specific approval by the Managing Committees of the Pension Plans and PRBP.

For the Pension Plans (SRP and CSRP) and PRBP, the included asset classes are described below:

- U.S. equities - For the Pension Plans and PRBP, commingled funds that invest, long-only, in U.S. common stocks. Management of the funds replicates or optimizes the all capitalization (cap) Russell 3000 Index. For the SRP and PRBP only, approximately 50% of U.S. equities assets are actively managed in separate accounts holding individual stocks.
- Non-U.S. equities - For the Pension Plans and PRBP, commingled funds that invest, long-only, in non-U.S. common stocks. Management of the funds replicates or optimizes the large/mid-cap MSCI WORLD EX-USA IMI Index and/or the large/mid-cap MSCI EAFE Index. For the SRP and PRBP only, approximately 60% of non-U.S. equities assets are actively-managed in separate accounts holding individual stocks.
- Emerging markets equities - For the Pension Plans and PRBP, actively managed commingled funds and/or mutual fund that invest, long-only, in emerging markets common stocks. Managements of the funds select securities, based upon fundamental characteristics, which are generally comprised within the large/mid-cap MSCI Emerging Markets Free Index.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

- Public real estate equities - For the SRP and PRBP only, individual (separate) account which holds, long-only, real estate securities. The account is actively-managed based upon fundamental characteristics, investing in securities generally comprised within the MSCI U.S. REIT Index.
- Long duration diversified fixed income - For the SRP and PRBP only, long duration fixed income assets are actively managed in separate accounts holding individual bonds generally comprised within the Bloomberg Barclays U.S. Long Government/Credit Bond Index. For the CSRP, actively managed commingled fund and/or mutual fund that invest, long-only, in long duration government and credit securities. Managements of the funds select securities, based upon fundamental characteristics, which are generally comprised within the Bloomberg Barclays U.S. Long Government/Credit Bond Index, as well as opportunistic investments in non-index securities.
- Core fixed income - For the Pension Plans and PRBP, actively managed commingled funds that invest, long-only, in intermediate duration government and credit securities. Managements of the funds select securities, based upon fundamental characteristics, which are generally comprised within the Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond Index, as well as opportunistic investments in non-index securities.
- High yield fixed income - For the SRP only, assets are actively managed in a separate account holding individual securities, and for the PRBP only, in an actively managed commingled fund. For both the SRP and PRBP, the investible universe is generally comprised of the securities within the Bloomberg Barclays High Yield 2% Constrained Index, as well as opportunistic investments in non-index securities. High yield securities are financial obligations of U.S. companies, rated below investment-grade by at least one of the nationally recognized statistical rating organizations.
- U.S. inflation-indexed fixed income - For the Pension Plans and PRBP, investment in individual U.S. Treasury Inflation Protected Securities in accounts managed internally. For the SRP and PRBP, replicate or optimize the Bloomberg Barclays U.S. Treasury Inflation Notes 10+ Years Index. For the SRP and PRBP Stabilization Reserve Funds, replicate or optimize the Bloomberg Barclays U.S. Treasury Inflation TIPS 0-5 Years Index. For the CSRP, replicates or optimizes the Bloomberg Barclays U.S. Treasury Inflation Notes 10+ Years Index.
- Emerging markets fixed income - For the Pension Plans and PRBP, actively managed commingled funds that invest, long-only, in emerging markets fixed income. The funds invest in sovereign and sub-sovereign United States dollar- and local-denominated debt. Managements of the funds invest in securities generally comprised within the J.P. Morgan EMBI Global Diversified Index, as well as opportunistic investments in non-index securities.
- Private real estate - For the Pension Plans and PRBP, an open-end commingled funds which invest, long-only, in U.S. real estate properties. The funds are actively-managed based upon fundamental characteristics of the properties.
- Public infrastructure - For the CSRP, an enhanced index exchange-traded fund that invests, long-only, in U.S. and developed markets common stocks within the infrastructure industries. Management of the fund selects securities, based upon fundamental characteristics, which are generally comprised within the MSCI World Infrastructure Index. For the SRP and PRBP only, assets are actively managed in a separate account holding individual stocks.
- Private infrastructure - For the SRP and PRBP only, an actively managed , open-end commingled fund which invests, long-only, in U.S. and developed markets private equity within the infrastructure sector. This new asset class is not implemented yet.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

- Tactical asset allocation - For the SRP and PRBP only, actively managed commingled funds and mutual fund that invest in U.S. and developed markets equities, fixed income, commodities and currencies, investments could shift due to opportunistic behavior within these markets.
- Commodity index futures - For the CSRP, investment in a commingled fund that invests, long-only in commodity index futures. Management of the fund replicates or optimizes the Bloomberg Commodity Index.
- Short-term fixed income funds - Commingled funds that invest, long-only, in U.S. Government securities with maturities of less than 18 months. Managements of the funds invest in short-term government securities only, which are benchmarked against the Merrill Lynch 3-month Treasury Bill Index.

Effective December 2015, the IDB Board of Executive Directors (Board) approved the Long-Term Funding Policy (LTF) for the Pension Plans (SRP and CSRP) and the PRBP that established stable contribution rates of 20% (SRP), 0.71% (CSRP) and 12% (PRBP) of applicable salaries and established the Stabilization Reserve Funds (SRFs) for the SRP and PRBP for the IDB Invest and IDB. The LTF Policy had a five-year initial term. In July 2019, following a review of the LTF Policy components, the Board adopted and enhanced version of the LTF policy as part of the ongoing financial policies of the IDB. The enhanced version of the LTF policy removes its sunset period, continues to keep the IDB Invest and IDB contribution rates at a stable level, and establishes a rules based mechanism to guide management decision making to allocate IDB Invest and IDB contributions when the SRFs reaches its limits, as well as when the Pension Plans and PRBP reach their fully funded status. IDB Invest contributions made in excess (deficit) of the actuary's determined contribution rate are allocated (withdrawn) to (from) the SRFs. The approved Investment Policy Strategic Asset Allocation for the Stabilization Reserve Funds is 50% Short-term fixed income funds cash and 50% Core fixed income.

The following tables set forth the investments of the Pension Plans and PRBP as of December 31, 2020 and 2019, which are measured at fair value and presented together with their weighted average allocation, by level within the fair value hierarchy. As required by the fair value measurements accounting framework, these investments are classified in their entirety based on the lowest level of input that is significant to the fair value measurement. Investments in funds that do not have a readily determinable fair value are measured at NAV as a practical expedient and are not classified within the fair value hierarchy (US\$ thousands).

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Pension Plans				
December 31, 2020				
	Level 1	Level 2	Fair value measurements	Weighted average allocations
Equity securities				
U.S. equities	\$ 23,460	\$ 25,345	\$ 48,805	19 %
Non-U.S. equities	27,708	15,829	43,537	17 %
Emerging markets equities	5,269	5,356	10,625	4 %
Public real estate equities	8,840	—	8,840	3 %
Public infrastructure	7,421	—	7,421	3 %
Government and diversified fixed income and fixed income funds				
Long duration U.S. Government and Agencies fixed income	21,486	1,464	22,950	9 %
Long duration diversified fixed income	447	40,426	40,873	16 %
Core fixed income	—	17,994	17,994	7 %
Emerging markets fixed income	—	7,172	7,172	3 %
High yield fixed income	—	3,890	3,890	1 %
U.S. inflation-indexed fixed income	9,507	—	9,507	3 %
Tactical asset allocation	6,044	6,818	12,862	5 %
Short-term fixed income funds	1,327	11,469	12,796	5 %
	\$ 111,509	\$ 135,763	\$ 247,272	
Investments measured at NAV				
Private real estate fund			13,861	5 %
Total investments			\$ 261,133	100 %
Other liabilities, net ⁽¹⁾			(1,755)	
Total			\$ 259,378	

⁽¹⁾ Includes receivables and payables carried at amounts that approximate fair value. Mainly payables for investments purchased.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

	Pension Plans			
	December 31, 2019			
	Level 1	Level 2	Fair value measurements	Weighted average allocations
Equity securities				
U.S. equities	\$ 16,489	\$ 28,172	\$ 44,661	20 %
Non-U.S. equities	25,756	14,101	39,857	17 %
Emerging markets equities	5,144	4,385	9,529	4 %
Public real estate equities	348	6,342	6,690	3 %
Public infrastructure	11,087	—	11,087	5 %
Government and diversified fixed income and fixed income funds				
Long duration U.S. Government and Agencies fixed income	21,501	1,334	22,835	10 %
Long duration diversified fixed income	386	35,312	35,698	15 %
Core fixed income	—	13,731	13,731	6 %
Emerging markets fixed income	—	6,567	6,567	3 %
High yield fixed income	125	4,137	4,262	2 %
U.S. inflation-indexed fixed income	9,126	—	9,126	4 %
Tactical asset allocation	5,211	4,851	10,062	4 %
Short-term fixed income funds	1,359	6,168	7,527	3 %
	\$ 96,532	\$ 125,100	\$ 221,632	
Investments measured at NAV				
Private real estate fund			9,101	4 %
Total investments			\$ 230,733	100 %
Other liabilities, net ⁽¹⁾			(2,155)	
Total			\$ 228,578	

⁽¹⁾ Includes receivables and payables carried at amounts that approximate fair value. Mainly payables for investments purchased.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

	PRBP			
	December 31, 2020			
	Level 1	Level 2	Fair value measurements	Weighted average allocations
Equity and equity funds				
U.S. equities	\$ 16,776	\$ 17,118	\$ 33,894	19 %
Non-U.S. equities	18,960	11,178	30,138	16 %
Emerging markets equities	3,458	4,180	7,638	4 %
Public real estate equities	6,145	—	6,145	3 %
Public Infrastructure	5,086	—	5,086	3 %
Government and diversified fixed income and fixed income funds				
Long duration U.S. Government and Agencies fixed income	15,698	869	16,567	9 %
Long duration diversified fixed income	—	28,285	28,285	15 %
Core fixed income	—	14,678	14,678	8 %
Emerging markets fixed income	—	4,877	4,877	3 %
High yield fixed income	—	2,669	2,669	1 %
U.S. inflation-indexed fixed income	6,566	—	6,566	4 %
Tactical asset allocation	4,390	5,273	9,663	5 %
Short-term fixed income funds	10,720	10	10,730	6 %
	\$ 87,799	\$ 89,137	\$ 176,936	
Investments measured at NAV				
Private real estate fund			7,606	4 %
Total investments			184,542	100 %
Other liabilities, net ⁽¹⁾			(1,751)	
Total			\$ 182,791	

⁽¹⁾ Includes receivables and payables carried at amounts that approximate fair value. Mainly payables for investments purchased.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

	PRBP			
	December 31, 2019			
	Level 1	Level 2	Fair value measurements	Weighted average allocations
Equity and equity funds				
U.S. equities	\$ 11,891	\$ 21,555	\$ 33,446	20 %
Non-U.S. equities	17,056	13,949	31,005	19 %
Emerging markets equities	3,217	3,243	6,460	4 %
Public real estate equities	245	4,487	4,732	3 %
Public infrastructure	7,796	—	7,796	5 %
Government and diversified fixed income and fixed income funds				
Long duration U.S. Government and Agencies fixed income	15,354	888	16,242	10 %
Long duration diversified fixed income	—	24,713	24,713	15 %
Core fixed income	—	11,289	11,289	7 %
Emerging markets fixed income	—	4,534	4,534	3 %
High yield fixed income	—	3,051	3,051	2 %
U.S. inflation-indexed fixed income	6,493	—	6,493	4 %
Tactical asset allocation	3,833	3,800	7,633	4 %
Short-term fixed income funds	7,027	31	7,058	4 %
Total investments	\$ 72,912	\$ 91,540	\$ 164,452	100 %
Other liabilities, net ⁽¹⁾			(1,768)	
Total			\$ 162,684	

⁽¹⁾ Includes receivables and payables carried at amounts that approximate fair value. Mainly payables for investments purchased.

Investment securities that are measured at fair value based on quoted market prices in active markets, a valuation technique consistent with the market approach, include U.S., non-U.S. infrastructure individual equity holdings, public infrastructure exchange trade funds, fixed income mutual funds, U.S. treasury and U.S. inflation-indexed fixed income. Such securities are classified within Level 1 of the fair value hierarchy.

Investment securities that are measured at fair value based on quoted market prices for similar assets in active markets, or quoted prices for identical or similar assets in markets that are not active, a valuation technique consistent with the market approach, include corporate, non-U.S. government, high yield and municipal fixed income, and commercial mortgage backed securities. Also included are proprietary investment managers' commingled funds investing in U.S. and global equities, emerging markets fixed income, fixed income funds, and/or short-term fixed income investments. These commingled funds are not publicly traded and are measured at fair value based on the net asset per share, which are determined and published and are the basis for current transactions. Such securities are classified within Level 2 of the fair value hierarchy.

Proprietary investment managers' funds investing in private real estate and tactical asset allocation do not have readily determinable fair values and are measured at the NAV as a practical expedient. Such investments are not classified within the fair value hierarchy.

Contributions

Contributions from IDB Invest to the Pension Plans and the PRBP during 2021 are expected to be approximately \$8.4 million and \$5.6 million, respectively. All contributions are made in cash.

Inter-American Investment Corporation

Notes to Financial Statements

Estimated future benefit payments

The following table summarizes the benefit payments, which reflect expected future service, as appropriate, expected to be paid in each of the next five years and in the aggregate for the subsequent five years. These amounts are based on the same assumptions used to measure the benefit obligation as of December 31, 2020 (US\$ thousands).

	Pension Plans	PRBP
Estimated future benefit payments		
2021	\$ 4,788	\$ 1,567
2022	5,180	1,715
2023	5,649	1,874
2024	6,177	2,049
2025	6,761	2,288
2026 and thereafter	46,447	16,728

15. Subsequent Events

Management has evaluated subsequent events through March 3, 2021, which is the date the financial statements were issued. Management determined that there were no subsequent events that require disclosure under ASC Topic 855, *Subsequent Events*.

DIVULGATION 2020 CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL POUR LES DIVULGATIONS FINANCIÈRES LIÉES AU CLIMAT (TCFD)

BID Invest a annoncé en novembre 2019 son soutien au Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat et publié sa toute première divulgation dans son Rapport annuel pour l'exercice 2019. Depuis lors, les recommandations TCFD ont servi de cadre de référence pour guider les progrès de BID Invest en tant qu'institution financière de développement sensible aux enjeux du climat.

BID Invest a progressé dans son alignement avec les recommandations TCFD au cours de l'exercice 2020². BID Invest a créé un groupe de travail TCFD interdépartemental qui a permis la diffusion et l'opérationnalisation des mesures de lutte contre le changement climatique dans toute l'institution. En outre, BID Invest s'est servie de son savoir-faire pour accélérer l'alignement avec les recommandations en ALC en faisant participer les clients et en offrant des services-conseils.

GOVERNANCE

Le Conseil d'administration de BID Invest est composé de 13 administrateurs qui représentent les 47 pays membres. Parmi ces pays membres figurent 26 pays en développement, qui tous sont situés en Amérique latine et dans les Caraïbes, et 21 autres pays. Le Conseil d'administration assure la supervision des questions de changement climatique au travers des réseaux, procédures et documents suivants:

- Le Conseil reçoit des mises à jour trimestrielles sur le climat, notamment sur la stratégie, la gestion du risque et les mesures.
- Le Conseil supervise le Cadre des résultats institutionnels qui comprend entre autres les objectifs en matière de risque climatique et de financement climatique.
- Le plan d'activités 2020-2022 de BID Invest et ses mises à jour annuelles sont approuvés par le Conseil et comportent des engagements et des actualisations concernant le climat.
- Le Conseil approuve les propositions d'investissement et, s'il y a lieu, s'enquiert du risque climatique et des possibilités offertes par l'opération proposée.
- La nouvelle Politique de durabilité de BID Invest est entrée en vigueur le 15 décembre 2020. Elle renforce la gestion des risques liés au climat, tant physiques que ceux associés à la transition vers une économie à faible émission de carbone.
- Le Conseil supervise les objectifs de financement climatique, notamment le plancher de 30 % de financement climatique et l'objectif que 40 % des opérations comportent un élément de financement climatique.

^[1] Cette divulgation TCFD couvre principalement les actifs liés au développement du bilan de BID Invest. BID Invest continuera de travailler à l'alignement avec les recommandations TCFD des prises de participation non liées au développement.

La Direction est chargée de superviser à la fois le risque climatique de BID Invest et les résultats des financements climatiques:

- Le responsable du changement climatique informe chaque année la direction générale sur la stratégie du changement climatique et ses résultats.
- Un groupe de travail interdépartemental, qui comprend des personnes de la direction nommées, se réunit chaque mois pour donner des consignes concernant l'intégration du climat dans toute l'organisation, et pour gérer et coordonner le processus d'alignement TCFD de BID Invest³.
- Le Comité de supervision du portefeuille, sous la présidence du Directeur de la gestion des risques, se réunit chaque trimestre pour évaluer et discuter du portefeuille de BID Invest. À partir du T4 2020, cette réunion comporte une carte thermique de l'exposition au risque du portefeuille en matière de risque physique et de risque de transition, par montant en dollars et nombre de projets.

STRATÉGIE

En collaboration avec les autres Banques multilatérales de développement, BID Invest est en train de définir une méthodologie pour l'alignement des flux financiers des banques sur les objectifs de l'Accord de Paris. BID Invest a défini sa stratégie institutionnelle à court terme dans son plan d'activités 2020-2022. Le Plan d'action sur le changement climatique 2016-2020 du Groupe de la BID propose un nouvel axe stratégique en ce qui concerne les risques et opportunités liés au climat pour l'institution et ses clients. À moyen terme, le Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 du Groupe de la BID, qui a été approuvé en décembre 2020, guidera la stratégie climatique de BID Invest. Les actions d'alignement englobent les points suivants:

- Le manuel de mise en œuvre de la Politique de durabilité comporte une liste d'exclusions qui interdit à BID Invest de procéder à un quelconque investissement dans des projets de mines de charbon thermique ou de centrales alimentées au charbon ainsi que dans des projets d'exploration en amont et de développement de pétrole et de gaz⁴.
- BID Invest a instauré des définitions institutionnelles des horizons temporels qui formeront la base des analyses de scénarios. Court terme : < 1 an, moyen terme : 1 à 5 ans et long terme >5 ans avec une vision nette zéro d'ici 2050.
- La Division des risques ESG réalise des évaluations de risque climatique pour les nouveaux investissements directs afin d'identifier, d'analyser et de gérer les éventuels impacts importants.
- BID Invest a offert des incitations de services-conseils et/ou de financement mixte à trois clients pour le soutien et l'alignement avec TCFD, les aidant à développer leur capacité et à devenir les pionniers de TCFD en ALC.

[3] Le groupe de travail TCFD comporte des représentants des départements suivants : Excellence opérationnelle, Gestion du risque de crédit, Efficacité des activités de développement, Gouvernance environnementale, sociale et institutionnelle, Stratégie institutionnelle, Juridique, Trésorerie, Conseil climatique et Infrastructure et énergie.

[4] Dans des circonstances exceptionnelles et au cas par cas, sera pris en considération le financement du gaz en amont dans les pays les plus pauvres s'il y a un avantage incontestable en termes d'accès à l'énergie pour les pauvres et que le projet vise la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).



GESTION DES RISQUES

BID Invest applique une méthodologie d'évaluation des risques climatiques aux investissements directs au cours de la phase de vérification préalable. La méthodologie comporte trois niveaux et évalue l'exposition au risque physique et de transition. Lorsque des risques importants sont identifiés, BID Invest collabore avec le client pour améliorer la résilience de ses opérations.

- Pour évaluer l'exposition aux risques physiques, BID Invest se sert d'un système d'information géographique (SIG) avec des projections de données de modélisation à échelle réduite du climat sur les aléas climatiques selon diverses voies de concentration représentatives (RCP).
- Pour comprendre l'exposition aux risques de transition, BID Invest examine le contexte du pays de l'opération, notamment sa contribution déterminée nationalement (CDN) ainsi que les informations et les voies concernant le secteur et la durée de vie de l'actif.
- La réalisation d'évaluation des risques climatiques permet à BID Invest d'une part de gérer les risques au niveau des opérations et d'autre part d'obtenir une vue holistique de l'exposition globale de son portefeuille aux divers aléas et risques liés au climat.

MESURES ET OBJECTIFS

BID Invest fixe des objectifs et évalue ses progrès et ses performances sur une gamme de mesures liées au climat.

BID Invest mesure à la fois le pourcentage de dollars engagés qui vont au financement climatique et ses réductions nettes de gaz à effet de serre (GES), à savoir les émissions évitées grâce à des investissements en atténuation du changement climatique.

Dans le cadre de la Politique de durabilité et conformément aux Normes de performance de la SFI, BID Invest exige que les projets à émissions brutes supérieures à 25,000 tCO_{2e} mesurent et communiquent chaque année les émissions, et proposent un plan de réduction des GES. BID Invest collabore avec ses clients et offre des services-conseils afin qu'ils parviennent à améliorer leurs pratiques de gestion des GES. Les chiffres globaux de Portée 1 et 2 des projets susmentionnés du portefeuille sont indiqués ci-après.

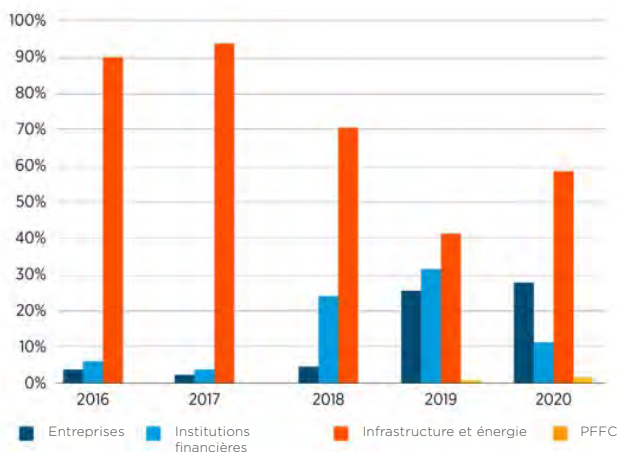
- Du côté institutionnel, le Groupe de la BID dont fait partie BID Invest communique des indicateurs clés, notamment les émissions de GES conformément à la Global Reporting Initiative (GRI). En outre, le Groupe s'est engagé envers la neutralité carbone pour ses opérations internes, encourageant les énergies renouvelables dans ses bureaux pays et compensant les émissions résiduelles par des projets dans la région.
- BID Invest a un plancher de financement climatique de 30%¹.

^[1] BID Invest divulgue les financements climatiques à moyen et long terme conformément à la méthodologie conjointe des BMD (banques multilatérales de développement). BID Invest assure également le suivi en interne des mesures de financement climatique qui comprennent les financements à court terme

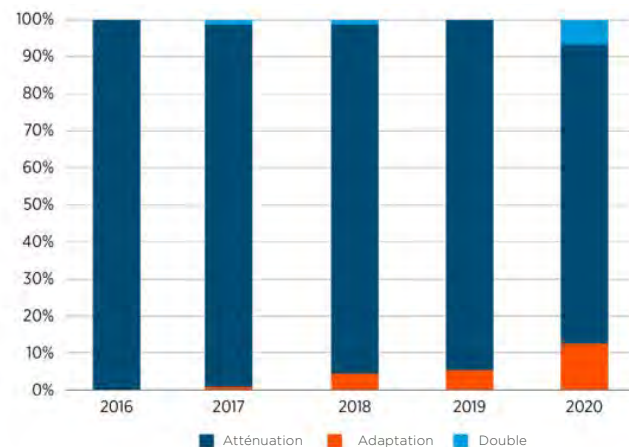
- BID Invest exige également qu'au minimum 40 % des opérations comportent un élément de financement climatique dont 10 % doit soutenir l'agriculture, la sylviculture, l'utilisation des terres et la gestion des zones côtières dans le Cadre des résultats institutionnels.
- Elle prône le financement d'une économie résiliente et à faible émission de carbone.

Mesures climatiques	2019	2020
Portée des émissions de GES internes ¹	3.170 ²	1.280 ³
Émissions de GES financées du portefeuille actif durant l'année de référence (tCO ₂ e) ⁴	3.848.869	4.155.487
Réductions des émissions de GES financées du portefeuille actif durant l'année de référence (tCO ₂ e) ⁵	1.860.189	118.000
Réductions des émissions de GES financées de nouveaux projets conclus durant l'année de référence (t CO ₂ e) ⁶	364.059,95	2.029.322,05
Pourcentage du financement climatique (%)	43%	38%
Financement climatique (en millions USD)	\$1.151	\$1.441

MONTANT CF PAR SEGMENT



MONTANT CF PAR ADAPTATION/ATTÉNUATION/DOUBLE



[1] Ceci correspond au chiffre combiné de Portée 1, Portée 2 (selon l'emplacement) et Portée 3 du Groupe de la BID, au prorata du nombre de salariés travaillant pour BID Invest (12,8 % en 2019, 13,8 % en 2020). De plus amples informations sur la méthodologie, les objectifs de réduction et la neutralité carbone sont disponibles dans les documents suivants: IDB Sustainability Report et Global Reporting Initiative Annex.

[2] Portée 1 : 146 t CO₂e, Portée 2 (selon l'emplacement) : 1233 t CO₂e, Portée 2 (selon le marché) : 236 t CO₂e, Portée 3 : 1791 t CO₂e.

[3] Données provisoires. Les données définitives seront disponibles dans le Rapport de durabilité 2020 de la BID

[4] Ce chiffre fait référence au chiffre brut estimé combiné des émissions de GES Portée 1 et 2 des projets dont les émissions sont supérieures à 25 000 t CO₂e par an, qui étaient au portefeuille actif de BID Invest durant l'année de référence concernée. Ce chiffre exclut les émissions de CO₂e biogéniques provenant de sources stationnaires.

[5] Ce chiffre fait référence aux émissions brutes estimées provenant des opérations de financement de projets dont les émissions sont supérieures à 25 000 t CO₂e par an, qui ont été conclues durant l'année de référence, calculées comme les émissions annuelles devant être produites au cours d'une année représentative. Ce chiffre exclut les émissions de CO₂e biogéniques provenant de sources stationnaires.

[6] Ce chiffre fait référence aux émissions estimées de CO₂ réduites par an par les nouveaux projets conclus durant l'année de référence. Les réductions provenant d'investissements dans des institutions financières ne sont pas incluses.

**ANNEXE 3 : MISE
EN ŒUVRE DE
LA POLITIQUE
D'ACCÈS À
L'INFORMATION**

A. Réglementations et gouvernance

En janvier 2020, la Direction a adopté les Directives de mise en œuvre de la Politique d'accès à l'information, afin de définir les principaux processus et de donner une meilleure prévisibilité à son application.

Suivant en cela un processus compétitif de sélection, BID Invest a désigné trois experts indépendants de son Panel externe de la Politique d'accès à l'information.

B. Divulgence proactive

BID Invest a identifié les informations détaillées nécessaires pour la divulgation proactive selon la politique. La divulgation proactive figure sur le site Web www.idbinvest.org.

C. Pôle transparence

BID Invest a créé un pôle transparence pour recevoir, traiter et répondre aux demandes d'accès à l'information.

Le pôle transparence a reçu en 2020 **363 demandes externes d'information**, dont 109 ont nécessité des actions internes de recherche d'information, de divulgation ou de négation ; 22 négations ont été émises et une demande a été reçue pour examen de premier stade par le Comité administratif.

Le temps moyen de réponse aux demandes d'information a été de 12 jours. Le sujet le plus demandé a été une information sur un projet (74,1 %), suivie par une information institutionnelle (11,57 %) et une enquête de données (6,61%). La plupart des demandes nous sont venues du secteur privé (47,9%), universitaire (19,8%) et personnes individuelles (12,4%). Le plus grand nombre de demandes sont venues du Mexique (14,4%), de Colombie (11,7%), d'Équateur (8,5%) et du Pérou (8,3%).

D. Technologie et formation

BID Invest adapte ses systèmes technologiques pour faciliter le traitement des demandes d'informations et assure la formation de ses salariés.

